

L'Afrique au-delà du miroir

Boubacar Boris Diop

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Boubacar Boris Diop

L'Afrique au-delà du miroir

Philippe Rey

DU MÊME AUTEUR

Le Temps de Tamango, roman, L'Harmattan, 1981

Le Serpent à Plumes, 2002

Les Tambours de la mémoire, roman, L'Harmattan, 1990

Les Traces de la meute, roman, L'Harmattan, 1993

Le Cavalier et son ombre, roman, Stock, 1997

Murambi, le livre des ossements, roman, Stock, 2000

Doomi Golo (en wolof), roman, Papyrus, 2003

Négrophobie, essai, avec Odile Tobner et

François-Xavier Verschave, Les Arènes, 2005

Kaveena, roman, Philippe Rey, 2006

© 2007, Éditions Philippe Rey
7, rue Rougemont - 75009 Paris

www.philippe-rey.fr

ISBN : 978-2-84876-316-3

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

Table des matières

Du même auteur

Copyright

Introduction

I - RWANDA, CONTRE L'HABITUDE DU MALHEUR

Génocide et devoir d'imaginaire

Yolande Mukagasana : parler avec les tueurs...

Kigali-Paris : le monstre à deux têtes

II - Ô PAYS, MON BEAU PEUPLE !

Le Sénégal entre Cheikh Anta Diop et Senghor

Les nouveaux damnés de la terre

Lettre à un ami sur le naufrage du Joola

III - LITTÉRATURE AFRICAINE LES MOTS CONTRE LES CHOSES

Écris et... tais-toi

Mongo Beti et nous

IV - ÉCHANGER, POUR CHANGER NOTRE MONDE

Carona, village planétaire

Identité négro-africaine et globalisation

Les villes invisibles et le voyageur immobile

*À Annie Jouga et Vieux Savané
Pour Théogène Karabayinga et
Seydou Nourou Ndiaye*

*Quand la mémoire va ramasser du
bois mort, elle rapporte le fagot qui
lui plaît.*

Birago Diop – d'après un proverbe
wolof.

Introduction

Il y a quelques décennies, tout écrivain pouvait dire aussitôt après la parution d'une œuvre de fiction : mission terminée. De nos jours, c'est presque à ce moment-là que tout commence. Il est devenu bien difficile par exemple d'échapper, entre colloques, salons et festivals, au rituel des lectures publiques. Quoi de plus attachant a priori que cette communion de dizaines, voire de centaines de personnes avec le poète en train de *dire* sur scène ses propres compositions ? On devrait pourtant surtout s'étonner que les tâches de création et d'accompagnement du texte reposent désormais sur les seules épaules de l'auteur. Plus rien n'oblige le supposé destinataire de ses récits à en prendre directement connaissance et il ne semble d'ailleurs guère se gêner pour lui lancer d'un air goguenard : « Vous avez fini d'écrire votre livre ? Eh bien, j'attends que vous me le lisiez aussi ! »

C'est sans doute pourquoi tant de romanciers, nouveaux gens du voyage, n'en finissent pas de bondir d'un continent à l'autre, dans l'espoir d'un tête-à-tête assez étrange, quand on y pense bien, avec des femmes et des hommes qu'ils ne verront peut-être qu'une fois dans leur vie. Tout paraît se jouer en définitive sur ces rencontres avec les auditoires les plus divers aux quatre coins de l'univers. Il faut sans relâche justifier ses choix narratifs ou réagir, avec l'air accablé qui convient, aux malheurs de l'humanité. Chacun essaie de s'en tirer à son avantage mais l'exercice est à la fois délicat et ambigu, car il peut faire passer le brillant causeur pour un puissant brasseur de mondes ou, à l'inverse, détourner l'attention de chefs-d'œuvre essentiels.

Mais cet échange de vive voix n'a pas que des inconvénients. Tout en signant la victoire inattendue de l'oralité sur l'écriture, il instaure un rapport beaucoup plus fort que par le passé entre l'écrivain et son public. Ce dernier cesse d'être une pure abstraction et ses attentes sont relayées par des êtres de chair et de sang dont l'auteur connaît les visages. Il arrive même qu'il prétende être hanté par eux nuit et jour.

Du choc des imaginaires naît peu à peu un sentiment d'urgence et le besoin de faire connaître ses positions sur des questions politiques souvent très, très difficiles à démêler.

Si cette prise de parole s'impose à tous, elle est une obligation morale

pour l'intellectuel africain, surtout lorsqu'il a une chance de se faire entendre, même faiblement.

D'avoir voulu m'acquitter de ce devoir m'a amené à publier, entre 1992 et 2006, de nombreux essais dans différentes revues ou à en rédiger d'autres à la demande d'institutions universitaires. Ils constituent la substance du présent ouvrage, mais je n'ai pas hésité à les remanier en profondeur pour la circonstance. Il s'est donc avéré parfois nécessaire d'en actualiser les données statistiques ou de les enrichir par de nouveaux éléments. Quelques articles étaient restés jusqu'ici inédits en version intégrale. C'est le cas de *Lettre à un ami sur le naufrage du Joola* et de *Kigali-Paris : le monstre à deux têtes*, abrégés lors d'une première publication – dans le second cas sous un titre différent – pour tenir compte des contraintes d'espace du mensuel français *Le Monde diplomatique* et du journal sénégalais *Le Quotidien*.

Outre des hommages à Cheikh Anta Diop et Mongo Beti, sont abordés ici des sujets aussi variés que le dilemme de l'écrivain coincé entre deux langues, une catastrophe maritime au Sénégal, les nouveaux flux migratoires vers l'Europe ou les défis culturels de la globalisation. Le fil conducteur en reste cependant la réflexion sur une africanité dont on a du mal à décider si elle est juste une hallucination politiquement correcte ou l'expression même de notre vécu. L'image que les médias et des ouvrages prétendument spécialisés donnent de l'Afrique n'est pas belle à voir. Elle ne correspond surtout en aucune façon à la réalité, quoique disent certains d'entre nous, par désespoir, par malhonnêteté intellectuelle ou par veulerie. On a parfois l'impression, en lisant et en écoutant les racistes – nombre d'entre eux ne sont même plus conscients de l'être –, que le monde n'a jamais été aussi paisible, que toutes les nations de la terre sont aujourd'hui dirigées par des hommes justes et purs, et que notre continent est le seul où sévissent la corruption et la misère. Chacun en oublie la poutre qu'il a dans l'œil pour gloser doctement sur la brindille qu'il croit avoir aperçue dans le vôtre. Je suppose que, si je me rendais en ce moment à Bagdad ou à Kaboul, des gens trouveraient le temps, entre deux carnages spectaculaires, de s'étonner des ravages de la violence politique et de la famine en Afrique. Où exactement « en Afrique » ? À Dakar ? À Nairobi ? La question coule de source mais elle est rarement posée : il suffit à la plupart des gens de fouler le sol d'un pays africain pour s'imaginer être présent au même instant dans l'Afrique entière. Et pourtant la seule République démocratique du Congo est plus grande que toute l'Europe de l'Ouest. Il est si absurde de laisser entendre que les habitants d'un aussi vaste continent sont une seule et même personne que l'on ne sait même pas quoi répondre. L'amalgame n'est toutefois pas innocent : on espère ainsi faire honte à chaque Nègre de sa mémoire et de son identité. Ce n'est pas acceptable.

Il est facile de deviner pourquoi j'ai accordé une place si importante au génocide des Tutsi du Rwanda. Des commentateurs aux arrière-pensées douteuses cherchent encore à nous persuader qu'il ne s'est finalement rien

passé au Rwanda entre les mois d'avril et de juillet 1994. On ne peut évidemment laisser prospérer pareille imposture.

J'ai mis l'accent sur l'implication de l'État français dans le génocide parce que sa responsabilité, via François Mitterrand, est aussi évidente – les faits ne manquent pas pour l'étayer – que mal connue ou acceptée. Ce n'est pas par hasard si le révisionnisme continue à avoir libre cours en France avec une candeur parfois tout à fait désarmante. On ne peut attendre de ceux qui relativisent la Traite négrière et légifèrent sur les bienfaits de la colonisation qu'ils reconnaissent que leur pays a été le complice énergique et résolu du dernier génocide du XX^e siècle. Le leur rappeler en toute occasion est presque une simple affaire d'hygiène mentale.

Il est d'autant plus impérieux de placer la tragédie rwandaise au centre de notre réflexion que son traitement illustre à merveille les manipulations destinées à mettre en évidence une prétendue culture de la violence et de la haine fratricides chez les Africains. Laisser entendre que le génocide de 1994 est derrière nous, cela revient à dire que plusieurs centaines de milliers de Tutsi rwandais ont bel et bien mérité de mourir dans des conditions abominables et qu'il ne faut pas continuer à en faire toute une histoire. Le silence sur ce sujet serait une manière de donner prise à un racisme anti-nègre qui ne se croit même plus tenu à un peu de pudeur. Projeter le regard au-delà du miroir, c'est essayer de montrer quelles graves contre-vérités se dissimulent sous ces lieux communs. C'est surtout tirer la sonnette d'alarme, car on voit bien l'inquiétant projet politique qui se profile derrière la nérophobie triomphante.

Deux essais – *Le Sénégal entre Cheikh Anta Diop et Senghor et Génocide et devoir d'imaginaire* – résultent de conférences prononcées aux universités d'Austin au Texas et de Brandeis à Boston (Massachusetts) ; *Carona, village planétaire* est le fruit d'une commande de Pro Helvetia, fondation suisse pour la culture. Je sais gré aux uns et aux autres de m'avoir permis de faire le point sur des sujets aussi importants. La plupart des textes réunis dans cet ouvrage ont cependant été écrits à la demande de la *Neue Zürcher Zeitung*. Je tiens donc à remercier tout particulièrement ce quotidien zurichois de langue allemande de m'avoir si souvent donné l'occasion de m'exprimer en toute liberté, au cours des quinze dernières années, sur des questions intéressantes de notre époque. Je dois la même gratitude aux autres organes avec lesquels j'ai eu le privilège de collaborer de manière plus ou moins régulière dans la même période. Il s'agit, en dehors du *Monde diplomatique* et du *Quotidien* que j'ai mentionnés plus haut, de deux hebdomadaires, *Internazionale* et *Courrier international*, paraissant respectivement en Italie et en France.

I

RWANDA,
CONTRE L'HABITUDE DU MALHEUR

Génocide et devoir d'imaginaire

Au cours des dix dernières années, le nom du Rwanda est devenu de plus en plus familier à un nombre croissant de nos contemporains, même à ceux qui n'ont jamais eu la moindre occasion de s'intéresser au continent africain. Ce n'est malheureusement pas par hasard, car pour réussir à susciter autant d'intérêt, ce pays à la fois minuscule et dépourvu de ressources naturelles a eu plus que sa part de souffrances.

La rapidité avec laquelle la communauté internationale a reconnu le génocide rwandais – sans rien tenter pour l'empêcher – n'a eu d'égale que la vitesse d'exécution de celui-ci. Les massacres d'avril à juillet 1994 ont causé, selon l'Onu, la mort de 500 000 à 800 000 personnes¹. Les autorités rwandaises, qui n'ont pas fini de procéder au recensement des victimes, en estiment le nombre à plus d'un million, ce qui ne semble guère exagéré. Pour donner une idée de ce qui est arrivé au Rwanda, il suffit de dire que 10 000 personnes y ont été tuées *chaque jour*, pendant trois mois et sans interruption.

Cette entreprise d'extermination n'a pas été déclenchée de façon subite et irraisonnée sous la pression de circonstances politiques imprévues. Elle a au contraire été minutieusement préparée. Un État fortement centralisé a mis son armée, des forces paramilitaires² créées à cet effet et toute son administration au service de l'élimination d'une partie de la population rwandaise choisie en fonction de son appartenance à une « ethnie ».

Très peu de commentateurs ont compris à l'époque la gravité des événements. Presque tous ont préféré voir dans ce génocide un nouveau cycle de « massacres interethniques » opposant, sur fond de « guerre civile » sans queue ni tête, deux composantes de la population se haïssant depuis des temps immémoriaux. L'utilisation répétée de ces expressions a convaincu le monde entier qu'il n'y avait ni bourreaux ni victimes en avril 1994 au Rwanda, que l'État rwandais, dépassé par la situation, faisait de son mieux pour ramener dans le pays l'ordre et la légalité et enfin que ces atrocités tropicales anarchiques échappaient à toute analyse politique rationnelle. Cette dernière

idée, qui explique en partie la passivité de l'Organisation des Nations unies, était renforcée par l'image du continent dans les médias.

Il serait toutefois absurde de prétendre que la presse internationale s'était donné le mot pour faciliter la tâche aux tueurs. Elle n'avait aucune raison particulière d'en vouloir au Rwanda. La vérité est plus simple mais peut-être aussi plus terrible : le Rwanda n'intéressait personne.

S'il est établi que tel ou tel pays occidental lié au conflit a pu trouver, pour son travail de désinformation, des relais conscients parmi les envoyés spéciaux et les correspondants de presse, beaucoup parmi ces derniers ont surtout péché par désinvolture en n'écoutant que leurs préjugés. Dans une Afrique perçue comme le lieu naturel de tous les désastres, les massacres au Rwanda n'étaient qu'une tragédie de plus après – ou en même temps que – celles de Somalie, d'Algérie et du Liberia. Si on ne peut pas appeler cela du racisme, c'est que les mots n'ont plus aucun sens.

Il n'est dès lors pas étonnant que le statut du génocide rwandais soit, aujourd'hui encore, si singulier. Presque plus personne n'ose en contester l'aveuglante réalité. Cependant, dès qu'il s'agit d'en stigmatiser les auteurs, de sérieuses difficultés surgissent. Il est devenu habituel, on le sait, de personnifier les grandes infamies de l'histoire contemporaine, comme pour les ancrer à tout jamais dans les mémoires : les noms de Hitler et de Pol Pot évoquent immédiatement les chambres à gaz et les champs de la mort, en vertu du pouvoir de stigmatisation que se sont arrogé les maîtres du monde. Le génocide rwandais, lui, n'est jamais nommé, car cela impliquerait un choix entre le Bien et le Mal. Dans ce cas précis, tout se passe comme si la compassion pour les victimes ne saurait aller jusqu'à reconnaître leur innocence.

Cela dit, l'honnêteté oblige à ajouter que la tragédie rwandaise a presque suscité moins d'intérêt en Afrique même que dans le reste du monde.

Le paradoxe n'est qu'apparent. L'émiettement du continent africain en États peu viables, maintes fois dénoncé par Cheikh Anta Diop et Kwame Nkrumah, se traduit de nos jours par des situations totalement inattendues. L'une de celles-ci est que l'Afrique est informée sur ses propres problèmes politiques par les pays du Nord. Si étrange que cela puisse paraître, beaucoup d'Africains francophones n'ont su du génocide rwandais que ce qu'en rapportaient les dépêches de l'Agence France-Presse, les grands quotidiens de l'Hexagone et les journaux télévisés de MM. Poivre d'Arvor et Masure. La presse privée africaine, embryonnaire pendant les années 1990, n'avait pas les moyens de contrarier cette tendance. Elle n'était pas en mesure, par exemple, d'envoyer sur le terrain des journalistes porteurs d'une autre grille de lecture du conflit. Mais il n'est même pas certain que des médias africains présents sur les lieux auraient échappé aux clichés sur le chaos africain. À force d'échecs, le continent en est venu à perdre tout respect de lui-même. Quoi qu'il arrive en Afrique, nos distingués analystes seront les premiers à l'expliquer par notre prétendue incapacité à nous adapter au monde moderne,

si ce n'est, de manière encore plus affligeante, par on ne sait quelle antique malédiction.

Le résultat est que, parmi les rares cris d'indignation entendus pendant le génocide, pas un seul ou presque n'est venu d'Afrique. Nelson Mandela, fraîchement élu à la tête de l'Afrique du Sud post-apartheid, a été une heureuse exception. Dans le meilleur des cas, nous avons murmuré notre écœurement. Le plus souvent, nous avons fait preuve d'une indifférence quasi totale.

C'est en réaction à ce « silence assourdissant » des intellectuels et artistes africains qu'est née l'initiative « Rwanda : écrire par devoir de mémoire ».

Tout a commencé en 1995, pendant la cinquième édition de Fest' Africa³. Le 10 novembre de cette année-là, la rencontre a été endeuillée par la condamnation à mort et la pendaison à Port-Harcourt de l'écrivain nigérian Ken Saro-Wiwa et de huit de ses compagnons. Les auteurs présents à Fest' Africa ont alors manifesté leur réprobation par une déclaration publique contre la dictature militaire de Sani Abacha. Cela ne les a pas empêchés de constater, une fois de plus, l'impuissance des hommes de plume à arrêter la main de chefs d'État criminels. Cet amer constat s'est mué, au fil des mois, en un besoin de plus en plus pressant de se faire entendre. Des discussions avec la communauté rwandaise de Paris ont mis en évidence la nécessité de s'intéresser de plus près au génocide de 1994. Il a alors été proposé à des auteurs de différents pays africains de se rendre au Rwanda en résidence d'écriture.

Les choses n'ont pas été aussi simples que nous l'avions cru. Il n'a pas fallu moins de trois ans pour convaincre les autorités rwandaises, réticentes au départ, de nous laisser entrer dans leur pays. Il faut dire que la présence d'une majorité d'écrivains francophones dans un projet soutenu par la Fondation de France n'était guère de nature à les rassurer. Ces réserves étaient bien compréhensibles, car c'était en partie pour la défense de la langue française que Mitterrand et les réseaux de la Françafrique s'étaient rangés sans états d'âme du côté des organisateurs du génocide. Nocky Djedanoum n'a pu faire fléchir ses interlocuteurs de Kigali qu'en leur disant, à la fois amical et sérieux : « Je revendique en tant qu'Africain le droit d'aller où je veux au Rwanda et vous, vous n'avez d'autre choix que de l'accepter. » Après les explications nécessaires, tout est rentré dans l'ordre.

Notre groupe a séjourné au Rwanda en juillet et août 1998⁴.

À cette occasion nous avons visité les sites du Mémorial du Génocide, discuté avec des ONG comme Avocats sans frontières ou le collectif Pro'Femmes, rencontré l'Association des journalistes et des écrivains du Rwanda et les animateurs de la Polyclinique de l'Espoir, une des structures de prise en charge des orphelins et des femmes violées pendant le génocide. Nous avons également fait des conférences à l'université de Butaré ainsi que dans les lycées et les écoles élémentaires. Nous nous sommes, naturellement, entretenus avec des rescapés – dont ceux regroupés dans Ibuka⁵ – et avec

quelques-uns des cent vingt mille détenus accusés d'avoir participé aux massacres à des degrés divers. De larges plages du programme étaient réservées à la mise au point de nos notes et à des démarches individuelles.

Sur dix ouvrages prévus, neuf ont été publiés à ce jour et le dernier (*Great Sadness*, de Meja Mwangi) pourrait l'être bientôt. Nos livres ont été présentés au public rwandais en juin 2000 au cours d'un colloque international à Kigali et Butaré. Le dramaturge Koulsy Lamko a fondu tous ces textes en un spectacle d'excellente facture, *Corps et voix, paroles rhizomes*.

Chemin faisant, d'autres initiatives se sont manifestées autour du projet, dans divers champs artistiques. Ainsi le réalisateur camerounais François Wokouache s'y est joint de lui-même et en a tiré un film de cent quatre-vingts minutes intitulé *Nous ne sommes plus morts*, et un autre cinéaste, le Sénégalais Samba Félix Ndiaye, un ambitieux documentaire sur le même sujet, intitulé *Rwanda, pour mémoire*. L'artiste sud-africain Bruce Clarke projette quant à lui de construire sur la colline de Nyanza un gigantesque monument de pierre dédié aux victimes, le Jardin de la Mémoire. Deux chorégraphes – la Sénégalaise Germaine Acogny et le Japonais Kota Yamasaki – ont réalisé *Fagaala*⁶ d'après *Murambi, le livre des ossements*.

Depuis leur parution à partir de mars 2000, nos textes ont été traduits dans plusieurs langues et font l'objet de restitutions dans les médias ou à l'occasion de rencontres littéraires en Afrique et en Europe. En novembre 2000, à Lille, un Salon du livre a été spécialement consacré par les initiateurs aux œuvres issues de « Rwanda : écrire par devoir de mémoire ».

Une telle initiative pose bien évidemment un certain nombre de problèmes. Je n'ai pas l'intention de les occulter.

Le premier de ceux-ci tient à la démarche elle-même. Plusieurs écrivains se sont rendus *ensemble* sur le lieu d'une tragédie pour en rapporter *chacun* un récit de fiction. On ne connaît pas beaucoup d'autres exemples de ce genre dans l'histoire de la littérature. L'écriture est l'acte solitaire par excellence et le texte littéraire est censé venir, pour ainsi dire, par-derrière, en vertu de mécanismes psychiques largement inconscients. Les romanciers, qui n'en sont pas à un paradoxe près, aiment pourtant croire que pour tout ce qui concerne leurs livres ils dirigent la manœuvre du début à la fin. C'est pourquoi ils supportent si mal la commande de texte. Quel qu'en soit le motif, elle leur paraît porter atteinte à une liberté de création que l'on trouve toujours à l'origine de leur choix de devenir écrivain.

C'est sans doute pour cette raison que nous avons accueilli avec enthousiasme la proposition de nous rendre au Rwanda, mais non sans un vague malaise. Je me souviens par exemple d'avoir répondu à Nocky Djedanoum que je souhaitais aller au Rwanda et en revenir avec une sorte de journal de voyage. Dans mon esprit, le mieux que je pouvais faire, c'était de tout raconter avec une glaciale neutralité : les tueries entre Hutu et Tutsi, le ciel paisible au-dessus des collines, des marchandes de fruits au bord des

routes, bref, la vie reprenant ses droits en attendant de nouvelles tueries, naturellement inévitables, entre Hutu et Tutsi. Il m'est facile aujourd'hui, le recul aidant, de comprendre mon attitude d'alors comme de la défiance. Je ne pensais pas avoir quelque chose à dire sur ce qui était encore à l'époque pour moi le déchaînement d'une barbarie tribale déplorable, certes, mais quasi routinière. Peut-être aussi que, habitué à produire des fictions dans lesquelles je me targuais de soumettre le réel à mon bon vouloir, je me sentais mal à l'aise dans une situation où les faits allaient, avec leur force propre, préexister au récit.

J'avais en somme du mal à supporter l'idée que mon imagination serait bridée par la vie elle-même. Nous savions tous à l'avance que le simple respect pour les victimes nous interdirait de prendre trop de libertés avec leurs témoignages. Il est d'ailleurs significatif que, dès qu'ils ont compris le but de notre séjour au Rwanda, certains rescapés nous ont suppliés : « De grâce, n'écrivez pas de romans avec ce que nous avons vécu, rapportez fidèlement ce que nous vous avons raconté, il faut que le monde entier sache exactement ce qui s'est passé chez nous. » Un autre fait mérite d'être souligné : les organisateurs nous avaient reconnu le droit de ne rien écrire si nous n'en ressentions pas l'envie. Pourtant, neuf ouvrages sur les dix prévus sont disponibles. C'est que, finalement, la vraie commande de texte, non formulée, nous est venue des survivants et des morts. J'essaierai d'expliquer plus loin comme il leur a été facile d'avoir raison de nos petites coquetteries d'artistes.

L'autre difficulté était le risque de perdre tout désir d'écriture au contact d'une réalité proprement innommable. Le romancier zimbabwéen Chenjerai Hove, contacté pour faire partie du groupe, avait, après moult hésitations, décliné l'offre. Il s'en est expliqué à Lille en novembre 2000 : « Je craignais, a-t-il dit, d'être bouleversé au point de devoir renoncer à écrire des romans. » Et de fait, la traversée du miroir – le miroir où se reflètent tant d'échecs et de lâchetés –, loin de rendre les hommes maîtres de leur destin, les mène souvent à la folie et au désespoir.

On peut enfin s'interroger sur l'utilité d'une opération intervenant quatre ans après le génocide. Les écoliers rwandais ne s'y sont pas trompés qui nous ont souvent demandé, avec plus d'amertume que de colère : « Pourquoi venez-vous seulement aujourd'hui ? Où étiez-vous il y a quatre ans, quand ces événements se déroulaient dans notre pays ? »

Ces objections sont sérieuses et parfois même assez troublantes. Toutefois, les obstacles ainsi énumérés, loin de nous gêner, ont été de véritables stimulants. L'aventure a été certes collective, mais chacun de nous s'y est immergé à partir de ses priorités et de son itinéraire. Cette tension, née du choc entre le réel et l'imaginaire, était nouvelle pour chacun de nous. Elle a eu ceci de précieux qu'elle nous a fait retrouver le goût des sentiments authentiques. Au contact de vraies douleurs, nous avons pris, contre la force meurtrière des préjugés, la mesure de nos responsabilités d'intellectuels.

Avions-nous cependant besoin de nous rendre au Rwanda pour éprouver

la folie de notre temps ? Après tout, en Afrique comme en maints endroits de la planète, la table de travail de l'écrivain n'est jamais éloignée de quelque charnier. Le fanatisme tue en masse dans les airs comme sur la terre et il n'est question que de cela dans les médias. Prétendre que, pour le Rwanda par exemple, l'on ne savait pas, n'était-ce pas user de faux-fuyants ?

Je ne peux répondre à ces questions qu'en donnant l'exemple que je connais le mieux, le mien. Avant ce roman sur le génocide, j'en avais publié un autre, *Le Cavalier et son ombre*⁷, où je consacrais une large place au Rwanda. Je n'avais cependant jamais mis les pieds dans ce pays et je doutais un peu de la sincérité de mes sentiments. C'est pourquoi le seul moment du récit où l'héroïne, Khadidja, représente réellement l'auteur est celui où, parlant du génocide, elle avoue son désarroi et ressent secrètement sa propre colère comme une douloureuse comédie.

Les drames relatés dans ce livre le sont, par simple ignorance de l'écrivain, à partir des camps de Mugunga et d'Uvira, d'ailleurs nommément désignés par Khadidja. Or dans ces camps et dans quelques autres se trouvaient d'innocents réfugiés, mais aussi la quasi-totalité des organisateurs et des exécutants du génocide. Emmenés là par l'opération prétendument humanitaire Turquoise, ils continuaient à y faire la loi. Dans le roman, la narratrice parle de ces tueurs avec beaucoup de sympathie et d'émotion : on les voit par exemple se dévouer au profit des plus vulnérables. C'est comme si, dans une fiction sur la Gestapo lyonnaise pendant l'Occupation, un auteur français avait fait de Klaus Barbie le défenseur de la veuve et de l'orphelin. Je ne fais pas ce rappel par goût de l'autoflagellation. Il me semble juste utile de montrer avec quelle aisance le chaos dans la société peut se traduire par un désordre identique dans les esprits les plus suspicieux. Bien plus vulnérables qu'ils ne veulent l'admettre, les créateurs en arrivent, à l'instar de Khadidja, à percevoir comme un bloc informe les victimes et leurs bourreaux, et à ne plus faire aucune différence entre les causes et les conséquences des événements. Cette tendance à confondre dans une lamentation universelle des drames politiques dont le seul point commun est d'advenir en Afrique, ouvre une voie royale vers les pires clichés. À ce compte, les situations spécifiques et a fortiori les êtres singuliers s'estompent bien vite. Il n'est pas question du Liberia, de la Somalie ou du Congo, mais de l'Afrique. De même, le génocide avait eu lieu non pas dans un pays appelé Rwanda, mais juste « en Afrique » : l'écrivain verse des larmes sur les victimes du dictateur, charge à outrance ce dernier pour mettre les rieurs de son côté et le voilà quitte avec sa conscience.

Aller au Rwanda nous rendait la réalité bien plus proche. Cela m'a personnellement fait éprouver des émotions moins convenues que celles de la narratrice dans *Le Cavalier et son ombre*. Que Khadidja prétende « avoir mal au Rwanda » n'a en vérité aucun sens. Les vraies souffrances ont été pour les autres. L'auteur, très éloigné de leur douleur, simplement désireux de *faire vrai* au prix de mille et une acrobaties de style, n'a en définitive connu que de dérisoires tourments esthétiques. J'essayais, avec un bel orgueil, de ruser avec

de vrais événements et de fixer avec des mots des formes mouvantes et éphémères. C'était une pure expérience littéraire. Je crois donc être bien placé pour parler de ce qui sépare un roman sur le génocide écrit de loin, dans le confort des habitudes quotidiennes, et un autre, écrit celui-là dans l'odeur de la mort. Dans le premier cas, la tentation d'abuser des stupéfiantes images est très forte parce qu'en Afrique, la réalité, délirante et cruelle, semble imposer une concurrence déloyale à la fiction. Le romancier africain, qui en est bien conscient, est souvent obligé pour tenir la cadence d'en rajouter sur le fantastique. Cette surenchère fictionnelle est épuisante, même pour le créateur le plus habile. Elle n'est pas non plus sans risque pour la crédibilité de son récit. Avant d'aller au Rwanda, je ne me sentais tenu à aucun respect pour les faits. Il m'était difficile de comprendre ceux pour qui écrire se résumait à dire : voici la vérité. Chercher à susciter le doute me paraissait bien plus excitant. J'ai toujours perçu l'écrivain comme un enfant perdu dans la forêt. Je me délectais d'une solitude si justement exprimée par le poète Birago Diop selon qui, « quand la mémoire va ramasser du bois mort, elle rapporte le fagot qui lui plaît ». Il faut s'arrêter un instant pour imaginer la perplexité de celui qui, au cœur de la forêt, s'emploie à « ramasser du bois mort ». Il va d'un buisson à un autre, revient souvent sur ses pas, délibère sans cesse – et avec anxiété – sur la direction à prendre et ne semble jamais savoir ni ce qu'il fait ni pourquoi il le fait. Il a juste envie de passer enfin aux aveux : il ne connaît pas le chemin, il ne peut le montrer à personne, il ne sait pas où il va, il ne peut y aller d'un pas résolu.

Ce désir d'écrire non avec des idées, mais avec des souvenirs, voire avec les échos de paroles intérieures, lointaines et obscures, peut faire penser à de l'arrogance. D'être allé au Rwanda m'a fait comprendre que je devais surtout y voir du désespoir et le sentiment, quasi informulable, de ma propre impuissance.

Cheminer parmi les ossements et discuter avec les rescapés nous a rendus à la fois plus humbles et plus conscients de ce que nos livres pouvaient faire pour lutter contre le mal. L'ampleur et les implications humaines de la tragédie rwandaise ne se sont dévoilées à nous que progressivement. L'effarement absolu était au détour de chaque témoignage. Pour arriver à tuer tant de personnes en quelques semaines, des centaines de milliers d'assassins ont officié à visage découvert et tous n'ont pas été arrêtés, loin s'en faut. Cela veut dire que sur les collines ou dans les rues de Kigali, de Butaré ou de Gitarama, les bourreaux et les victimes continuent à se croiser. Ils se reconnaissent comme tels, des images sanglantes surgies d'un proche passé dansent dans leurs mémoires et ils passent leur chemin car la vie doit, après tout, continuer.

Au bout de quelques jours, nous avons tous senti que la seule façon de restituer cette détresse dans toute sa profondeur était de faire le pari de la simplicité. À la lecture de nos ouvrages sur le génocide, on s'aperçoit très vite qu'ils ont en commun, au-delà des différences d'approche et de personnalité,

le dépouillement et une certaine pudeur. Quels genres d'écrivains aurions-nous été si nous étions revenus du Rwanda gonflés par la vanité et seulement désireux de montrer je ne sais quel talent pour les pirouettes narratives et les métaphores bien filées ?

Depuis leur parution à partir du mois de mars 2000, on nous a souvent demandé ce que nos livres avaient apporté de plus que les articles de presse, les films documentaires, les ouvrages historiques et les témoignages des victimes. Cette question est capitale, car elle ouvre une réflexion sur l'efficacité de la fiction dans la lutte contre l'oubli. Elle paraît encore plus pertinente dans notre contexte littéraire particulier. Personne n'est aussi souvent rongé par le doute et le découragement que l'auteur africain. S'adressant dans une langue étrangère à un public de toute façon trop occupé à survivre pour avoir envie de lire ses livres, il est presque toujours persuadé d'avoir à hurler sa révolte dans le désert. La violence des guerres civiles sur le continent le harcèle de questions qui exigent des réponses immédiates, ce qui place son travail, souvent vécu avec remords comme un exercice délicat et vain, sous la pression constante des urgences politiques.

Mais c'est justement pour cela que les romans sont essentiels dans la préservation de la mémoire d'un génocide. Les ouvrages des universitaires ont certes le mérite de la précision. Moins attrayants et peu accessibles au grand public, ils sont destinés à une élite intellectuelle appelée à les décortiquer sans émotion. Chacun connaît d'ailleurs la boutade : les spécialistes ne se lisent pas entre eux, *ils se surveillent*. Peu différent en cela du journaliste tenu par des délais et obligé pour ainsi dire de bondir d'un massacre à un autre, l'historien n'a d'autre choix que de laisser les morts enterrer les morts. Le romancier, lui, essaie de les ramener à la vie et cette prétention démiurgique peut virer à l'obsession. Je me souviens qu'au Rwanda, lorsque nous allions en visite sur les lieux où sont aujourd'hui encore exposés les ossements des victimes, j'éprouvais chaque fois le besoin de chercher toutes les traces de vie autour de nous, comme on entrebâille une fenêtre pour laisser passer un peu d'air frais dans un endroit hermétiquement clos. Un de ces épisodes est brièvement rapporté dans *Murambi, le livre des ossements*. Je n'ai pu m'expliquer une telle attitude que plus tard. En effet, un jouet près du crâne fracassé d'un enfant peut en dire bien plus sur un génocide que les plus savantes démonstrations. Ici il s'agit de donner à voir des visages et non de rapporter des faits ou de dérouler de froides statistiques. Le délire de cruauté des génocidaires est difficilement compréhensible, mais il n'est pas aussi insensé qu'on peut le croire à première vue. Si les tueurs ont tenu à humilier des innocents avant de les débiter à la machette, c'était pour se convaincre eux-mêmes et surtout convaincre leurs victimes qu'elles étaient totalement dépourvues d'humanité et que leur présence sur la terre était une erreur de la nature. C'est peut-être pourquoi les négationnistes sont toujours un peu étonnés quand on leur oppose des chiffres et des faits. Dans leur entendement personne n'est mort, car ceux pour qui on fait tant de bruit n'ont jamais eu le

droit d'exister. En ce sens, la fiction est un excellent moyen de contrer le projet génocidaire. Elle redonne une âme aux victimes et, si elle ne les ressuscite pas, elle leur restitue au moins leur humanité en un rituel de deuil qui fait du roman une stèle funéraire. Et sur celle-ci sont écrits des mots très simples, qui pourraient résumer toutes les phrases de nos romans : ci-gît...

Après l'Holocauste, beaucoup d'Allemands ont pu dire, avec toutes les apparences de la bonne foi, qu'ils ne savaient pas. Même ce mensonge n'était pas possible au Rwanda. Le génocide rwandais a eu ceci de particulier que l'État a réussi à y impliquer la majorité de la population. Il a eu lieu dans le bruit et la fureur, des centaines de milliers de cadavres pourrissaient sur les collines, une radio coordonnait joyeusement les massacres et partout les cris de haine se mêlaient aux cris de terreur. La sérénité de l'historien peut-elle dire ce déchaînement des passions humaines les plus folles ? Je ne le crois pas. Le roman, qui trouve le tueur sur son terrain, celui de l'émotion et de la falsification, me paraît plus apte à remplir cette tâche. Il est peut-être encore le meilleur moyen de tirer de sa torpeur le brave homme qui, voyant que l'on charcute sans arrêt ses semblables autour de lui, lève les bras au ciel et dit d'un air sincèrement désolé qu'il n'y peut rien, car ses journées sont bien trop courtes. S'il est clair dans son esprit que lui n'a jamais voulu tuer personne, il ne se rend pas forcément compte qu'il sert par son inertie mentale les desseins du fanatique prêt à exterminer des peuples entiers. À ce brave père de famille vautré dans son salon, le roman peut presque parler au creux de l'oreille. Il peut aussi réveiller chez lui l'envie de redevenir un homme.

L'imaginaire est du reste d'autant plus autorisé à rendre compte d'un tel génocide que l'histoire récente du Rwanda résulte dans une large mesure d'un conflit entre la fiction et la réalité. Tout y est parti des fantasmes d'une certaine ethnologie coloniale qui a *inventé*, avec une déconcertante légèreté scientifique, une histoire non africaine à un pays africain.

L'ethnologie coloniale, qui découvre le Rwanda très tard – à la fin du XIX^e siècle –, est en effet vite amenée à appliquer à ses habitants les critères raciaux en vigueur dans la pensée occidentale de l'époque. Elle considère comme les autochtones les Hutu, d'origine bantoue ainsi que les Twa – qui sont des Pygmées. Ce sont d'ailleurs les deux groupes négroïdes : petite taille, peau sombre et esprit prétendument lourd. Quant aux Tutsi, on ne tarit pas d'éloges à leur endroit : traits fins, peau claire, belle prestance, intelligence supérieure et, par-dessus tout, sens inné du commandement. Ces ethnologues ne s'étonnent pas que cette minorité impose sans peine son autorité aux deux autres groupes. Les Tutsi sont alors présentés comme un peuple Hamite, venu d'Égypte par le Nil. De délire en délire, la croyance s'impose peu à peu qu'ils sont originaires d'Éthiopie. On en fait également des Caucasiens ou des Juifs, pour ne rien dire d'autres hypothèses encore plus surprenantes.

Bref, il ressort en creux de toutes ces élucubrations que les Tutsi sont « peut-être » (?) une population de race blanche qui se serait égarée il y a longtemps au cœur de la région des Grands Lacs. L'administration belge

prend tout cela très au sérieux et conclut – à partir de mesures anthropométriques et de travaux sur les gènes et sur les groupes sanguins – à la « supériorité génétique » des Tutsi. C'est à l'aide de ces données « scientifiques » qu'ont été établies les fameuses cartes d'identité ethniques ayant permis d'identifier la plupart des victimes potentielles en 1994. Alors qu'il n'existe même pas d'ethnie au sens strict du terme au Rwanda, l'ethnologie coloniale, devenue idéologie dominante, a amené les Rwandais à se percevoir comme des races totalement différentes les uns des autres. Les Tutsi ont fini par payer particulièrement cher l'idée qu'ils viennent d'ailleurs : lorsque le 22 novembre 1992 à Kabaya, Léon Mugesera, dirigeant en vue du courant extrémiste hutu veut justifier le génocide à venir, il s'adresse tout naturellement en ces termes aux Tutsi : « Votre pays, c'est l'Éthiopie et [...] nous allons vous expédier sous peu chez vous via le Nyabarongo en voyage express. » Les dizaines de milliers de cadavres que l'on a vus flotter sur le Nyabarongo pendant le génocide, c'était justement pour les tueurs une façon de faire rentrer les Tutsi « chez eux ».

Et lorsqu'en 1994, Bernard Kouchner s'inquiète auprès de Mitterrand de la gravité des crimes du gouvernement intérimaire, allié de Paris, le chef de l'État français le rassure d'un lapidaire : « Ce sont les seigneurs contre les serfs ! », les premiers étant, bien entendu, les Tutsi...

Voilà pourquoi notre groupe d'écrivains s'est retrouvé dans un pays en quelque sorte imaginaire. Mais notre séjour là-bas n'a pas été vain.

On peut dire du projet « Rwanda : écrire par devoir de mémoire » qu'il est en train de jouer un rôle considérable dans la préservation de la mémoire du génocide. À partir de ces textes, des débats ont eu lieu et vont se poursuivre partout dans le monde. C'est, soit dit en passant, la preuve que les différentes formes d'expression ne sont pas forcément en opposition. À la faveur de nos romans, les journalistes reviennent sur le sujet et se remettent parfois en question. Nous nous sommes beaucoup servis des travaux des historiens ou de certains articles de presse pour formuler nos « mensonges » qui se veulent, au bout du compte, des vérités plus profondes.

Il est intéressant d'imaginer une dizaine d'écrivains débarquant dans un pays ravagé par la guerre, cheminant entre les ruines et les ossements, le stylo à la main et le cœur battant. On voit au premier coup d'œil à quel point ils sont satisfaits d'eux-mêmes. Ils tiennent un sujet solide, une immense tragédie humaine, à mille lieues de leurs habituelles niaiseries sur la lutte entre la tradition et la modernité en Afrique. Cet arrêt sur image, délibérément moqueur et sans doute aussi quelque peu injuste, nous installe d'emblée au cœur du débat, car il fixe une des rares occasions où l'imaginaire de romanciers a rencontré, pour de vrai, le réel. Le plus important a sûrement été une autre rencontre, celle de chacun de nous avec soi-même. Il est aisé de comprendre que tant de souffrances ne puissent pas se refermer sur elles-mêmes du jour au lendemain. Au-delà du devoir de mémoire, ce voyage au bout de l'horreur s'est révélé une formidable leçon d'histoire.

La même question nous est naturellement souvent revenue à l'esprit : *pourquoi ?* Nos interlocuteurs rwandais avouaient souvent n'avoir aucune réponse. Ce ne sont pourtant pas les explications qui ont manqué. On nous a parlé d'une tradition millénaire d'obéissance à l'autorité royale, de la virulence insoupçonnée de rancœurs très anciennes, d'une évangélisation ratée – ou au contraire dramatiquement réussie ? – au point de priver une vieille nation de ses repères d'avant l'arrivée tardive des étrangers, à la fin du XIX^e siècle. Nous avons en effet vite compris qu'il était quasi obligatoire de remonter à cette époque-là pour espérer disposer de clefs valables. Même si nous ne pouvions prétendre en démêler tous les mécanismes, il nous a bien fallu admettre que la violence politique sous une forme aussi massive était, au Rwanda, d'origine coloniale. La Belgique n'avait rien à voir avec les événements de 1994 mais ceux-ci résultaient, historiquement, de sa gestion du Rwanda et surtout de sa volonté d'ethniser, en dépit du bon sens, le processus d'accession du pays à l'indépendance. Le déchaînement de la violence anti-Tutsi à partir de 1959 a été parfois présenté comme une réaction légitime à plusieurs siècles d'oppression féodale. On veut bien le croire, mais ici une petite comparaison avec l'Afrique du Sud s'impose. Rien n'a jamais égalé sur le continent africain la minutieuse cruauté de l'apartheid. Le pays de Mandela en a pourtant triomphé par la voie de la réconciliation. Si les Noirs de Soweto et du Natal avaient organisé une chasse aux Blancs, personne ne l'aurait accepté en Occident. Personne n'aurait dit : il faut comprendre la colère des Noirs de Cape Town et de Durban, ils réagissent à des siècles d'atrocités et d'humiliations, que celles-ci fussent d'ailleurs imaginaires ou réelles. Et il est certain que la communauté internationale serait immédiatement intervenue en faveur de ces victimes-là...

Ce séjour au Rwanda, chacun de nous l'a intégré à sa propre existence, avec discrétion ou au contraire en hurlant à chaque occasion sa colère⁸.

Personnellement, l'implication de l'État français dans le génocide m'a fait sentir plus nettement à quel point il est dangereux d'être un petit pays dominé, ce qui est le cas du mien, le Sénégal. Cela m'a amené à m'intéresser de plus en plus aux dérives criminelles de la Françafrique.

Nous ne pouvions espérer sortir indemnes d'un pays-cimetière qui a choisi de laisser exposés, à la vue de tous, les restes des victimes du génocide. C'était bien autre chose qu'un contact livresque avec la réalité. Il nous a fallu apprendre à écouter des êtres brisés à jamais nous raconter nos propres romans avant même que n'en fût écrite la première phrase. Étrange bataille entre nous et ces personnes de chair et de sang, nos futurs personnages à peine plus vraisemblables que leurs histoires... Il est donc naturel qu'ils aient vu en nous des traîtres en puissance. Allions-nous pouvoir dire leurs regards épouvantés et parler pour leurs morts dispersés aux quatre coins de nulle part ?

Notre seul mérite est d'avoir essayé de faire de notre mieux, en dépit des ambiguïtés de l'entreprise. Nous avons, je crois, réussi à exprimer ce qui dans

les souffrances du peuple rwandais interpelle tout être humain. Cette aspiration à l'universalité nous a permis d'inscrire avec plus de force le génocide dans la durée. Appelés à être lus et commentés par des lycéens et des étudiants, nos romans commencent un long voyage dans le temps et dans l'espace. D'autres créateurs continueront à s'en inspirer, qui pour une adaptation cinématographique ou théâtrale, qui pour un travail chorégraphique.

Jean-Marie Vianney Rurangwa et Venuste Kayimahe, les deux auteurs rwandais de notre groupe, se sont contentés d'écrire des textes de réflexion plutôt que de la fiction. Ma conviction est pourtant que les grandes œuvres littéraires sur le génocide d'avril 1994 seront écrites plus tard et par les Rwandais eux-mêmes. Pour cela il faudra sans doute que le travail du deuil ait été fait, que la douleur ait traversé plusieurs générations et, qu'émergeant d'une longue stupéfaction, les fils trouvent enfin les mots pour dire la folie de leurs pères.

1. Cette évaluation, dont nul ne connaît la base de calcul, s'est largement imposée dans les organismes internationaux et les médias. Une telle prudence répond en partie au besoin normal de ne pas se fier aux seuls chiffres donnés par le gouvernement rwandais. On y sent malgré tout une certaine volonté de minimiser l'ampleur du génocide. Il reste que l'estimation la plus basse, même manifestement inférieure à la réalité, demeure effrayante : un demi-million de victimes en une petite centaine de jours !
2. Il s'agit notamment des milices Interahamwe (« Ceux qui marchent ensemble »).
3. Fest' Africa est une manifestation de littérature africaine organisée à Lille par l'association Arts et Métiers d'Afrique, à l'initiative de l'Ivoirienne Maimouna Coulibaly et du Tchadien Nocky Djedanoum, deux journalistes installés en France depuis la fin de leurs études universitaires dans ce pays.
4. En voici la constitution ainsi que les titres des ouvrages publiés par chaque écrivain dans ce cadre : Monique Ilboudo (Burkina Faso), *Murekatete*, Le Figuier/Fest' Africa, 2000 ; Véronique Tadjou (Côte-d'Ivoire), *L'Ombre d'Imana, voyage au bout du Rwanda*, Actes Sud, 2000 ; Koulouy Lamko (Tchad), *La Phalène des collines*, Le Serpent à plumes, 2002 ; Nocky Djedanoum (Tchad), *Nyamirambo*, Le Figuier/Fest' Africa, 2000 ; Meja Mwangi (Kenya), *Great Sadness*, inédit ; Abdourahman Waberi (Djibouti), *Moisson de crânes*, Le Serpent à plumes, 2000 ; Tierno Monenembo (Guinée), *L'Aîné des orphelins*, Le Seuil, 2000 ; Jean-Marie Vianney Rurangwa (Rwanda), *Le Génocide des Tutsi expliqué à un étranger*, Le Figuier/Fest' Africa, 2001 ; Venuste Kayimahe (Rwanda), *France-Rwanda : les coulisses du génocide. Témoignage d'un rescapé*, L'Esprit frappeur/Dagorno, 2003 ; Boubacar Boris Diop (Sénégal), *Murambi, le livre des ossements*, Stock, 2000.
5. Association de rescapés également présente hors du Rwanda et dont le nom signifie : « Souviens-toi ».
6. *Fagaala* est une déformation volontaire du mot wolof *fagaagal*, signifiant « extermination ».
7. Stock, 1997.
8. Koulouy Lamko, par exemple, a estimé qu'il n'y avait aucun sens à écrire un roman et à retourner ensuite dans sa vie d'avant, comme si au fond on n'avait rien vu. Il est resté quatre ans au Rwanda, de 1998 à 2002. Il y a fondé à Butare le Centre universitaire des arts, tout en enseignant la littérature et les arts dramatiques à l'université nationale.

Yolande Mukagasana : parler avec les tueurs¹...

Rwanda 94, la pièce de Jacques Delcuvelierie, s'ouvre sur une jeune femme assise dans la pénombre. Elle raconte d'une voix étonnamment sereine ce que fut pour elle le mois d'avril 1994. Elle se nomme Yolande Mukagasana et elle ne joue pas. Elle se contente de parler à un public pétrifié de la mort à petit feu de son époux Joseph Murekezi et de leurs trois enfants. Elle dit comment sa petite Nadine a été jetée vivante à treize ans dans une fosse commune. Elle dit comment Sandrine et Christian ont été sauvagement découpés à coups de machette. Dans quels charniers leurs restes ont-ils été éparpillés avec des cris de haine, parmi des dizaines de milliers de corps ? Elle ne le sait même pas. Son témoignage, direct, précis et détaillé, n'en est que plus émouvant.

Devenue célèbre dès la publication en 1997 de *La mort ne veut pas de moi*², Yolande Mukagasana est, comme Venuste Kayimahe, Ntaribi Kamanzi et Benjamin Sehene, de ces Rwandais qui refusent de passer par pertes et profits le million de victimes du génocide. Après avoir échappé de justesse à la mort, Yolande Mukagasana s'est inventé plusieurs vies, tendues vers un seul but : faire éclater toute la vérité sur les Cent Jours d'horreur du Rwanda.

Cette lutte, elle ne la mène pas seulement au théâtre. Elle promène aussi une exposition à travers le monde et publie un livre à peu près tous les deux ans. Le second, *N'aie pas peur de savoir*³, est un remarquable appel à la lucidité et au courage. Partout où se tient un débat sur le sujet, on est presque assuré de l'entendre expliquer, chiffres et faits à l'appui, la voix souvent rageuse, comment un État moderne a entrepris d'exterminer méthodiquement toute une partie de sa population. Ce n'est sûrement pas à cette rescapée que l'on fera croire que les grandes douleurs sont muettes. Elle est un peu la folle qui arrête des inconnus dans la rue pour leur répéter inlassablement : « Moi, Yolande Mukagasana, j'ai perdu les miens dans des conditions abominables pendant le génocide, je sais que vous n'êtes pas au courant mais, quoi que

vous en pensiez, cela vous regarde, vous aussi. » La démarche est certes insolite. Elle aurait pourtant dû paraître naturelle à une époque où tant de bonnes âmes se prétendent soucieuses du respect des droits humains. Mais il faut bien croire que ces droits ne sont pas les mêmes pour tous les hommes. Le récit des malheurs de Yolande Mukagasana ne réussit que très rarement à tirer les uns et les autres de leur agréable torpeur.

Si sa croisade contre l'oubli lui a valu quelques attaques haineuses, il lui a fallu bien plus souvent soutenir des regards discrètement ironiques ou agacés. Sans doute le combat de Yolande Mukagasana paraît-il exaspérant à beaucoup. Cette mère de famille a perdu ses enfants ? La belle affaire ! On s'étonne qu'elle en fasse une histoire dans une Afrique où des milliers de gens meurent chaque jour pour toutes sortes de déraisons.

C'est qu'ils sont encore nombreux, ceux pour qui l'assassinat de plus d'un million de Rwandais ne mérite pas tant d'embarras. Dira-t-on que ce sont des négationnistes ? Même pas. Ils ne nient rien. Ils se préoccupent de choses plus sérieuses, c'est tout. Ils auraient du reste été bien en peine de contester des crimes si clairement établis et si spectaculaires. L'Américain Philip Gourevitch n'est pas le seul à avoir été frappé par le manque total d'ambiguïté du génocide rwandais⁴.

Agissant au grand jour et soutenus par une radio et par tous les moyens civils et militaires de l'État, les génocidaires n'ont jamais fait mystère de leurs intentions. D'autant plus assurés du résultat qu'ils savaient pouvoir compter sur un allié aussi important que François Mitterrand et sur la passivité de la communauté internationale, ils n'ont à aucun moment jugé utile de brouiller les pistes. C'est pourquoi aucun intellectuel sérieux n'a jamais osé mettre en doute l'ampleur et l'atrocité des massacres. Le génocide rwandais n'en a pas moins donné naissance à un négationnisme que l'on peut dire *de principe*. Celui-ci se fonde davantage sur des préjugés franchement racistes que sur la prise en compte de faits réels et récents, un impératif dont on s'estime d'ailleurs souvent dispensé dès qu'il s'agit de l'Afrique. Personne ne l'exprime mieux que Charles Pasqua qui, fin juin 1994, au plus fort des tueries, n'a pas hésité à déclarer au journal télévisé de 20 heures : « Vous savez, il faut bien comprendre que pour ces gens-là, le caractère horrible de ce qui s'est passé n'a pas du tout la même valeur que pour nous⁵. »

L'idée qu'au Rwanda chacun a tué à un moment ou à un autre, ramassée en des formules lapidaires par quelques intellectuels et hommes politiques connus, n'est d'ailleurs pas moins répandue parmi les Africains que dans le reste du monde. Elle procède d'une logique récusant à l'avance toute tentative de tracer une ligne de séparation entre des coupables et des innocents. L'image de l'Afrique étant celle d'un continent en proie aux épidémies, aux guerres tribales et aux famines, nier le génocide c'est suggérer que la norme historique ait pu être un accident. En revanche, en souligner la sanglante pagaille revient à faire un constat d'évidence : l'Afrique reste malheureusement égale à elle-même. Il n'y a dès lors aucun risque à en

rajouter : on ne dit pas que le génocide n'a pas eu lieu, mais au contraire qu'il a eu lieu deux fois et que chacun y a été tour à tour dans le rôle du bourreau et dans celui de la victime. Le génocide rwandais est sans doute le seul que l'on nie en le dédoublant. Interrogé par exemple après le sommet franco-africain de Biarritz, François Mitterrand n'a pas hésité à retourner sa question à un journaliste en lui lançant : « Le génocide ou les génocides ? Je ne sais plus ce qu'il faut dire ! » Il ne le savait que trop. Dans sa position et compte tenu des relations étroites entre l'État français et les organisateurs du génocide, il était l'une des quatre ou cinq personnalités de la planète les mieux informées sur la situation au Rwanda. Il est surtout étonnant que le président Mitterrand ait trouvé la force de feindre la candeur et de s'amuser avec les mots dans une affaire aussi grave. De même, un ancien secrétaire général de l'Onu – qui s'en est, il est vrai, excusé plus tard – y est allé de son petit soupir désabusé : « Au Rwanda, disait-il, les Hutu tuent les Tutsi et les Tutsi tuent les Hutu. » Ce n'est pas tout. Tel ancien ministre français, de la Coopération bien évidemment, annonce fièrement, dans un ouvrage truffé de grossières inexactitudes et d'une niaiserie presque touchante, son intention de raconter enfin « la vraie histoire des génocides rwandais⁶ ». Toutes ces déclarations sont l'expression d'une négrophobie si tranquille qu'elle n'arrive même plus à être consciente d'elle-même. Elles ne s'expliquent que par le peu de cas que l'on fait, délibérément ou non, de la vie humaine dans un pays africain pauvre et sous domination étrangère.

Dans cette logique, ceux qui sont morts au Rwanda n'ont juste pas eu le temps de frapper les premiers au cours de ces éternels « massacres interethniques » devenus lassants pour tout le monde. On a ainsi entendu des visiteurs se demander, au terme d'un bref passage à Nyamata, si les corps exposés dans l'église n'avaient pas été transportés là par les nouvelles autorités de Kigali, après le génocide, pour mystifier les étrangers comme eux... Dans d'autres circonstances, pareilles obscénités auraient définitivement jeté le discrédit sur leurs auteurs. Il est courant d'évoquer le contexte économique – en particulier la pression démographique – pour expliquer l'ampleur des massacres. Ce n'est pas acceptable : nulle part la misère ne peut faire dégénérer des êtres humains en hyènes furieuses et irresponsables. Il est du devoir de tout être humain d'essayer de comprendre l'enchaînement des faits ayant conduit à ce drame. Mais cette réflexion doit partir du principe qu'une limite a bel et bien été franchie au Rwanda en 1994. Ne pas l'admettre, c'est laisser entendre que *dans certaines parties du monde il n'y a aucune différence entre la vie et la mort*. Chaque Africain doit s'interroger : pourquoi partout dans le monde des pères et des mères de famille tout à fait normaux, prêts à verser des larmes pour leurs chiens, s'autorisent-ils une telle désinvolture en face de cadavres d'enfants rwandais ?

On voit bien, en tout cas, ce qui séparera à tout jamais Yolande Mukagasana et Venuste Kayimahe de certains commentateurs un peu trop *cool*. Ces morts sur lesquels les racistes crachent avec tant de mépris sont tout

simplement la chair de leur chair.

Il ne faut certes pas généraliser. En Afrique même, les intellectuels, mal informés ou de plus en plus enclins à l'autodénigrement, ont réagi au génocide par un silence dépité ou par de l'indifférence. Même si on ne peut compter pour rien l'indignation de Nelson Mandela et les rapports du professeur René Degni-Ségui ou de l'OUA, le drame rwandais n'a pas eu sur le continent un impact à la mesure de son incroyable démesure. *Rwanda, un génocide français*⁷ de Mehdi Ba, reste à notre connaissance une exception dans l'espace africain francophone.

En dehors des Rwandais eux-mêmes, la réflexion sur la question s'est surtout menée en Europe et en Amérique, grâce, entre autres, aux livres de Jean-Pierre Chrétien⁸, Gérard Prunier⁹, François-Xavier Verschave¹⁰, Patrick de Saint-Exupéry¹¹ ou Colette Braeckmann¹². Le fait que le photographe belge Alain Kazinierakis soit coauteur de ce troisième livre de Yolande Mukagasana montre bien que le caractère universel du génocide n'a pas échappé à tout le monde. Dans de nombreuses autres publications, des intellectuels de tous horizons, des journalistes, des universitaires et des organisations de défense des droits de l'homme donnent la parole aux rescapés. Les récits de ces derniers sont à la fois dépouillés et insoutenables. Les vécus individuels du génocide s'y déploient à partir du même schéma narratif : l'avion du président Habyarimana a été abattu dans la soirée du 6 avril 1994, les premières barrières ont été installées trente minutes plus tard, les leaders politiques hutu modérés ont été liquidés à partir de listes établies à l'avance, puis on a commencé à tuer tous les Tutsi, sans distinction de sexe, d'âge ou d'opinion. *Death, Despair, Defiance*¹³ publié à Londres dès mai 1994 par African Rights et *Aucun témoin ne doit survivre*¹⁴ sont des modèles du genre. Les survivants y racontent comment ils ont vu mourir les leurs et on devine aisément qu'au moment où ils parlent ils sont encore sous le choc de violentes émotions, puisque la plupart de ces témoignages ont été recueillis quelques semaines ou même quelques jours après les derniers massacres. Il est facile d'imaginer l'incrédulité et l'indignation de ceux qui ont dû faire ces enquêtes de terrain. Leur statut d'étranger les exposait de surcroît aux risques de distorsion, de malentendus, voire de manipulations, inhérents au simple passage d'une langue à une autre. On peut aussi penser que certains survivants se seraient bien dispensés de rouvrir leurs plaies. Encore marqués par la souffrance, sans doute avaient-ils surtout envie d'oublier ce proche passé pour se tourner tant bien que mal vers l'avenir.

Les travaux des intellectuels rwandais ont surtout été, de manière significative, un effort de rationalisation. José Kagabo, Benjamin Sehene¹⁵, Jean-Marie Vianney Rurangwa¹⁶, Josias Semunjanga et beaucoup d'autres ont revisité le génocide, chacun selon sa méthode, pour nous aider, par des analyses fondées sur leurs expériences personnelles, à en saisir tous les contours. Mais en comparaison de l'ampleur de la tragédie, les récits directs, recueillis par des Rwandais en direction de l'opinion internationale, restent

finallement peu nombreux¹⁷.

Le livre de Yolande Mukagasana est une des premières tentatives destinées à combler cette lacune. Chaque témoignage y est soutenu par la photographie du rescapé ou du prisonnier dont les propos sont rapportés. Les images d'Alain Kazineriakis, qui s'est rendu avec Yolande Mukagasana sur les collines et dans les prisons du Rwanda, donnent à l'ouvrage une dimension particulière. Ses clichés saisissants révèlent les blessures des inconnus qui nous parlent et font de chacun d'eux un être humain à part entière. Ils réveillent, malgré nous, notre instinct de voyeur. Pour conjurer le trouble que provoquent ces retours en arrière, le lecteur sera en effet souvent tenté de scruter avec une muette stupéfaction chaque trait de chaque visage. Il s'arrêtera sans doute plus longuement sur ceux des assassins tant peut être grande l'envie – ou l'espoir – de surprendre l'homme dans le regard du génocidaire.

Même s'il y a dans *Les Blessures du silence* beaucoup de récits de rescapés, on s'aperçoit très rapidement que sa vraie originalité réside dans la prise de parole des tueurs. Les laborieuses justifications des bourreaux s'y croisent, en un fascinant dialogue à distance, avec les souvenirs de leurs victimes.

Parmi ces dernières, Yolande Mukagasana elle-même...

Elle est allée trouver dans leur prison des génocidaires dont la plupart ont décidé de plaider coupable. Le fait qu'elle soit elle-même une rescapée change du tout au tout sa relation avec eux. Le langage qu'elle leur tient – avec, pour une fois, des mots qu'ils comprennent directement – est très simple : « Vous devez admettre que vous êtes une partie du problème et que si vous ne dites pas pourquoi vous avez agi ainsi, personne ne comprendra jamais ce qui est arrivé. » C'est sa façon de les rappeler à leurs devoirs vis-à-vis de l'humanité et de leur dire qu'ils en font encore partie en dépit de leurs crimes.

Les meurtriers et elle se connaissent très bien. Ils se tutoient et Yolande Mukagasana les engueule à l'occasion. Petit à petit, on s'aperçoit que c'est sa propre histoire qui continue. Rien ne l'indique clairement, mais il est possible et même probable que parmi les monstres qu'elle a choisis d'affronter certains aient porté la main sur son mari Joseph ou sur ses enfants. Qu'on en juge par son entretien avec un certain Enos N.

« Vous connaissez Ngenzi Déo ? lui demande Yolande Mukagasana.

– Le sculpteur ? Oui, je le connaissais très bien », répond l'autre.

Yolande Mukagasana lui dit alors paisiblement : « C'était mon père. » Et son interlocuteur de s'écrier, presque épouvanté :

« Votre père ? Mais alors Musoni est votre frère ?

– Oui », fait Yolande.

Après un bref silence, l'assassin s'affole et déclare avec une gravité comique : « Je vous le jure solennellement, madame, je n'ai tué personne de votre famille. »

Au-delà de son humour insupportable, cet échange donne une idée de ce que peut être un pays où la question de savoir qui a tué qui continue à peser si fortement sur les relations humaines les plus banales. On dit souvent que bourreaux et victimes continuent à se croiser en silence sur les collines du Rwanda. Jusqu'ici on pouvait les imaginer en train de se jeter des regards lourds de sens avant de s'en aller chacun de son côté. Dans ce livre tout à fait hors du commun, la rencontre se déroule pour la première fois sous nos yeux et, au lieu de fuir la réalité du génocide, des Rwandais choisissent d'en parler sans haine mais aussi avec une franchise parfois brutale.

Le dialogue que Yolande Mukagasana a réussi à imposer aux génocidaires est vrai et d'une grande profondeur humaine. Il consacre aussi, d'une certaine façon, la revanche des faibles. Pendant le génocide, les tueurs débarquaient chez eux, les abreuyaient de grossièretés et ils suppliaient, en vain, qu'on leur laisse la vie sauve. Comment se parler en effet lorsque, comme dit le dramaturge tchadien Koulsy Lamko, « chantent les machettes » ? Dans *Les Blessures du silence*, la relation est totalement inversée. Ce sont à présent les bourreaux qui protestent de leur innocence. Certains d'entre eux s'empêchent dans d'absurdes mensonges et de lâches reniements, mais la plupart de ces repentis sont d'une émouvante sincérité.

La force de Yolande Mukagasana, c'est qu'elle ne joue à aucun moment la comédie de la neutralité scientifique. Comment l'aurait-elle pu, d'ailleurs ? Le Rwanda est son pays et chaque témoignage la renvoie à sa propre douleur. Elle sait ce que cela signifie d'être caché quelque part et d'entendre la mort rôder autour de soi. Elle n'est pas une journaliste arrivée d'un pays lointain et que l'on peut abuser. Yolande Mukagasana ne se contente pas d'écouter, elle n'est pas venue pour prendre des notes à mettre en forme plus tard. Il s'agit moins pour elle d'écrire des phrases bien balancées que de crier des vérités dérangeantes.

Et puisqu'elle en sait sur leurs forfaits autant que les tueurs eux-mêmes, elle n'hésite jamais à les confondre. À Gaspard B. devenu soudain amnésique, elle rappelle, implacable : « C'est toi qui as fait sortir mes enfants de leur cachette. » Et à un certain Marc, elle crache avec colère en mettant fin à leur entretien : « Je n'ai plus la patience d'écouter tes mensonges. Tu m'as menti du début à la fin et cela m'est insupportable. »

La proximité de Yolande Mukagasana avec tous ses interlocuteurs fait de l'ouvrage un grand moment de vérité sur le génocide rwandais. Ils lui font totalement confiance et des choses sont dites dans ce livre qui ne l'ont encore été nulle part. Il ne faut pas oublier que Yolande Mukagasana est sage-femme de métier. Il est vrai qu'elle exerçait cette profession dans une autre vie, *dans la vie d'avant*. Pourtant, assez patiente pour attendre que l'aveu vienne à son heure, elle sait encore l'art de faire accoucher. Ainsi un génocidaire du nom de Sylvestre lui déclare-t-il tout penaud, au cours de leur deuxième rencontre : « Je t'ai menti la fois passée. » Cette confession faite, un obstacle psychologique est franchi et la relation devient plus saine. Ses interlocuteurs,

rescapés ou prisonniers, appartiennent à toutes les couches de la société rwandaise. Des détenus aussi célèbres que Valérie Bameriki, de la sinistre RTL, côtoient dans ce livre des Rwandais de tous âges et de toutes conditions. Les plus humbles sont d'ailleurs presque toujours les plus enclins à regretter leurs crimes et à demander pardon à leurs victimes. Parmi eux, un gamin de dix ans qui a tué d'autres enfants et qui sait que sa mère est devenue folle ; ou Ancilla, qui a fait boire « par amour » de l'insecticide à ses quatre enfants tutsi et qui dit à Yolande : « Ils sont tous morts et aujourd'hui je les envie. » Faustin M. plaide coupable lui aussi mais ne semble guère torturé par le remords : « J'en ai tué dix dont quatre ont payé cinq mille francs pour avoir l'autorisation de se suicider. Cet argent, je ne sais même plus à quoi il a servi. » Sylvestre – toujours lui – écrit en prison des poèmes pour savoir comment « même les bons sont devenus mauvais », tandis que tel autre divague sur l'au-delà, le crâne de sa victime à la main. À un assassin devenu presque fou, Yolande avoue avoir offert du lait et deux bananes...

C'est que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, Yolande Mukagasana n'est pas allée narguer les génocidaires dans leur prison. Il y a dans sa démarche le besoin de renouer les fils brisés de sa propre vie, et comme un étrange amour envers ces victimes d'un autre genre, pitoyables rescapés du piège de la haine. Cela donne lieu à des dialogues assez peu banals sur l'avenir de l'humanité, sur la religion et sur la vie (« De toute façon, moi aussi je suis mort », lui confie Évariste, un jeune prisonnier que des adultes avaient forcé à tuer ses compagnons de jeu). Le ton devient quasi biblique quand Yolande Mukagasana, essayant de reconforter un génocidaire repent et au bord du désespoir, lui lance, tout émue : « Et moi, Mathieu, je vous dis que vous êtes vivant, car maintenant vous savez où est le mal, vous demandez pardon et vous cherchez à œuvrer pour la paix entre Rwandais. »

Quant aux témoignages des rescapés, ils sont tous absolument insupportables. Même ceux qui croyaient tout savoir sur l'immonde créativité des tueurs auront du mal à tenir le coup en lisant *Les Blessures du silence*. Les voix qu'on y entend, fortes et nues, ne sont pas des voix de papier. C'est Victoire violée par des dizaines d'inconnus, « qui, note-t-elle, sentaient la saleté, la forêt et le sang », et dont le bébé, attaché à un arbre, est dévoré vivant par un chien sous le regard amusé de son tortionnaire ; c'est Clémence, violée elle aussi des jours durant, « dans une maison infestée de rats et de puces ». Diane, la fillette qui en est née, est, selon une Yolande Mukagasana soudain folle de rage, « le produit de l'humiliation, le croisement de la haine et de la souffrance » ; Eugénie N., trente-deux ans, lâche des paroles presque surgies des profondeurs du tombeau : « J'étais couverte d'asticots, j'en ai même mangé parce qu'ils étaient dans ma bouche. » Le long et formidable récit de Frère Damascène – docteur en psychologie, qui a survécu à tous les massacres depuis 1959 – montre bien que le génocide de 1994 ne fut pas le brusque réveil d'une atavique soif de sang, mais le résultat de plusieurs décennies de mise en condition méthodique.

Un simple témoignage peut en dire beaucoup plus que de savants ouvrages sur la logique d'extermination radicale du génocide. Ainsi une jeune femme du nom de Francine M. rapporte que le bourgmestre Akayezu distribuait les machettes en disant qu'« il fallait que les enfants qui naîtraient à l'avenir soient obligés de demander à leurs parents à quoi ressemblaient les Tutsi et que toute femme tutsi devait être déshabillée afin que l'on sache comment étaient le sexe et la cuisse d'une Tutsi quand il n'y en aurait plus sur terre ». Il suffit aussi de quelques phrases pour prouver que, malgré ses pitoyables dénégations, le gouvernement français fut dans le même camp que ce bourgmestre Akayezu qui présidait aux viols collectifs suivis d'assassinats en grondant avec drôlerie ses administrés, le petit doigt en l'air : « Mes enfants, ne venez plus me demander comment est le sexe d'une Tutsi. »

Cette vieille « fraternité d'armes » franco-rwandaise est mise en lumière par l'ancien bourgmestre de Giti, le seul endroit du Rwanda à avoir échappé aux massacres : « La France, dit-il dans son entretien avec Yolande Mukagasana, s'est investie dans la guerre du Rwanda avant le génocide. Ce sont des militaires français qui vérifiaient les cartes d'identité et ils étaient sur les champs de bataille. » Des dizaines d'autres témoignages, parfois de tout jeunes enfants, en disent long sur ce que fut réellement l'opération Turquoise. Toutes ces vérités seront sans doute redites un jour. À la suite d'autres auteurs, Jean-Paul Gouteux a élargi la brèche en publiant *La Nuit rwandaise*¹⁸, où s'engouffrera peut-être bientôt quelque émule du général Aussaresses.

Yolande Mukagasana, elle, attaque le monstre par une autre de ses gueules. En donnant la parole aux victimes et aux bourreaux repentis, tous profondément mutilés par leur vécu, elle cherche avant tout à guérir ses compatriotes de leur traumatisme. Il est dit quelque part dans *Les Blessures du silence* que les génocidaires ne s'attendaient pas à devoir rendre compte un jour de leurs actes, pour la raison bien simple qu'il ne resterait plus parmi les vivants un seul Tutsi pour les en accuser. Ce livre signe l'échec d'un projet aussi insensé.

Les Blessures du silence n'est pas seulement un document historique exceptionnel. Il a surtout beaucoup à voir avec la *gacaca*¹⁹, cette palabre forcément douloureuse par quoi un pays meurtri entend déjouer les pièges d'une histoire truquée par les conquérants.

1.

Ce texte a été initialement écrit en guise de préface au livre de la rescapée rwandaise Yolande Mukagasana, *Les Blessures du silence* (Actes Sud, 2001). Sa publication a été refusée par l'éditeur français en raison de la mise en cause de François Mitterrand.

2.

Yolande Mukagasana, *La mort ne veut pas de moi*, Fixot, 1997.

3.

Yolande Mukagasana, *N'aie pas peur de savoir*, Robert Laffont, 1999 ; J'ai Lu, 2000.

4.

Philip Gourevitch, *Nous avons le plaisir de vous informer que, demain, nous serons tués avec nos familles*, Denoël, 1999.

5.

Nicolas Bancel, « Les médias français face au Rwanda. (De l'intervention française de 1990 au génocide) », *Africultures* n° 30, janvier 2002. Un travail de déconstruction irremplaçable...

6. Bernard Debré, *Le Retour du Mwami, la vraie histoire des génocides rwandais*, Ramsay, 1998.
7. Mehdi Ba, *Rwanda, un génocide français*, L'Esprit frappeur, 2000.
8. Jean-Pierre Chrétien, *Rwanda, les médias du génocide*, Karthala, éd. revue et augmentée, 2000.
9. Gérard Prunier, *Rwanda : le génocide*, Dagorno, 1998.
10. François-Xavier Verschave, *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, La Découverte, 1994.
11. Patrick de Saint-Exupéry, *L'Inavouable : la France au Rwanda*, Les Arènes, 2004.
12. Colette Braeckmann, *Les Nouveaux Prédateurs*, Fayard, 2003.
13. *Death, Despair, Defiance*, Londres, African Rights, 1994.
14. Coordonné par Alison des Forges pour la Ligue internationale des droits de l'homme et Human Rights Watch : *Aucun témoin ne doit survivre*, Paris, Karthala, 1999.
15. Auteur d'un essai intitulé *Le Piège ethnique* (Dagorno, 1999), Benjamin Sehene a publié en 2005 un roman remarquable à L'Esprit frappeur, *Le Feu sous la soutane*. Sehene y décrit du dedans, avec une finesse et un réalisme impressionnants, les états d'âme d'un célèbre prêtre génocidaire, actuellement réfugié en France.
16. Après *Le Génocide des Tutsi expliqué à un étranger* (Le Figuier/Fest'Africa, 2000), dans le cadre de l'initiative « Rwanda : écrire par devoir de mémoire », puis *Un Rwandais sur les routes de l'exil* (L'Harmattan, 2005), Jean-Marie Vianney Rurangwa vient de terminer un roman à paraître chez L'Harmattan, *Au sortir de l'enfer*.
17. La situation a beaucoup changé depuis 2004, dixième anniversaire du génocide. On peut citer parmi les ouvrages parus : Esther Muyawayo et Souâd Belhaddad, *Survivantes*, Éditions de l'Aube, 2004 et *La Fleur de Stéphanie, le Rwanda entre réconciliation et déni*, Flammarion, 2006 ; Révérien Rurangwa, *Génocidé*, Presses de la Renaissance, 2006 ; Annick Kayitesi, *Nous existons encore*, Michel Lafon, 2004 (préface d'André Glucksmann) ; Chantal Umutesi, *La Paix dans l'âme*, Klanba Éditions, 2004 (préface de Kwamé Ngoran) ; Madeleine Mukamuganga, *Rwanda, du bonheur à l'horreur. J'y étais*, Cultures croisées, 2005. On notera la forte dominante féminine dans cette littérature de témoignage.
18. Jean-Paul Gouteux, *La Nuit rwandaise*, Dagorno, 2001 ; *La Nuit rwandaise. L'implication française dans le dernier génocide du siècle*, édition augmentée, 2004.
19. Le terme renvoie à la manière dont la justice était rendue dans le Rwanda d'avant la conquête coloniale. Sur la colline, des personnes réputées pour leur intégrité et leur expérience faisaient fonction de juges. Le coupable était tenu de verser une compensation symbolique en nature à l'autre partie qui acceptait aussi ses excuses. L'idée de revenir à cette ancienne juridiction a été imposée par des raisons pratiques : il aurait fallu des centaines d'années pour épuiser les dossiers présentés devant les tribunaux, dans un pays dont on avait par ailleurs assassiné la quasi-totalité des avocats et des magistrats. La nécessité d'apprendre à vivre de nouveau ensemble obligeait à aller vite. Dans la recherche d'une justice diligente sans être sommaire, la *gacaca* est rapidement apparue comme la solution idéale. En outre, elle permet en principe de refermer la page du passé sur un échange verbal sincère et validé par le groupe. Cela donne davantage de chance à une réconciliation que les victimes ne percevraient plus comme imposée d'en haut.

Kigali-Paris : le monstre à deux têtes

« Ah oui... ! Les Tutsi du Rwanda ! Ces gens qui utilisent le génocide pour justifier leur propre cruauté ? » Nous sommes en 1998 dans une petite ville du canton d'Argovie et celui qui parle ainsi en faisant délicatement tinter des glaçons dans son verre de whisky est un jeune Zurichois, patron d'une ONG d'aide au développement. Huit ans après cette scène, je n'ai toujours pas compris – ni oublié – l'intense lueur de haine que j'ai surprise dans le regard gris et dur de Benedict. Comment des événements aussi lointains que ceux du Rwanda pouvaient-ils chambouler si fort, à quatre ans de distance, les tripes d'un citoyen suisse apparemment sans problème ? Quelques minutes plus tôt, Benedict m'avait raconté avec fierté ses voyages en Afrique. C'était en fait une de ces personnes étranges qui essaient de vous faire croire tout le temps que la situation de notre continent les empêche de dormir tout en suggérant que vous-même êtes bien moins sensible au sort de vos frères. L'homme n'avait certes pas ménagé sa peine : un puits à Abéché, deux postes de santé à Diourbel, un atelier sur la prévention des conflits à Maputo, enfin toutes ces choses-là... Il avait aussi sillonné le Rwanda à l'époque où le pays, surnommé la Suisse de l'Afrique, était le paradis des ONG occidentales. Au total, j'étais censé trouver mon interlocuteur formidable. Dans son esprit, une telle générosité justifiait le rude franc-parler des vrais amis. Il tenait donc à dire haut et clair son agacement à propos de « toute leur histoire de génocide » (sic). Et tant pis pour ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui. Il y avait quelque chose de mystérieux dans cette façon de s'arranger des charniers de Kibungu en menant sa chouette petite vie dans la douce et prospère Helvétie.

Benedict n'était en fait que le premier de la longue liste de négationnistes que j'ai croisés sur mon chemin ces dernières années.

Je me souviens aussi d'un dîner d'après conférence sur le campus de Louvain-la-Neuve. Rigolard en diable, le professeur qui m'avait invité à son cours n'arrêtait pas de plaisanter d'une voix nasillarde sur le « vernis de christianisme » des Rwandais. Il n'était pas loin de trouver un petit côté amusant, après tout, à ce génocide aux couleurs plutôt vives, avec des

paroissiens pas très catholiques si prompts à trucider leurs frères en religion. Il a nettement moins apprécié le rappel de l'attitude du Vatican pendant l'Holocauste. Nous avons fini par nous envoyer des méchancetés à la figure et, furieux, il a ostensiblement rendu à une amie l'exemplaire de *Murambi, le livre des ossements* qu'elle venait de lui offrir. Un drôle de pistolet d'ailleurs, ce prof. J'avais mentionné pendant son cours le nom de Mudimbé parmi mes auteurs préférés et il s'était littéralement étranglé : « Mais il s'est installé aux États-Unis, celui-là, il prétend écrire uniquement en anglais maintenant ! » J'ai compris par la suite que la « trahison » du romancier zaïrois était d'autant plus amèrement ressentie qu'il était un ancien de Louvain-la-Neuve... En littérature franco-africaine, il faut aussi faire avec les peines de cœur de ces guerriers des amphis, amoureux complètement allumés de la langue de Molière...

Faut-il reparler de cet éditeur français qui n'a pu supporter que, dans une préface à un livre de Yolande Mukagasana, j'aie placé le nom de François Mitterrand près de ceux de quelques fameux génocidaires ? En dépit des protestations de Yolande, il s'en est tenu à un lapidaire : « Ce sera le livre sans la préface ou pas de livre du tout. »

Ces expériences n'ont absolument rien d'original. L'Africain qui s'intéresse au génocide rwandais voit constamment les autres lui tendre un miroir sous prétexte de l'inviter à faire face à ses démons. À Yvonne Mutimura-Galinier, réfugiée en 1994 à l'hôtel des Mille-Collines et dont toute la famille vient d'être assassinée, un officiel français déclare avec mépris : « L'hôtel va être pris, tout le monde va être tué, c'est votre barbarie, c'est votre histoire, assumez votre guerre¹. »

La même idée est formulée en termes à peine moins rugueux par François Mitterrand, quelques semaines après le génocide : « Que peut bien faire la France quand des chefs africains décident de régler leurs problèmes à la machette² ? »

C'est, déjà, la thèse de la mission Quilès³ : « Le Rwanda responsable de sa propre histoire ».

L'implicite de tous ces discours est : « Ils se sont encore entre-tués, ces Africains, et, comme ils en ont l'habitude, ils veulent nous faire porter le chapeau. Nous ne l'accepterons pas. » Le piège est si impeccable qu'il disqualifie à l'avance toute analyse des mécanismes politiques qui sont, de toute évidence, à l'origine de l'hécatombe rwandaise.

Ceux qui ont tiré les ficelles, très loin du théâtre des opérations, et leurs complices locaux peuvent dormir tranquilles. Tout effort pour mettre en évidence le rôle de certaines puissances occidentales dans le désastre sera assimilé à un refus (« typiquement africain ») de prendre ses responsabilités. Cette logique est du reste proprement insaisissable. Faute de pouvoir réfuter des faits historiques incriminant tel ou tel pays occidental, on s'abrite derrière un vague principe moral (« Ce n'est pas bien d'accuser les autres ») afin d'éviter toute discussion embarrassante. On essaiera de ne pas tomber, dans

les pages qui suivent, dans le piège des spéculations abstraites (sur la « culpabilité » et l'« innocence », sur l'« héritage colonial » etc.). En lieu et place seront convoqués des événements précis, datés et vérifiables. Il ne suffit cependant pas que ces faits soient établis. Seule leur donne un sens la doctrine politique déniait aux Africains le droit à l'indépendance et à la libre disposition de leurs richesses.

Il est difficile de soutenir aujourd'hui que l'histoire du génocide rwandais est mal connue. Des milliers d'ouvrages lui ont été consacrés en très peu de temps par des universitaires, des journalistes et des témoins directs, Rwandais et non-Rwandais. La production cinématographique et le théâtre s'y intéressent tout particulièrement, ce qui permet au grand public de s'en faire une idée plus ou moins précise. En outre, de nombreuses enquêtes ont été menées par certains pays occidentaux concernés, par d'importantes organisations des droits de l'homme ou par la communauté internationale⁴.

Tous ces rapports sont disponibles en bibliothèque et sur le Net depuis plusieurs années, et, s'ils n'ont pas répondu à toutes les questions, ils restent de précieux outils pour qui veut se faire une opinion objective sur ce qui est arrivé au Rwanda. L'un de ces rapports, rédigé à l'initiative de l'Organisation de l'Union africaine, est significativement intitulé : *Rwanda : le génocide évitable*⁵.

Au cours de la présentation des résultats de ce travail à la presse, le 10 juillet 2000, Stephen Lewis, l'un de ses membres, a été particulièrement dur envers Madeleine Albright, à l'époque représentante américaine à l'Onu : « Le rôle des États-Unis dans cette affaire rwandaise [...] a été une honte incompréhensible. Je ne sais pas comment Madeleine Albright parvient à vivre avec la conscience de cela », a-t-il notamment déclaré. Le diplomate canadien mettait ainsi l'accent sur le fait que Mme Albright a tout fait pour s'opposer à une éventuelle action de l'Onu au Rwanda. Il était vital pour les USA d'empêcher l'utilisation du mot « génocide » qui aurait rendu obligatoire une intervention militaire en vertu de la Convention de Genève de 1948. La raison de cette prudence, la voici : moins d'un an plus tôt – le 3 octobre 1993 – les cadavres mutilés de dix-neuf marines avaient été traînés à travers les rues de Mogadiscio par une foule de Somaliens en colère. Le choc avait été immense et l'Amérique n'avait plus aucune envie d'envoyer ses *boys* en Afrique. On peut résumer ainsi la situation : pour protéger la vie de quelques soldats de métier, l'administration Clinton a laissé périr sans états d'âme des centaines de milliers de Rwandais⁶.

Était-il possible d'être plus cynique ? Oui, c'était bel et bien possible et le pays qui le démontre, de manière concrète, c'est la France de M. Mitterrand. Il n'existe pas d'ouvrage tant soit peu impartial qui ne fournisse des preuves parfois stupéfiantes de l'implication active et résolue de la France dans le génocide rwandais. Il en est de même dans le rapport de l'OUA. Personne n'oserait pourtant affirmer que le groupe d'éminentes personnalités qui l'a rédigé était animé par on ne sait quels sentiments antifrancçais. À une

ou deux exceptions près, le parcours de chacun de ses membres l'éloignait plutôt de tout jugement, positif ou négatif, sur la politique africaine de la France⁷.

Les conclusions de ce rapport très argumenté et sérieusement documenté n'en sont pas moins accablantes pour Paris.

Le Rwanda, qui n'a jamais été une colonie française, a fait son entrée dans le « pré carré » en juillet 1973, à la faveur du coup d'État de Juvénal Habyarimana. Avec ce petit voisin dit francophone de l'immense et riche Zaïre, la France a eu une coopération économique et militaire très forte. En dehors d'opérations de faible envergure, elle y a monté Noroît, Amaryllis et Turquoise et elle a entraîné ses milices de tueurs et son armée régulière. Le point de savoir si des miliciens Interahamwe⁸ ont bénéficié d'une instruction d'officiers français continue à susciter une vive controverse. Cela se comprend dans la mesure où ce qui est en jeu dans ce cas précis, c'est l'honneur de l'armée française. Malheureusement pour elle, c'est en son sein même que les langues commencent à se délier. L'adjudant-chef Thierry Prugnaud, du GIGN, a ainsi fait d'intéressantes confidences sur France Culture à la journaliste Laure de Vulpian. C'était le vendredi 22 avril 2005. Ses propos sont sans équivoque : il était au Rwanda en 1992 et il a vu ses collègues former les tueurs dans le parc de l'Akagera : « Je suis formel, je suis catégorique, je les ai vus... C'étaient forcément des miliciens car les militaires sont tous en treillis là-bas. Moi je l'affirme, ce sont des militaires français qui ont formé des miliciens rwandais. Je pense que cela s'est prolongé jusqu'en 1994 », déclare sans ambages le sous-officier en ajoutant avec une belle spontanéité que, sur le génocide au Rwanda, l'armée française a l'habitude de « nier beaucoup de choses ».

C'est bien de cela qu'il s'agit : elle « nie » aussi avoir continué à approvisionner l'armée rwandaise par des voies détournées au moment même où se perpétrait le génocide. Le rapport de l'OUA la prend en flagrant délit de mensonge à plusieurs reprises et fait état des révélations du commandant du contingent belge de la Minuar, largement relayées à l'époque par la presse internationale. Le colonel Luc Marchal dit avoir été témoin de ce que, sous couvert d'évacuation de leurs ressortissants, les militaires français livraient des munitions au gouvernement génocidaire. Se trouvant au début du génocide à l'aéroport de Kigali, il constate l'arrivée des trois premiers avions français : « Deux de ces trois avions, dira-t-il plus tard, transportaient du personnel. Et le troisième transportait des munitions [...] pour l'armée rwandaise [...] ils restèrent quelques minutes à l'aérodrome et aussitôt après [les munitions] étaient chargées sur des véhicules qu'ils dirigèrent vers le camp [de Kanombé]⁹. »

Le rapport est tout aussi précis quant à l'impact des forces françaises sur l'ensemble du processus ayant conduit au génocide. On y lit que « les troupes françaises étaient présentes dès 1990, lorsqu'elles jouèrent un rôle clef en empêchant une victoire rapide du FPR¹⁰, jusqu'à l'arrivée des premiers

contingents de la Minuar en décembre 1993. À ce moment-là, les soldats français quittèrent le pays, laissant derrière eux une équipe de renseignement déguisée ».

Il est difficile de choisir plus clairement son camp. Rien de tout cela n'empêcha pourtant la déroute des protégés de Paris, plus occupés à égorger des enfants qu'à faire face au FPR. Quand il ne put plus empêcher leur défaite, l'État français, qui s'était jusque-là opposé à toute intervention de la communauté internationale, annonça subitement, en juin 1994, son intention d'envoyer des troupes au Rwanda pour des « raisons humanitaires ». Comme de nombreux commentateurs l'ont souligné en son temps avec une amère ironie, il ne restait presque plus personne à sauver. Pour ceux qui étaient bien au fait du dossier rwandais, il n'y avait pas l'ombre d'un doute : la France avait un agenda secret, sans relation avec un quelconque respect de la vie humaine. Le rapport de l'OUA rappelle d'ailleurs au passage l'avis d'un chercheur selon qui « pendant des centaines d'années, tout au long de la traite des esclaves et de l'ère coloniale, "toute intervention impérialiste [en Afrique] a prétendu être humanitaire" ». Et à en croire l'historien Gérard Prunier¹¹, ce brusque changement d'attitude était dû à l'intention exprimée par le premier président démocratiquement élu d'Afrique du Sud, Nelson Mandela, d'envoyer des troupes au Rwanda pour mettre fin aux tueries. La nouvelle aurait semé littéralement la panique parmi les stratèges parisiens : il était hors de question d'accepter l'intrusion de l'ennemi anglo-saxon dans la basse-cour francophone.

En très peu de temps, 2 300 hommes sont prêts à être envoyés au Rwanda. Ils sont lourdement armés, car, de façon tout à fait insolite, le Conseil de sécurité a autorisé Turquoise à intervenir sous le chapitre 7. Elle peut ainsi ouvrir le feu en cas de nécessité, ce qui n'était pas permis à la vraie force de l'Onu, la Minuar, commandée par le général canadien Roméo Dallaire ! Ce dernier, hors de lui, menace d'abattre les avions français s'ils viennent « livrer leurs maudites armes au gouvernement ». Au gouvernement génocidaire, bien entendu.

Cette déclaration de Dallaire est une nouvelle preuve que personne ne fait vraiment confiance à la France dans cette affaire. Il semble d'ailleurs que Turquoise ait été, au sein du gouvernement français de cohabitation, un compromis entre ceux qui voulaient faire sauter les paras sur Kigali et un Premier ministre, Édouard Balladur, beaucoup plus réservé. Le résultat final était prévisible : selon le rapport de l'OUA, « les analystes calculèrent que l'intervention française permit de sauver de 10 000 à 15 000 Tutsi, et non des "dizaines de milliers" comme l'a proclamé le président Mitterrand, un exploit qu'on ne peut qu'applaudir ; mais son autre tâche fut de soutenir le gouvernement intérimaire. En fait, certaines autorités sont convaincues que le volet humanitaire de la mission n'était qu'un écran de fumée jeté par la France pour préserver une région du pays à l'intention de ses clients du régime génocidaire, "tueurs compris", qui envahissaient la région en grand

nombre devant l'avance du FPR. Lorsqu'il devint évident que la progression du FPR ne pourrait être arrêtée, la France passa à l'étape logique suivante et facilita la fuite de la plus grande partie des dirigeants extrémistes hutu vers le Zaïre. L'Afrique continue de payer encore aujourd'hui. Les génocidaires ont pu poursuivre le combat. La fuite réussie vers le Zaïre d'un grand nombre d'extrémistes hutu, à laquelle la France a contribué, a sans aucun doute été l'événement le plus marquant après le génocide dans toute la région des Grands Lacs et a lancé une chaîne d'événements qui ont fini par englober toute la région dans le conflit ». Ce passage devrait être médité par tous les théoriciens du « double génocide »...

Sont également imputés à Turquoise : le transport d'unités de l'armée gouvernementale vers la frontière du Zaïre dans des véhicules militaires français ; la livraison à Goma de dix tonnes de nourriture aux troupes des ex-FAR et – dans la même ville – de « cinq chargements d'armes [qui] ont été expédiés de France à Goma en mai et juin, alors que le génocide continuait de faire rage »¹².

Loin de s'estomper, les soupçons initiaux contre l'opération Turquoise se sont aggravés au fil des ans. Certains de ses éléments sont accusés de s'être comportés en frères d'armes avec les Interahamwe et de leur avoir révélé les cachettes des Tutsi. Il est en outre de plus en plus question d'une participation directe des soldats français aux combats pendant le génocide, à Bisesero notamment, un des rares endroits du Rwanda où les Tutsi ont essayé d'organiser la résistance... C'est ce que laisse entendre une dépêche d'Associated Press en date du 26 mars 2004 et citant la « commission d'enquête citoyenne ». Une plainte a du reste été déposée par des survivants contre des membres de Turquoise. S'il ne faut pas se faire trop d'illusions quant à l'issue de ce procès, son déroulement permettra peut-être de rétablir au moins une partie de la vérité historique.

Le point d'orgue de cette véritable faillite morale est l'image – en définitive peu surprenante – d'un Mitterrand aux côtés de Mobutu pendant le sommet franco-africain de Biarritz en novembre 1994. À une question qu'il savait inévitable, le président français répond, avec une bonhomie presque négligente : « De quel génocide voulez-vous parler, monsieur... ? De celui des Hutu contre les Tutsi ou de celui des Tutsi contre les Hutu ? » Il se raconte aussi ceci : quelques minutes plus tard, sans savoir que des reporters l'entendent, il lance à quelqu'un de son entourage : « Ce journaliste qui m'a interrogé sur le Rwanda, je l'ai bien mouché, n'est-ce pas ? » Tout cela vole bien bas et on a du mal à croire qu'il est question dans cette affaire de la mort de plus d'un million d'innocents.

Et l'homme qui parle ainsi est le seul chef d'État de la planète auquel les génocidaires n'auraient pas osé désobéir. M. Mitterrand pouvait d'un seul coup de téléphone sauver des centaines de milliers de vies humaines. Il ne l'a pas fait.

« Dans ces pays-là, un génocide ce n'est pas trop important. » Avec le

recul, on perçoit mieux en quoi la phrase prêtée à Mitterrand est fondatrice. Il était, en s'exprimant ainsi, dans le rôle de l'homme d'action énergique, rudoyant les tièdes de son camp et leur donnant l'assurance que, quoi qu'il arrive, la situation resterait sous contrôle. Les mots ne sont pas prononcés mais on les entend presque, en écho à la voix de Mitterrand : c'est notre Afrique, on sait y faire. C'est qu'en plus, lui, il se pique d'avoir le sens de l'Histoire. Et il est vrai que son pays s'est plutôt bien débrouillé : à part les guerres perdues d'Algérie et d'Indochine, la France ne peut que se féliciter des aspects positifs de la... décolonisation. Au sud du Sahara, elle a toujours eu, à quelques exceptions près, la classe politique à ses pieds. Elle ne lui en garde pourtant aucune reconnaissance, comme en témoignent les propos négrophobes lus ou entendus après le génocide. Dans *La Nuit rwandaise*¹³, le regretté Jean-Paul Gouteux rappelle quelques déclarations de Bruno Delaye, conseiller pour les Affaires africaines de François Mitterrand pendant le génocide. Interrogé plus tard par Alison des Forges pour le compte de Human Rights Watch, Bruno Delaye déplore les massacres et y va de son petit éclairage sociologique, que l'on peut résumer ainsi : « Les Africains sont comme ça. » Et en janvier 1998, au journaliste Patrick de Saint-Exupéry qui s'étonnait rétrospectivement de l'audience accordée à des ministres du gouvernement de Kigali à un moment où les collines du Rwanda étaient jonchées de centaines de milliers de cadavres, le même homme politique répond avec cynisme : « Depuis que je suis ici, j'ai dû recevoir quatre cents assassins et deux mille trafiquants de drogue. Avec l'Afrique, on ne peut pas ne pas se salir les mains¹⁴. »

Il est par ailleurs intéressant de noter que, dès qu'il s'agit du Rwanda, le négationniste ne nie jamais rien. Il a au contraire le sentiment tout à fait étrange que plus il en rajoute dans le récit des horreurs, plus il est lui-même innocent. Oui, dans ce pays africain, pendant trois mois on a tué chaque jour dix mille personnes. Et après ? Cela a eu lieu parce que c'est l'Afrique. La France ne peut être pour rien dans une telle histoire. Moyennant quoi, en 2003, Dominique de Villepin¹⁵, alors ministre des Affaires étrangères, pouvait se désoler des « terribles génocides qu'a connus le Rwanda ». Et combien donc y en a-t-il eu, monsieur de Villepin ? Deux. C'est connu : quand il s'agit de verser du sang, les Africains ne font jamais les choses à moitié. Cette théorie du double génocide a bien des avantages. Elle permet à l'humaniste au cœur gros comme ça de faire semblant de compatir avec *toutes* les victimes tout en soustrayant le cas particulier du Rwanda aux rigueurs de la morale universelle.

Ce n'est pas la première fois que la France se retrouve dans le mauvais camp en Afrique. En général, elle se défendait assez mollement en misant – souvent avec succès – sur la lassitude de ses accusateurs. Malheureusement pour elle, il est question au Rwanda du crime des crimes.

Et chaque fois que le sujet est évoqué, Paris est directement mis en cause. Même ses alliés occidentaux ricanent dans son dos. Impossible cette

fois-ci de se tirer d'affaire en laissant passer l'orage. Les tentatives pour reprendre la main se traduisent par des ouvrages d'un révisionnisme à la fois candide et quelque peu désespéré mais surtout injurieux pour les victimes. Leurs auteurs s'intéressent presque tous à l'attentat du 6 avril 1994. Selon eux, le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagamé est l'unique responsable du génocide. Il l'aurait sciemment déclenché en abattant le Falcon 50 du président Juvénal Habyarimana de retour d'Arusha. L'accusation est d'une extrême gravité mais aucune preuve n'est à ce jour venue étayer la culpabilité du FPR, en dépit des efforts – et des moyens colossaux... – de ceux qu'elle arrangerait bien.

Le 23 novembre 2006, le juge Jean-Louis Bruguière a inculpé Paul Kagamé et neuf de ses proches dans l'attentat qui a coûté la vie à Juvénal Habyarimana. Kagamé étant couvert par son immunité de chef d'État en exercice, l'Onu a été saisie pour qu'il soit déféré devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda, à Arusha. Des mandats d'arrêt internationaux ont été émis contre les autres. Cette décision intervient au moment où une commission d'enquête siège à Kigali sur l'implication de la France dans le génocide et prévoit de déposer, le moment venu, des plaintes en bonne et due forme. On sait aussi qu'à Paris même, une action judiciaire est en cours contre d'autres citoyens français. Il fallait donc réagir.

Une chose reste cependant frappante : l'absence d'écho international à une décision aussi importante que la mise en accusation d'un président étranger. C'est un fait que toutes les initiatives de l'État français à propos du génocide se heurtent au même obstacle : le peu de crédit moral qui lui est reconnu sur le sujet. D'ailleurs, à peine l'affaire avait-elle éclaté que le quotidien *Le Monde* écrivait : « Des erreurs et des témoignages contestables affectent la démonstration du magistrat français », signalant en outre qu'« une partie importante des témoins n'ont pas été, précisément, les témoins directs des faits et des conversations qu'ils rapportent. » Le quotidien français du soir observe également que « l'enquête avance les témoignages d'ex-officiers supérieurs des forces armées rwandaises. Or la plupart d'entre eux sont jugés à Arusha par le Tribunal pénal international pour le Rwanda pour leur participation au génocide, ce que le texte omet parfois de mentionner. La précision est pourtant de taille¹⁶ ».

Quelques jours plus tard, le journal *Libération* découvre qu'un témoin du nom de Ruzigana, « abondamment cité par Bruguière dans son ordonnance, accuse le magistrat d'avoir déformé son témoignage pour coller à son instruction ». Voici le récit que le témoin a fait de son audition : « Contacté par *Libération* en Norvège, Emmanuel Ruzigana, 35 ans, donne un certain nombre de détails troublants. Premier problème, Ruzigana parle à peine le français, encore moins bien l'anglais. Or le procès-verbal d'audition, daté du 29 mars 2004 à 15 h 40, dont *Libération* a pu lire une copie, ne mentionne que trois personnes présentes : le juge, la greffière Sandrine Mounes et le témoin. Pas de traducteur en kinyarwanda ! Pourtant, les réponses du témoin, dans un

excellent français, fourmillent de détails. Aujourd'hui, Ruzigana explique que la greffière lisait un texte, lui demandant de confirmer ou d'infirmer. "Parfois, je ne comprenais pas la question, il fallait s'y reprendre à plusieurs fois. Le juge n'aimait pas mes réponses. À la fin, il m'a dit, énervé : C'est fini, sortez, il n'y aura pas d'asile !" Avant de partir, la greffière lit à toute vitesse le procès-verbal et lui demande de signer. Il s'exécute sans comprendre. » Le quotidien rapporte ensuite dans quelles conditions ce précieux témoin a débarqué à Paris il y a deux ans et demi. Selon *Libération*, c'est un de ses compatriotes nommé Ruzibiza qui « l'incite à se rendre à l'ambassade de France en Tanzanie, où un certain "Pierre" lui remettra un visa pour la France, qu'il obtient en effet sans difficulté. À son arrivée à Paris, le 29 mars 2004, des policiers l'attendent pour le conduire chez le juge¹⁷ ».

Il semble très peu probable que la France ait été pour quelque chose dans l'attentat du 6 avril 1994. On est d'autant plus étonné de la voir réduire le génocide à cet épisode. L'acharnement à incriminer, sans la moindre preuve, le FPR n'est toutefois absurde qu'en apparence. C'est un moyen de passer sous silence des questions bien plus embarrassantes pour Paris. L'accusation mérite malgré tout que l'on s'y arrête un instant : l'idée qu'un mouvement de libération a volontairement livré un million de personnes à la boucherie pour s'assurer le contrôle du Rwanda est profondément raciste. Elle se fonde sur le postulat que les Africains – et leurs « chefs », au sens mitterrandien du terme – sont capables des pires monstruosité pour conquérir ou conserver le pouvoir. Ceux qui imputent un tel plan au FPR n'y croient pas vraiment eux-mêmes. Mais ils savent pouvoir compter là-dessus pour faire diversion, tant l'image de l'Afrique est négative. L'analogie avec l'Holocauste, souvent tentante à propos du génocide rwandais, s'impose tout particulièrement ici. Il arrive en effet que l'on impute aux Juifs eux-mêmes la responsabilité de leurs souffrances. Le journaliste Olivier Guland s'est intéressé à ce qu'il appelle l'« affirmationnisme » de quelques « penseurs » de l'extrême-droite française. Voici ce qu'il en dit : « Plutôt que de nier ou mettre en doute la réalité, on reconnaît l'existence de la Solution finale et la véracité des chiffres annoncés par les historiens, mais on prétend que les Juifs ont été massacrés... à leur demande afin d'atteindre leur but, la domination mondiale¹⁸ ! » Guland résume ensuite les divagations d'un certain André Figueras : « Les Juifs américains comprennent dès 1942 tout le profit qu'ils pourraient tirer de la guerre en Europe. Ils incitent donc les nazis à radicaliser leur politique antisémite, à la pousser jusqu'au meurtre de masse, et dissuadent les Alliés de bombarder les camps de la mort afin de ne pas interrompre le génocide. » Et plus loin, parlant de la découverte de ces camps après le conflit : « L'univers, pétrifié à ce spectacle et saisi d'un immense remords, renonce pour toujours à l'antijudaïsme et, s'inclinant avec respect devant le peuple martyr, va jusqu'à lui céder enfin cette direction de l'univers qu'il attend depuis deux mille ans. »

N'importe qui peut juger sans peine que c'est là du délire à l'état pur. On n'en trouvera donc trace que dans les colonnes d'un petit hebdo fasciste de

Paris. Mais quand des paroles presque aussi folles visent les Tutsi, elles sont relayées le plus normalement du monde par les médias dits sérieux, qui font mine de peser avec gravité le pour et le contre. Rien n'est plus légitime que de chercher à faire la lumière sur l'attentat du 6 avril. Il est toutefois aberrant de réduire le génocide à cet événement particulier, si important soit-il. Cela reviendrait à prétendre – ainsi que l'a relevé Patrick de Saint-Exupéry¹⁹ – que l'incendie du Reichstag est la cause de la Shoah et, incidemment, à excuser les abominations nazies. Même la raison d'État ne peut justifier une aussi grave insulte à la mémoire des morts.

Cette manière de gérer l'après-génocide est très voisine de la logique qui a incité certains décideurs français à conclure à un moment donné : « Après tout, ce n'est que l'Afrique, on peut y aller franco, nos compatriotes s'en foutent. » Et il est vrai que le Français moyen a du mal à distinguer la République démocratique du Congo du Congo-Brazzaville, ou le Tchad du Bénin, voire de l'Érythrée. Ces noms exotiques résonnent dans sa tête et pour lui ce sont autant de sombres pays où l'on guerroye depuis la nuit des temps. Pour quelles raisons ? Justement, ce sont des guerres sans rime ni raison ; les Africains, c'est comme les enfants, il faut que ça se batte. Si vous essayez d'expliquer que ce n'est tout de même pas si simple, personne ne vous écoutera. En France, des personnes extrêmement fines et cultivées sont convaincues que leur gouvernement n'envoie pas des troupes en Afrique pour défendre des intérêts économiques, mais seulement pour empêcher les Africains de s'entre-tuer. J'ai entendu cela mille fois à propos de la Côte-d'Ivoire, de la part de personnes sensées et d'une sincérité tout à fait désarmante. C'est tellement absurde que l'on en reste sans voix.

Il arrive souvent que l'on m'interpelle : quel intérêt la France avait-elle donc au Rwanda ? Posée sur un ton indigné, la question suggère que le pays des droits de l'homme *n'a pas pu* se rendre coupable de complicité de génocide. Or il s'agit, encore une fois, de savoir si, *dans la réalité*, la France *a fait ou non* ce dont elle est accusée. Il est absurde de soutenir que ce qui a réellement eu lieu ne s'est pas produit, juste parce que ce n'est pas conforme à l'idée, au demeurant erronée, que l'on se fait d'un pays !

Si l'on tient à être fixé sur les motivations des responsables français de l'époque, le plus simple – et c'est aussi un devoir citoyen pour les électeurs de l'Hexagone – est de les interpeller directement. Tout juste peut-on se risquer, du dehors, à quelques observations. Ce qui est en cause dans cette affaire, c'est moins le Rwanda, un pays minuscule et sans ressources stratégiques, que la place de la France sur le continent. Le cas de figure est simple : un État-client est attaqué par une guérilla anglophone, la seule chose importante est d'envoyer aux autres francophones le bon message de fermeté.

On dira : soit, tout cela est bien possible. Mais comment comprendre que cette logique ait été poussée jusqu'à la complicité de génocide ? C'est là une question capitale. En dépit de tous les efforts pour la rationaliser, l'attitude de la France dans cette affaire paraît souvent inexplicable. Elle est si aberrante

que l'on se surprend parfois à penser qu'elle avait mal évalué la détermination de ses alliés du gouvernement intérimaire à aller jusqu'au bout de l'horreur. Il était d'autant moins facile de prévoir l'ampleur des tueries qu'à force d'entendre parler de carnages au Rwanda le monde entier avait fini par ne plus y prêter attention depuis 1959. Il est en effet arrivé que l'on élimine des dizaines ou des centaines de milliers de Tutsi au Rwanda sans que cela n'émeuve outre mesure le reste de la planète. Bertrand Russell – l'homme du Tribunal international contre la guerre du Vietnam – a été un des rares à parler, dès 1963, de génocide. Les stratèges de l'Élysée, du Quai d'Orsay et d'autres lieux plus discrets ont pu tabler, en 1994, sur des massacres de basse intensité, qui susciteraient quelques cris d'indignation sans vraiment choquer personne. En fin de compte, les stratèges ont été de dangereux apprentis-sorciers. Et ce n'était sûrement pas un François Mitterrand vieilli, aigri, déjà malade et plein de mépris pour ses marionnettes africaines qui aurait pu arrêter à temps la machine infernale.

Lorsque les premières accusations ont été formulées contre leur gouvernement, beaucoup de Français ont réagi avec colère ou par un simple haussement d'épaules. Très peu parmi eux étaient disposés à admettre que leur pays ait pu jouer le moindre rôle au Rwanda. On sent aujourd'hui comme un petit changement dans les mentalités. Même au sommet de l'État, certains acteurs de l'époque semblent parfois tentés par une nouvelle ligne de défense, un peu moins aberrante. Ainsi l'ancien Premier ministre Alain Juppé²⁰, s'expliquant en avril 2004 sur Radio France Internationale, s'est-il senti obligé d'admettre avec une gêne palpable : « Sans doute avons-nous une part de responsabilité, comme les autres... Pas plus que les autres. » Et d'ajouter à propos de l'histoire – rapportée par Patrick de Saint-Exupéry²¹ – de cet officier français pleurant à Bisesero après s'être rendu compte qu'il avait entraîné des égorgeurs d'enfants et non des soldats : « Je conteste formellement que la France ou des autorités françaises aient cautionné en aucune manière ce type de comportement [l'entraînement de miliciens]. Qu'il y ait eu des soldats perdus, c'est possible. » Puisqu'il ne saurait être question de passer aux aveux, on reconnaît quelques torts, vite escamotés du reste. Mais on est passé du « nous sommes totalement innocents » proféré avec indignation à ce : « nous ne sommes pas les seuls coupables », plein de contrition. Ce trouble est compréhensible. Bien des leaders politiques français savent, parfois dans les moindres détails, ce que l'homme de la rue peut ignorer : leur pays est allé beaucoup trop loin au Rwanda. Ils savent aussi que le monde entier le sait.

Au début de ce même entretien sur RFI, le journaliste avait demandé à Alain Juppé : « Pourquoi la France ne parvient-elle pas à présenter ses excuses pour le génocide rwandais comme la Belgique l'a déjà fait ? » Réponse : « ...Je crois que c'est à la communauté internationale de faire son mea culpa²². »

La manière dont le journaliste formule sa question (« Pourquoi... ne

parvient-elle pas ») est du reste bien malicieuse : elle met le doigt sur le blocage psychologique qui empêche la France d'exprimer des regrets pour ce qu'elle a fait au Rwanda.

La vérité, c'est qu'elle ne le peut pas, car on en viendrait très vite à parler des guerres civiles tchadienne, congolaise et ivoirienne, des assassinats de dirigeants de l'UPC au Cameroun entre autres pays d'Afrique où elle continue à dicter sa loi, via des hommes de paille, un demi-siècle après les « indépendances ». C'est sans doute ainsi que doit être entendu le mot « inavouable » figurant dans le titre de l'ouvrage de Patrick de Saint-Exupéry. Tout l'édifice français, patiemment bâti depuis le temps du général de Gaulle, courrait le risque de s'effondrer ou au moins d'être sérieusement fissuré. Ce ne serait pas bon pour les affaires. Comme on dit du côté d'Abidjan : qui est fou ?

L'évolution des esprits constatée plus haut ne signifie nullement que la cause est entendue. Le génocide de 1994 demeure sans doute pour l'immense majorité des Français – parfaitement en phase avec leurs dirigeants – un événement lointain et tout à fait anodin. Mais le travail de fond de plusieurs associations²³ françaises qui se sont constituées en commission d'enquête citoyenne est en train de créer un climat plus favorable à un examen sans préjugés des faits. Dans les débats publics, de moins en moins de voix osent s'élever pour défendre un pays que tant de preuves mettent en bien mauvaise posture. Chacun sait aujourd'hui en France, sans toutefois chercher à creuser plus profond, que le pouvoir de Mitterrand s'est mal comporté au Rwanda. Ce sentiment diffus suffit à détourner l'opinion des manipulations orchestrées par certains services à coups de « révélations » fracassantes et de livres tablant sur l'ignorance ou l'indifférence du grand public. L'échec de ces campagnes d'intoxication était prévisible : encore une fois, le Rwanda, ce n'était pas une affaire banale. On n'arrête pas une telle mer de sang avec ses bras. Et pour le malheur de ceux qui y ont été mêlés, on continuera à en parler longtemps encore. Dans une de ses chroniques du *Nouvel Observateur*, Jacques Julliard suggérait déjà, en avril 1998, que la société française ouvrirait ce débat tôt ou tard. Mettant à juste titre l'accent sur le rôle personnel du président français, il écrivait ceci : « De la même façon se posera un jour, n'en doutons pas, la question de la responsabilité de la France, François Mitterrand étant président de la République, dans le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994. La France n'a pas commis le crime, mais elle a armé le bras de futurs tueurs qui ne cachaient pas leurs intentions. Dans ces deux cas – on pourrait en trouver d'autres – je ne vois pas que le souvenir de la honte de Vichy ait servi de leçon. S'il y a une leçon de l'Histoire, c'est que les exemples qu'elle nous offre ne servent à rien en l'absence d'une vigilance de tous les instants. »

En effet, ici plus qu'ailleurs, l'Histoire prend son temps. Bien que le Rwanda soit un petit pays, son nom évoque désormais pour toute conscience humaine cet événement si particulier et qui semble toujours absolument unique : un génocide. Or la mémoire d'un génocide est une mémoire

paradoxe : plus le temps passe, moins on oublie. Commis par les pères, le crime est toujours expié, du moins moralement, par les fils.

Une autre question, très liée à la première, est celle de la responsabilité du continent.

En Afrique ou en Occident, il faut toujours s'attendre qu'un auditeur vous lance sur un ton narquois, l'œil mauvais ou pétillant de malice : « Monsieur, vous venez de critiquer l'Onu, les USA et la France. Et si vous nous parliez un peu du rôle des Africains eux-mêmes ? » Ça, on peut dire que c'est la question qui réveille tout le monde ! On le sent à divers mouvements dans la salle et à la manière dont chacun se met à guetter des signes d'irritation ou d'embarras sur votre visage. Mais, s'il arrive que la question soit posée avec une aigreur manifeste, elle vient la plupart du temps de femmes ou d'hommes de bonne volonté, simplement désireux d'affronter toutes les facettes de l'horreur. Elle exprime surtout leur désarroi. Face à vous, écrivain africain, leur demande se résume curieusement à ceci : dénigrez l'Afrique et surtout n'oubliez pas, s'il vous plaît, de le faire en français. Ils sont prêts à avoir pitié des Africains et même à lâcher leur obole, mais pas à se sentir coupables de quoi que ce soit. Le problème avec un certain public occidental, c'est qu'il s'est habitué à voir des intellectuels africains, désireux de capter des fonds par tous les moyens, instruire sans nuance le procès de leurs propres sociétés. Celles-ci sont dépeintes comme oppressives et si cruelles que la haine de l'autre y prend, même dans la vie quotidienne, des formes extrêmes. Quelques auteurs de fiction aussi font de ces fables leur fonds de commerce : « Mesdames et messieurs, le cannibalisme chez nous, c'est pire que tout ce que vous pouvez imaginer. Moi, je vais vous en parler, les autres Africains qui veulent vous cacher le vrai visage de l'Afrique vont m'accuser de trahison, mais c'est cela la triste vérité. » Et c'est parti pour des conneries à n'en pas finir. Ceux qui entendent ces propos ont sûrement des doutes sur leur véracité, mais l'essentiel pour ces gens est de se sentir bien dans leur peau. Tout est donc bon à prendre : des pays où on mange les enfants et les vieillards, eh bien, quand il y a un génocide là-bas, on ne va pas s'en étonner. Conclusion : « Ce sont eux-mêmes qui le disent, chez eux on raffole de sang humain, l'Afrique c'est un peu à part. »

Justement non : elle n'est pas à part du tout. Si on tient coûte que coûte à faire porter la responsabilité du génocide rwandais à *tous* les Africains, il faudrait aussi imputer la Shoah aux *Européens* et le génocide cambodgien aux *Asiatiques*. Pourquoi ne s'y risque-t-on jamais dans ces deux derniers cas ? Ce serait un parfait non-sens, chacun l'admettra sans peine. Qui oserait suggérer que les Allemands sont, en tant que masse indistincte d'individus, comptables de l'Holocauste ? Peu de personnes supporteraient d'entendre dire pareille énormité. Mais alors pourquoi ce qui est si évidemment insensé pour les autres paraît-il quasi indiscutable dès qu'il s'agit de l'Afrique ? C'est là un réel motif de perplexité. J'ai cru avoir un début de réponse à cette lancinante interrogation dans une ville de l'ouest de la France en janvier 2005. On y

célébraient la libération d'Auschwitz et les organisateurs avaient pensé que ce serait bien de parler aussi des autres génocides du XX^e siècle. Il eût été malvenu de s'étendre à cette occasion sur le rôle de la France au Rwanda, ce qui me semble pourtant toujours utile face à un auditoire de l'Hexagone. Je me suis borné à pointer quelques similitudes entre la destruction des Juifs d'Europe et le génocide rwandais. Ces précautions de langage ne furent d'aucune utilité. Un monsieur, approuvé par une grande partie de l'assistance, a fait observer d'un air embarrassé qu'on ne pouvait tout de même pas comparer les deux événements, car ce qui était arrivé au Rwanda... « Heu... l'Afrique, vous savez bien vous-même... » Sans doute par crainte de me blesser – je me souviens en fait de cette personne comme d'un brave type, très sincère –, il n'arrivait pas à dire franchement sa pensée. Elle était pourtant limpide : le Rwanda, c'était tout ce qu'on veut (« massacres », « meurtres de masse », « guerre tribale », « tueries ethniques ») mais *pas un génocide*. Que peut-il bien se passer dans la tête d'un tel homme, enfermé à son insu dans des préjugés si dérisoires et en définitive si profondément inhumains ? C'est difficile à dire. Une seule chose semblait évidente : évoquer le Rwanda à propos des chambres à gaz, cela ne lui semblait pas décent. Cette forme de déni et la théorie du double génocide sont les deux faces d'une même médaille. Toutes deux mettent en exergue une prétendue spécificité culturelle africaine.

Est-il donc si difficile d'admettre que le génocide de 1994 a été l'œuvre d'hommes politiques rwandais connus, soutenus – en particulier – par des hommes politiques français bien identifiés ? Si l'on parle de ces derniers, ce n'est pas pour leur faire partager à tout prix cette culpabilité. Il se trouve juste que ces non-Africains tenaient le Rwanda, qui était tout sauf un pays indépendant. À notre époque, chacun sait tout de même ce que cela signifie. Prétendre le contraire, c'est se moquer du monde. L'affaire concerne donc deux États et non deux peuples, ou encore moins deux races. L'intérêt de la démarche de la société civile française est d'écarter toute possibilité de confusion. L'association Survie et les trois autres constituées avec elle en commission d'enquête citoyenne critiquent l'État français et non le peuple français. Ce n'est là rien d'autre que le « not in my name » des opposants américains à l'infâme guerre de Bush en Irak. Comment ne pas y souscrire ? Nous le savons tous : les gouvernements – surtout les plus puissants – commettent souvent toutes sortes d'abominations loin de leurs frontières au nom de leurs mandants et à l'insu de ceux-ci. Refuser d'affronter cette déplaisante réalité, c'est pousser un peu trop loin le patriotisme. C'est de même se laisser aveugler, dans le cas du Rwanda, par des a priori malsains, qui sont la source des plus dangereux amalgames. La façon dont la commission d'enquête citoyenne pose le problème a l'avantage de fonder la réflexion sur des catégories politiques universelles et non sur une prétendue culture de la violence propre aux Africains. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de l'humanité que des élites politiques manipulent des populations

qui ne demandaient qu'à vivre en paix.

Près de treize ans après le génocide, peut-on dire que nous avons su en faire le meilleur usage ? Rien n'est moins certain, si on en juge par les drames qui n'ont cessé de s'abattre sur le continent depuis lors et en particulier par la situation au Darfour. Pour empêcher un événement de se reproduire, il est essentiel d'en avoir une connaissance aussi exacte que possible. Or, s'il est vrai que le mot « Rwanda » a encore une certaine résonance, la trace des Cent Jours dans les esprits n'est peut-être pas aussi profonde qu'il le faudrait. C'est pourquoi il est si important de continuer à en parler. Le simple fait de raconter un génocide – même de la manière la plus neutre – est une reconnaissance de la dignité humaine des victimes et participe d'une logique de prévention. Les ambiguïtés entretenues par l'ignorance font surtout l'affaire des négationnistes. Le devoir de mémoire, c'est aussi la banale reconstitution des faits. Ce travail est heureusement pris en charge par la recherche historique. Des milliers d'ouvrages – dont certains de très haute précision – ont été publiés ces dernières années sur le sujet. Là où le bât blesse, c'est que, à propos d'une immense tragédie intervenue sur le continent africain, très peu de ces textes ont été écrits par des Africains²⁴.

S'il y a si peu d'intérêt dans un pays pour le génocide chez les journalistes et les chercheurs, on devine ce qu'il peut en être dans le reste de la population. Les réactions des jeunes méritent qu'on s'y arrête. Lorsqu'on discute avec des étudiants de Ndjaména ou des lycéens de Dakar, on est frappé par leur profond désir de comprendre. De toute façon, la venue dans leur classe de l'auteur d'un roman sur le Rwanda n'a jamais rien de fortuit. On est là parce que leur professeur en a décidé ainsi. Pour lui, il est important qu'ils sachent et il les a bien préparés. Ce sont des moments précieux. Le travail de clarification que l'on fait, si modeste soit-il, peut porter loin. Mais la cloche sonne toujours trop tôt et tant de questions restent sans réponse à l'heure du départ que l'on doute d'avoir atteint son but. De l'entretien, les élèves ont surtout retenu le récit des atrocités les plus choquantes, ce qui est bien normal à un certain âge.

A-t-on réussi malgré tout à leur faire comprendre que le Rwanda, c'était un moment de l'histoire d'un pays et non une preuve de plus de l'abjection africaine ? Tous sont venus en classe avec des extraits de Primo Levi ou de Robert Antelme lus et annotés, mais les regards de quelques-uns sont sans équivoque. Ils ne veulent rien savoir, car ils sont écœurés. Leur parti pris en faveur des victimes est si radical que toute discussion leur paraît suspecte. Et après cela on traînera soi-même, pendant quelques jours, le sentiment de s'être fait l'avocat du diable. Habitué à penser l'Afrique comme un tout, ces jeunes gens ne peuvent faire le départ entre les élites politiques et intellectuelles et les autres segments de la société. Pour eux, l'Afrique est le continent de trop, le seul où depuis la nuit des temps tout se passe si mal. La charge est virulente mais elle n'exclut pas, paradoxalement, la revendication agressive de leur africanité. La même bouche qui voue aux gémonies la race

noire peut déclarer l'instant d'après que *black is beautiful*.

On ne sait dans ces conditions s'il faut parler de confusion mentale ou de simple dépit amoureux. Je me suis cependant senti assez perdu le jour où un adolescent de Bamako m'a parlé de la « mentalité primitive » des Africains. Il l'avait fait d'une voix calme, en passant, comme on énonce une vérité hors de toute discussion. Qu'est-ce qui était le plus stupéfiant ? Cette candeur ou le fait qu'il ait lâché, sans doute par hasard, ces deux mots, précisément ceux-là ? Mais était-ce vraiment par hasard ? Quelque mauvais maître avait bien pu lui faire perdre la tête. Peut-être aussi s'était-il contenté d'écouter les adultes autour de lui. Il suffit en effet de tendre l'oreille pour se rendre compte à quel point l'afropeessimisme populaire – on n'ose dire spontané – a pris en otage le langage quotidien. Il s'y repère à son goût des extrapolations farfelues et sa tendance à faire feu de tout bois. Le temps d'attente au guichet d'une banque est-il trop long et pénible ? Aussitôt fuse un « ainsi va l'Afrique ! » indigné et définitif, bruyamment approuvé par l'assistance. Peu importe que la scène ait lieu à Gaborone ou à Matadi, toutes les banques du continent sont censées torturer leurs malheureux clients jusqu'à ce que désespoir s'ensuive. La tension monte, les langues se délient et on a toutes les chances d'entendre dire qu'en Occident – ou en Asie – les banques sont de vraies petites merveilles et leurs employés toujours d'une exquise délicatesse. Qu'on ne s'y trompe pas : ceux qui s'expriment ainsi le font uniquement par exaspération. Dès qu'ils auront leur argent en poche, ces convictions philosophiques se dissiperont jusqu'au prochain désagrément²⁵. Mais la question n'est pas de savoir si ces valeureux citoyens ont exprimé ou non le fond de leur pensée. Elle est plutôt de savoir pourquoi leur exaspération passe presque toujours par ces mots-là. Qu'on loue ou qu'on blâme l'Afrique, ce sera toujours par rapport aux autres et sans jamais tenir compte des situations particulières. Comment un jeune ayant grandi dans ce climat psychologique ne serait-il pas désorienté ? L'école, les médias, la famille : tout s'acharne à dissoudre la singularité de son regard dans un « nous autres » purement défensif. À moins d'une grande capacité de résistance ou de fortes expériences personnelles, il aura bien du mal à être au clair avec lui-même.

Le résultat est tout à fait déprimant. Un demi-siècle après la fin théorique de l'ère coloniale, les élites africaines restent, que cela plaise ou non, fascinées par leurs anciens maîtres. Détenant le pouvoir politique dans nos pays, il ne leur est guère difficile d'entraîner dans une mauvaise direction ceux qui, comme dit avec humour le romancier Cheik Aliou Ndao, « n'ont pas eu la malchance d'aller à l'école [française] ».

Un tel état d'esprit finit par influencer sur la lecture, par chacun de nous, des aspects les plus tragiques de la réalité africaine. Il n'est dès lors pas étonnant de voir tant d'intellectuels africains tenir sur le génocide rwandais des propos quasi identiques à ceux des racistes les plus enragés. La haine de soi, qui va chercher loin dans notre histoire, a sa part dans cette attitude mais elle n'explique pas tout.

Notre problème fondamental pourrait bien être finalement celui de l'information. Autrement dit : que savons-nous de ce qui se passe réellement dans chacun de nos différents États et même dans les pays voisins ? L'Afrique, qui se pense légitimement comme un bloc, en raison d'un passé douloureux, est aussi d'une certaine façon le continent des lieux les plus lointains. Et la distance est surtout mentale. Un Sénégalais ignore presque tout de la situation politique en Guinée-Bissau. Ne parlez donc pas du Niger à un Ghanéen... C'est plus un état de fait – difficulté des communications, triple Mur de Berlin des langues coloniales, etc. – qu'un choix délibéré, mais cela pèse terriblement sur notre destin et sur notre géographie mentale. Une guerre civile éclate-t-elle à nos portes ? Cela semble toujours arriver aux confins de nulle part, parfois en des lieux d'autant plus éloignés et barbares que l'on y parle anglais ou portugais. Au début de ces conflits, des batailles furieuses sont annoncées et nous n'en percevons que des échos assourdis et confus, comme un soir d'orage. Puis au bout d'une ou deux semaines, nous voyons apparaître chaque jour, dans le dernier quart d'heure du journal télévisé, le nom de tel ou tel pays. Le Liberia, par exemple. Le Liberia est à feu à sang. Des dépêches parlent de pourparlers de paix, de massacre de villageois au Sud-Ouest et de désastre humanitaire. Le visage ovale et mal rasé d'un certain Charles Taylor est partout : avec ses yeux rouges et son air buté, le fauteur de bordel est comme une caricature de gangster des années 1930 et, d'ailleurs, il porte souvent de grosses lunettes noires. Un sale type, vraiment, ce Taylor. Il n'hésite même pas à envoyer à la boucherie les enfants-soldats. Ses *p'tits gars*, comme il les appelle sans vergogne. Mais au-delà du fait que le Liberia est à feu et à sang, au-delà des atrocités qui y sont commises, que se passe-t-il donc *réellement* au Liberia ? *Pour quelles raisons* la guerre civile y fait-elle rage ? Qu'est-ce qui jette *au juste* tant de villes par terre et des centaines de milliers de personnes sur les routes de l'exode ? Qui *vend les armes* aux différents seigneurs de la guerre ? Qu'en est-il *des acteurs que l'on ne voit pas*, qui ne sont même pas au Liberia ? En dehors des Libériens eux-mêmes, très peu de personnes pourraient répondre à ces questions et à quelques autres tout aussi simples. Et puis un jour, le calme revient au Liberia. Taylor est en exil doré au Nigeria, mais il ne perd rien pour attendre. Bientôt ce sera un procès humiliant à La Haye puis la prison à vie. Mme Ellen-Johnson Sirleaf a battu à la régulière le footballeur Weah alias Mister George. La nouvelle présidente a prêté serment et c'était vraiment très bien, avec plein d'émotion démocratique et tout. Hier le Liberia en guerre, aujourd'hui le Liberia en paix. C'était juste un feu de brousse. Le feu de brousse s'était allumé ; il s'est éteint. Il peut se rallumer. Dans la Sierra Leone voisine. En Ouganda. Au Congo-Brazzaville. En Somalie. Et même – pourquoi pas ? – de nouveau au Liberia.

Tout le monde oublie d'autant plus facilement ce qui est arrivé que presque personne n'en a jamais rien su. En consentant à un petit examen de conscience, chacun de nous se rendrait compte de ce déficit pour le moins

anormal. Au Zimbabwe, au Mozambique, en Angola, dans la Corne de l'Afrique et ailleurs, des décennies de souffrances et de destructions n'ont même pas réussi à s'inscrire dans notre mémoire collective²⁶.

On pourrait presque dire que des millions de personnes sont mortes pour rien. Pourtant, rien de ce qui a pu advenir dans ces pays n'aurait dû nous laisser indifférents. De même dans chacune des tragédies actuelles se joue – comme au Darfour – le destin de plusieurs générations d'Africains et pas seulement des populations directement concernées. N'est-il pas curieux que l'on ne trouve pas non plus dans nos journaux des articles de fond sur les enjeux, en termes économiques et de souveraineté, des récentes élections en République démocratique du Congo ? Même le fait que ce scrutin ait été si étroitement surveillé par Bruxelles n'a semblé éveiller aucun soupçon. On pourrait s'étonner de voir l'Union européenne manifester plus d'intérêt que l'Union africaine pour l'avenir de l'ex-Zaïre. Dans le monde tel qu'il va, ce n'est hélas que trop logique. Après le Kosovo et l'Afghanistan, c'est une des rares fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale où l'Allemagne déploie des troupes hors de ses frontières, et c'est la première fois qu'elle va jusqu'à accepter le commandement d'une force européenne. Le symbole politique est très fort. Qui osera affirmer sans rire que c'est simplement pour faire respecter le jeu démocratique dans un pays d'Afrique centrale ? Le dernier des crétins n'a pas le droit de penser de la sorte.

Il ne s'agit certes pas d'exiger de tous les Africains qu'ils soient au fait des ressorts secrets de chaque crise. On est toutefois en droit de s'attendre de leur part à un minimum d'information, ce qui est loin d'être assuré. Sans doute aussi ne faut-il pas demander à la presse privée africaine plus qu'elle ne peut donner. Elle a si vite grandi – dans certaines parties du continent en particulier – qu'on a tendance à oublier son extrême jeunesse et son faible poids économique. À cette étape-ci de son évolution historique, il est normal qu'elle se focalise sur la vie politique de chaque pays. On sent du reste des efforts de plus en plus nets des stations privées pour une couverture plus large de l'actualité africaine. Récemment lancée à Dakar – la West Africa Democracy Radio (WADR)²⁷ y consacre tous ses programmes, en croisant l'anglais et le français.

Mais à l'époque du génocide au Rwanda, cette dynamique n'avait pas commencé à se mettre en place. Il suffirait de relire les titres des journaux sénégalais – pour ne prendre que cet exemple – entre avril et juillet 1994 pour se faire une idée du décalage hallucinant entre la réalité politique à l'échelle continentale et les préoccupations des leaders d'opinion d'un pays donné. L'anecdote suivante, que je tiens d'un des acteurs, est assez révélatrice. Surpris du peu d'intérêt accordé par la presse sénégalaise au génocide au moment même où il se déroulait, des Rwandais de Dakar ont pris contact avec des responsables de journaux pour attirer leur attention sur cette anomalie. Partout ils ont été accueillis avec sympathie et compassion mais cela s'est arrêté là. Je me souviens d'avoir dit à la personne qui me racontait cette

histoire des années plus tard : « Écoute, si j'avais été directeur d'un journal dakarois en ce temps-là, je me serais comporté exactement de la même manière. » J'ai ensuite expliqué que j'aurais agi ainsi non par insensibilité, mais par mauvaise évaluation de la réalité. Pour une énième guerre civile dans une région aussi mal connue des Sénégalais, les dépêches de l'Agence France-Presse, Reuters et Associated Press faisaient largement l'affaire dans l'esprit des directeurs de publication. La routine, même la routine de l'horreur, ce n'est pas de l'actualité.

Cet aveu personnel n'est repris ici que par souci d'être complet, de ne laisser dans l'ombre aucun pan de vérité. Et la cruelle vérité, c'est qu'en avril et mai 1994 les préparatifs de la Coupe du monde battaient leur plein. Nous avions tous les yeux tournés vers les terrains de foot d'Amérique. Tout occupés à rendre compte des palpitants épisodes de la compétition, les journaux africains ont relégué le génocide dans un discret recoin de leurs pages internationales, entre un déraillement de train à Oulan-Bator et une réunion d'experts de la FAO à Rome. Et d'une dépêche à une autre, les mêmes expressions revenaient tout le temps. Hutu. Tutsi. Qui parmi nous en connaissait le sens véritable ? Très peu. Mais quelle importance ? Les gens étaient surtout furieux contre Henri Michel, l'entraîneur du Cameroun. Une défaite, même lourde, contre le grand Brésil, d'accord. Mais 6-1 contre la Russie... ! Une véritable raclée. Quelle idée aussi de confier les rênes d'une si belle équipe à ces gens ? Sorciers blancs, mon œil. Des mercenaires, oui. Voilà : nous n'avons pas confiance en nous-mêmes. *Une honte pour l'Afrique, cette équipe du Cameroun. Avec ça, on ne peut pas se faire respecter.* Et là-bas au Rwanda, mon ami ? Ça continue, ils l'ont dit au journal, pendant la mi-temps de Bulgarie-Grèce. Eh oui, ça aussi c'est nous. Hutu. Tutsi. La mère a tué ses enfants et le mari sa femme, le prof a liquidé ses élèves avec le sourire et la main du jeune homme n'a pas tremblé au moment de fracasser le crâne de sa grand-mère... Et ainsi de suite. Rwanda. Le pays où toutes les formes de l'amour sont mortes un million de fois. La haine à l'état pur. *Une honte pour l'Afrique, ces Rwandais. Avec ça, on ne peut pas se faire respecter.*

Cette attitude est presque insupportable mais pas forcément irréfutable. Elle pourrait bien relever en effet d'une stratégie de survie, plus ou moins consciente, aux malheurs des Tutsi du Rwanda. Il était logique en 1994 de détourner les yeux d'une violence si théâtrale qu'elle en devenait irréelle. Des dizaines de milliers de cadavres descendant des jours durant le fleuve Nyabarongo, c'est beaucoup plus qu'un esprit humain normal ne peut concevoir. Affronter ces images, tenter de leur donner un sens, c'est accepter le risque de se sentir écrasé par la honte. La honte d'être africain mais aussi la honte de faire partie de l'espèce humaine.

Ce refus – ou cette peur – de savoir traduit bien le malaise que l'on ne peut s'empêcher de ressentir à un moment ou à un autre face à l'énormité du génocide rwandais. Tel ami, que je considère comme un modèle de lucidité et

que l'Occident n'a jamais vraiment impressionné, me dit par exemple : « Moi, j'ai essayé de comprendre et j'ai appris un certain nombre de choses ; que les termes Hutu et Tutsi ne renvoient pas à des ethnies et qu'il n'y a jamais eu de processus génocidaire avant la période coloniale ; que par sa décolonisation, la Belgique a créé les conditions de cette violence politique de masse ; que la France a armé, entraîné et soutenu politiquement le régime génocidaire ; que la communauté internationale a été d'une passivité complice. » Et cet intellectuel dont l'opinion reflète celle de bien d'autres de poursuivre : « Je sais tout cela mais je tiens les Rwandais pour les seuls responsables de ce qui s'est passé chez eux. Ils ont été manipulés par des gouvernements très puissants, d'accord, mais quand on jette des bébés dans la gueule des chiens ou dans des fours à pain, on doit d'abord se poser des questions sur soi-même. » Le propos force le respect par une sorte de déchirante sincérité et il touche, de surcroît, un point sensible. Il est difficile de réfléchir sur le Rwanda sans se dire parfois que jamais l'économie et la politique ne permettront d'expliquer une haine si profonde et si ravageuse. Mais ce type de raisonnement, celui de cet ami, montre très vite ses limites. Il est tout entier bâti sur l'idée que les Cent Jours du Rwanda ont été les plus horribles jamais vécus sur la terre des hommes des origines à nos jours. Même si on s'en tient au seul XX^e siècle, c'est bien loin d'être le cas. Où que ce soit sur notre planète, la folie d'un groupe de politiciens ne dira jamais rien sur l'âme d'un peuple. En outre, les mots de cet ami, surtout dictés par le dépit et la rage, ouvrent la voie à une discussion que lui-même n'est pas en mesure d'assumer. Lorsqu'on veut le pousser à aller plus loin, il ne sait plus soudain quoi dire. Il est juste capable de grommeler : « Écoute, c'est dur à avaler, mais nous sommes comme ça. » Et quand on demande : « Que signifie être "comme ça" ? Nous sommes "comment" ? S'il te plaît, essaie de dire avec des mots clairs comment nous sommes et pourquoi nous sommes ainsi », le regard se dérobe et on reçoit pour toute réponse un haussement d'épaules gêné. C'est qu'on est ici à la lisière de ce qui est proprement impensable, très en deçà de la capacité de toute langue à formuler les plus ténébreuses sensations humaines, dans un lieu où la parole et le silence, effrayés l'un par l'autre, s'évitent soigneusement. À mon avis, cela n'a aucun sens de s'en aller répétant à propos du génocide des Tutsi du Rwanda : « C'est notre faute », en ayant l'air de vouloir ajouter qu'il n'y a là rien de nouveau sous le soleil et que la vie doit continuer. Ce n'est pas vrai : à ce compte-là, c'est la mort qui continue et non la vie.

En cette aube du XXI^e siècle, il n'est pas sûr que nous ayons seulement commencé à faire le deuil des victimes du génocide. C'est sans doute pour cela que d'autres se sont chargés à notre place des oraisons funèbres, à leur manière incroyablement arrogante. Ainsi, lorsque Jean d'Ormesson se rend au Rwanda en juillet 1994 pour *Le Figaro*, il ne juge même pas nécessaire de jouer la comédie de la douleur. Face aux centaines de milliers de cadavres éparpillés le long des rues d'un pays dévasté, l'académicien un peu sénile

frétille d'aise et avertit aimablement ses lecteurs : « Sortez vos mouchoirs : il va y avoir des larmes ! Âmes sensibles, s'abstenir : le sang va couler à flots sous les coups de machette. » Et sans le moindre égard pour les corps encore chauds des victimes, il conclut par ces mots absolument épouvantables : « Ce sont des massacres grandioses dans des paysages sublimes. » En elles-mêmes, les petites phrases infâmes de M. d'Ormesson n'ont aucune importance. Ce qui mérite en revanche sérieusement réflexion, c'est qu'il ait pu les publier dans un journal à grand tirage sans recevoir une seule lettre de protestation des Africains de France. Il y a seulement quelques années, il en aurait été autrement. Tout cela montre bien qui nous sommes devenus. Au-delà de l'« habitude du malheur » dont parle Mongo Beti, les raisons de notre discrétion sont parfois moins avouables. Vues de Paris, les victimes de ce génocide ne sont tout simplement pas du bon côté. Comment attendre des négrophobes le respect pour des morts que l'on n'ose pas pleurer soi-même ?

D'une certaine façon, c'est l'afropessimisme qui a libéré du jour au lendemain les racistes de tous leurs complexes. Nous devons certes à ce courant de pensée d'utiles mises au point et des discussions fécondes, mais pour l'essentiel il a surtout servi d'alibi à notre lâcheté. Au bout du compte, justice n'est guère rendue en Afrique aux victimes du génocide rwandais. Elles sont mortes deux fois : privées de vie hier, et aujourd'hui d'un petit coin de tombeau dans nos mémoires.

1. Jean-Paul Gouteux, *La Nuit rwandaise. L'implication française dans le dernier génocide du siècle*, édition augmentée, Dagorno, 2004.
2. Mitterrand savait ce que parler veut dire et ce n'est pas par hasard qu'il utilise côte à côte les mots « chefs africains » et « machette ». Les images suggérées sont censées parler d'elles-mêmes... Il s'est ainsi exprimé en présence de plusieurs... « chefs » d'État africains. Cela montre, soit dit en passant, le peu d'estime qu'il avait pour ses obligés du pré carré.
3. Mission d'information parlementaire, présidée par un proche de Mitterrand, le député socialiste Paul Quilès. Chargée d'examiner le rôle de la France pendant le génocide rwandais, elle a remis son rapport en décembre 1998 au président de l'Assemblée nationale.
4. En dehors de la mission Quilès déjà citée, il s'agit de : la commission d'enquête parlementaire du Sénat de Belgique sur les événements du Rwanda, qui a siégé d'avril à décembre 1997 ; la commission d'enquête indépendante à la demande du Conseil de sécurité des Nations unies sur les actions de l'Onu lors du génocide de 1994 au Rwanda : présidée par Ingvar Carlsson, ancien Premier ministre suédois, elle comprenait en outre un Sud-Coréen et un Nigérian ; du rapport d'Alison des Forges (sous la direction de), *Aucun témoin ne doit survivre*, Karthala, 1999, enquête de Human Rights Watch et de la Fédération internationale des droits de l'homme ; de Laure Coret et François-Xavier Verschave (dir.), *L'horreur qui nous prend au visage. L'État français et le génocide au Rwanda*, Karthala, 2005 : compte rendu des travaux de la commission d'enquête citoyenne mise en place par plusieurs associations de la société civile française pour enquêter sur le rôle de leur pays ; de la commission d'enquête de l'Organisation de l'Unité africaine, 2000, dont il sera question plus loin.
5. Il est l'œuvre du « Groupe d'éminentes personnalités » dirigé par l'ancien président du Botswana, Quett Ketumile Joni Masire. Les autres membres en étaient : Ellen-Johnson Sirleaf, actuelle présidente du Liberia ; Lisbet Palme, experte des droits de l'enfant auprès des Nations unies et veuve du Premier ministre suédois Olof Palme, assassiné en 1986 ; le général Amadou Toumani Touré, à l'époque ancien président du Mali, redevenu depuis lors chef de l'État de son pays ; P. N. Bhagwati, ancien juge en chef de la Cour suprême de l'Inde ; Hocine Djoudi, ancien ambassadeur d'Algérie en France et auprès de l'Unesco, représentant permanent auprès de l'Onu ; Stephen Lewis, ancien ambassadeur et représentant du Canada auprès des Nations unies et ancien directeur général adjoint de l'Unicef.

6. Voici ce qu'écrit à ce propos le général canadien Roméo Dallaire, qui était chargé de la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda) pendant le génocide : « Plusieurs fois dans ce livre, j'ai posé la question : "Sommes-nous tous des êtres humains ou certains d'entre nous sont-ils plus humains que d'autres ?" Nous qui vivons dans les pays développés, nous agissons comme si notre vie avait plus de valeur que celle des autres citoyens de la planète. Un officier américain n'éprouva aucune gêne à me dire que la vie de huit cent mille Rwandais ne valait pas de risquer la vie de plus de dix soldats américains ; après avoir perdu dix soldats, les Belges déclarèrent que la vie des Rwandais ne justifiait pas de risquer la vie d'un seul autre soldat belge... » Roméo Dallaire, *J'ai serré la main du Diable*, Outremont, Éditions Libre Expression, 2003.
7. Les enquêteurs de l'OUA donnent d'ailleurs souvent l'impression de découvrir avec ébahissement les jeux de pouvoir, complètement fous à certains égards, de la Françafrique...
8. « Ceux qui marchent ensemble ». Voir p. 18.
9. *Rwanda, le génocide évitable*, rapport de l'OUA.
10. Front patriotique rwandais.
11. Gérard Prunier, *Rwanda, histoire d'un génocide*, Dagorno, 1997. L'avis de Prunier est d'autant plus intéressant qu'en sa qualité de membre du secrétariat aux Relations internationales du Parti socialiste français, cet historien de métier a participé de très près à la mise en place de Turquoise. Il raconte par le menu et du dedans le montage de cette opération.
12. *L'horreur qui nous prend au visage. L'État français et le génocide au Rwanda*, op. cit.
13. Jean-Paul Gouteux, *La Nuit rwandaise...*, op. cit.
14. Cité in Jean-Paul Gouteux, *La Nuit rwandaise...*, op. cit.
15. Vue de chez nous, la politique africaine de la France ignore les clivages gauche/droite.
16. Jean-Philippe Rémy « Les erreurs et les étranges témoins du juge Bruguière », *Le Monde*, 28 novembre 2006.
17. Christophe Ayad, « Un témoin rwandais récuse le juge Bruguière », *Libération*, 4 décembre 2006. L'article comporte une foule d'autres informations tout aussi hallucinantes. Elles font souvent éclater de rire, même s'il s'agit d'une affaire particulièrement grave.
18. Olivier Guland, *Le Pen, Mégrét et les Juifs*, La Découverte, 2000.
19. Patrick de Saint-Exupéry, *L'Inavouable, la France au Rwanda*, op. cit.
20. Il était ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de cohabitation, pendant le génocide.
21. Patrick de Saint-Exupéry, *L'Inavouable, la France au Rwanda*, op. cit.
22. Il est difficile de décider ici si l'ancien ministre s'exprime ainsi par embarras ou par mauvaise foi. La « communauté internationale » avait déjà « fait son mea culpa » au moment où ces propos étaient recueillis par RFI. M. Juppé ne pouvait non plus ignorer en 2004 que – en plus de la Belgique – les États-Unis, l'OUA et l'Onu avaient présenté publiquement leurs excuses au peuple rwandais.
23. Ce sont : Aircrige (Association internationale de recherches sur les crimes contre l'humanité), la Cimade (Service œcuménique d'entraide), Obsarm (Observatoire des transferts d'armement) et Survie.
24. Cette observation ne vise pas à dénier à des non-Africains le droit de parler de nos problèmes. En outre, pour des raisons évidentes, la remarque ne concerne pas les auteurs de la région des Grands Lacs. La fiction africaine aussi – dans le sillage de « Rwanda : écrire par devoir de mémoire » – fait une place de plus en plus importante au génocide.
25. Bien malin qui pourrait d'ailleurs dire ce qu'ils pensent réellement. Suivez-les après ce passage à la banque et vous les entendrez peut-être s'extasier : l'Afrique, c'est formidable, on est solidaires, nous, on n'est pas comme ces Blancs qui laissent mourir leurs vieux parents dans une amère solitude, etc. Ça aussi c'est du *black is beautiful*.
- 26.

L'Afrique du Sud fait exception. La lutte contre l'apartheid a démontré la nécessité et les vertus d'une mobilisation continentale.

27.

La WADR est une initiative régionale d'Open Society Initiative for West Africa (Osiwa). Elle a « une représentation [...] dans chacun des trois pays membres de l'Union du fleuve Mano que sont la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone ». Il est significatif que ce projet et d'autres dans le domaine télévisuel voient le jour maintenant. Cela tend à montrer que la fin du monopole des médias étrangers sur l'Afrique est inéluctable même si elle n'est sans doute pas aussi proche qu'on le voudrait.

II

Ô PAYS, MON BEAU PEUPLE !

Le Sénégal entre Cheikh Anta Diop et Senghor

La célébration, le 7 février 2006, du vingtième anniversaire de la mort de Cheikh Anta Diop a été suivie le 9 octobre par celle du centenaire de la naissance de Léopold Sédar Senghor. Cette année n'a donc pas été, pour le Sénégal, tout à fait pareille aux autres, tant la rivalité entre ces deux grandes figures de notre histoire contemporaine reste vivace, même après leur disparition. Premier président du Sénégal, Senghor a toujours eu en face de lui un irréductible adversaire en la personne de Cheikh Anta Diop. De fait, l'enjeu est de taille : une nation tout entière a pu faire le point sur son aventure intellectuelle et politique au XX^e siècle. Diop et Senghor, hommes de conviction, ont pesé sur notre destin, chacun à sa manière. Leur affrontement vaut donc surtout par ce qu'il pourra nous révéler en fin de compte sur nous-mêmes.

L'un était *mouride* et *wolof* ; le second *catholique* et *sérère*. Force est pourtant de reconnaître que ces différences-là n'ont jamais été sérieusement prises en considération, ni par les intéressés ni par leurs partisans. Pays musulman à 95%, le Sénégal a été dirigé pendant deux décennies – sous Senghor justement – par un catholique. Ses deux successeurs, de confession musulmane, ont tour à tour occupé le palais présidentiel avec leurs épouses chrétiennes et cela n'a jamais gêné personne.

L'absence de focalisation ethnique ou confessionnelle dans le long duel entre Diop et Senghor n'en étonne pas moins, car les deux hommes ont presque été des ennemis à certaines étapes de leurs parcours. L'auteur de *Nations nègres et culture*¹ a connu les rigueurs d'un mois de détention préventive à la prison de Diourbel au début de l'hivernage 1962 et Senghor a essayé de contrer autant que possible, parfois par des manœuvres mesquines, la diffusion d'une pensée qui avait le seul tort d'être différente de la sienne.

De toute façon, la vie elle-même semble avoir pris, dès l'origine, un malin plaisir à opposer l'homme de science et le poète.

Bien qu'il ait suivi à la Sorbonne une filière de sciences humaines, Cheikh Anta Diop est surtout un scientifique formé à Henri IV, puis plus tard auprès de Frédéric Joliot-Curie, en physique et chimie nucléaires. Il reste d'ailleurs dans l'imagerie populaire africaine la figure même du savant perdu dans d'intenses cogitations, austère et paisible. Au moment où il se demande dans un texte de 1975 « comment enraciner la science en Afrique noire », Senghor s'est déjà rendu célèbre par une de ses formules les plus controversées : « L'émotion est nègre comme la raison hellène. » Cheikh Anta Diop conteste clairement cette affirmation dans *Nations nègres et culture*. Tout en la trouvant d'une « admirable beauté », il y voit la preuve d'une aliénation certaine de son auteur, qu'il n'hésite pas à présenter comme un de ces « Nègres d'une haute intellectualité » qui vont jusqu'à « codifier ces idées nazies d'une prétendue dualité du Nègre sensible et émotif, créateur d'art, et du Blanc fait surtout de rationalité ».

Face à Cheikh Anta Diop que l'on peut dire d'un seul tenant, l'ondoyant Senghor serait plutôt un être d'entre les eaux. Ancien de Louis-le-Grand, agrégé de grammaire en 1935, Senghor donne en effet l'impression d'avoir cherché toute sa vie à savoir qui il était pour de vrai. Faute d'avoir pu répondre à cette question, il semble avoir choisi d'assumer jusqu'à la suprême souffrance, avec une infernale loyauté, les parts les plus opposées de son âme. Après avoir chanté Joal et avoué sa dette à la poétesse Marône, il a dit mieux que quiconque l'épopée de Chaka et pleuré avec une bouleversante sincérité Martin Luther King « couché une rose rouge à la gorge ». Cela n'empêche pas ses détracteurs de lui reprocher une valorisation excessive de la culture occidentale. On rapporte que, prisonnier de guerre pendant deux ans, il stupéfie le gardien de son *stalag* qui le surprend en train de lire en latin et en grec des auteurs de l'Antiquité. L'officier allemand l'aurait pris à partir de ce jour sous son amicale protection. L'histoire est peut-être trop édifiante pour ne pas être un peu arrangée. Ce n'est pourtant qu'une des nombreuses anecdotes qui ont fini par valoir à Senghor la réputation qu'on lui connaît. Au cours de telle séance de l'Académie française, les limites du ridicule sont presque dépassées : en désaccord avec Jean Guittou sur la définition d'on ne sait quel mot, il se lance fougueusement dans une longue réfutation en... latin, langue dans laquelle lui répond avec autant de flamme son adversaire du jour. On imagine les visages ébaubis des collègues et surtout leur ravissement : quel meilleur hommage à la mission civilisatrice de l'Occident que cet improbable humaniste négro-latin, en qui d'ailleurs certains feignent de voir, paraît-il, « un poète français de race sénégalaise » ? L'envie est grande, juste pour être taquin, de retourner la formule. Elle n'a heureusement aucun sens : jusqu'à preuve du contraire, les Sénégalais sont une nation, pas une race.

Père de l'indépendance de son pays – proclamée le 4 avril 1960 –, Senghor en a aussi été, tout naturellement, le premier chef de l'État pendant près d'un quart de siècle. Il avait été auparavant, à partir des années cinquante, une des deux ou trois plus importantes personnalités de la vie publique

nationale. Fondateur du Bloc démocratique sénégalais en 1948, député au Palais-Bourbon et secrétaire d'État dans un gouvernement dirigé par Edgar Faure, il avait su mener de pair, avec constance, son combat politique et de rudes batailles philosophiques.

Cheikh Anta Diop a, quant à lui, créé plusieurs partis politiques et le plus important d'entre eux a sans doute été, le 3 février 1976, le Rassemblement national démocratique. Il s'était distingué pendant sa jeunesse dans le mouvement des étudiants du Rassemblement démocratique africain, formation politique résolument anticolonialiste dès sa fondation, en octobre 1946, à Bamako.

Dans la biographie consacrée à Diop par son fils Cheikh M'Backé, figure un épisode intéressant mais assez peu connu de la carrière du premier nommé : « Peu de temps avant la création, en 1946, du Rassemblement démocratique africain, Cheikh Anta Diop croit en l'aptitude de Léopold Sédar Senghor à défendre les intérêts africains tels que lui, Cheikh Anta Diop, les conçoit. Il lui accorde son soutien en pays Baol-Cayor lors d'élections locales². »

Ainsi donc, il s'en est fallu de peu pour que l'Histoire fût totalement autre... Mais Diop reviendra bien vite de cette illusion, que l'on peut dire de jeunesse. Il n'avait en effet que vingt-trois ans. Senghor et lui incarneront toute leur vie durant, sur le terrain politique, l'homme de pouvoir et l'opposant. Cette fracture initiale va marquer à tout jamais leurs relations. Entre les deux rivaux, les divers champs de conflits ne seront en fait étanches qu'en apparence. On ne doit donc pas s'étonner de voir les lignes de clivage se frôler et s'estomper avant de réapparaître inopinément de nouveau ailleurs, à la faveur de tel ou tel événement particulier.

Que reste-t-il aujourd'hui des héritages respectifs de Diop et de Senghor dans la mémoire collective sénégalaise ?

Lorsque Senghor se retire avec sagesse et panache du pouvoir le 31 décembre 1980, il n'est pas certain que ses administrés aient envie de le retenir. Son geste leur inspire respect et admiration, mais sans doute aussi se sentent-ils secrètement soulagés. L'homme, ni violent ni arrogant, avait malgré tout un côté Père de la Nation quelque peu abusif. Il avait été pendant si longtemps présent au devant de la scène que son départ ne pouvait être vécu que comme le début d'une nouvelle ère. Abdou Diouf, son successeur, ne s'y trompe d'ailleurs pas qui déclare aussitôt : « Plus rien ne sera comme avant. » La société sénégalaise espérait-elle un de ces mystérieux déblocages dont rêvent tous les peuples après un règne politique trop long et pour cela même quelque peu suffocant ? Après le cycle de sécheresse entamé en 1968, l'aggravation de la crise économique justifiait, elle aussi, des attentes nouvelles. Comment pouvait-il en être autrement ? Il suffit d'observer ceci, qui est hautement symbolique : lorsque Senghor passe le témoin à Diouf, les Sénégalais nés l'année de l'indépendance viennent d'avoir exactement vingt et un ans, l'âge même de la majorité légale. Pure coïncidence ? On peut

soupçonner le poète d'avoir passé là, en secret, un malicieux pacte avec le hasard...

Aujourd'hui, avec le recul, on peut dire de Senghor qu'il a essayé de faire de son mieux dans des conditions politiques extrêmement difficiles. Ses funérailles et l'extraordinaire émotion ressentie à l'annonce de sa mort ont bien montré la gratitude de toute une nation à son égard. Il n'est pas rare d'entendre dire qu'il a gouverné le Sénégal avec un certain esprit de justice et forgé un État moderne et relativement bien organisé. Cela est d'autant plus remarquable qu'il lui a fallu faire face, pendant des décennies, à des adversaires implacables. Sans parler d'Abdoulaye Ly, de Cheikh Anta Diop ou de Mamadou Dia, il a dû ferrailler avec nombre d'autres théoriciens pleins d'énergie et d'une grande envergure intellectuelle et morale. Il faut rappeler que le Sénégal – où a été créé au milieu des années cinquante l'un des tout premiers partis communistes d'Afrique au sud du Sahara, le Parti africain de l'indépendance (PAI) – a une forte tradition de controverses idéologiques parfois byzantines. Pendant toute l'ère senghorienne et même quelque temps après, les variantes les plus obscures et les plus énigmatiques du marxisme-léninisme y ont prospéré dans une clandestinité toute relative.

Courageux et confiant en ses capacités de persuasion, Senghor n'a pas hésité à naviguer à contre-courant de ce puissant mouvement philosophique. Et bien souvent, sur le terrain strictement intellectuel, il a été presque seul contre tous.

L'histoire de la répression politique pendant ces années-là reste cependant à écrire. Les militants marxistes du PAI ont été en maintes circonstances sauvagement torturés par la police de Senghor et, on l'a vu, Cheikh Anta Diop lui-même a été détenu, pendant peu de temps il est vrai, à la prison de Diourbel. La polémique sur la crise de décembre 1962 revient de temps à autre au premier plan de l'actualité et on ne peut oublier qu'elle a valu à l'ancien président du Conseil, Mamadou Dia, et à certains de ses compagnons une condamnation aux travaux forcés à perpétuité. Ils sont restés en fin de compte une dizaine d'années à la prison de Kédougou, mais ce furent autant d'années de trop car leur procès fut très peu équitable.

On a parfois l'impression que les Sénégalais, si fiers de la poétique douceur de leur premier président, préférèrent ne pas trop s'attarder sur ces zones d'ombre de leur histoire. Par exemple, personne n'a vraiment jamais cru à la thèse du suicide du jeune étudiant maoïste Omar Blondin Diop. Mais qui, en dehors de la famille de la victime, a encore envie de savoir ce qui s'est réellement passé au cours de cette terrible nuit du 13 mai 1971 dans la prison de l'île de Gorée ? Il en est de cette affaire comme de quelques autres que l'on préfère ne pas mettre au passif du bilan de Senghor. Le Sénégal lui doit en grande partie son image d'oasis de paix civile dans une Afrique en proie à de sanglants désordres. Il faut dire que, dans ce pays habitué depuis près de deux siècles aux joutes électorales – même restreintes –, l'armée n'a non plus jamais cherché à s'emparer du pouvoir. Notre bonne réputation est loin d'être

surfaite mais elle ne doit pas faire oublier que, du temps de Senghor, les élections – fondement de la légitimité de tout pouvoir – n'étaient ni libres ni transparentes. Elles étaient entachées de fraudes gigantesques que l'on n'ose même pas imaginer de nos jours. S'il y avait eu des observateurs à l'époque, ces scrutins auraient sûrement fait hurler de rire les plus bienveillants d'entre eux. Il était également loisible à tout citoyen de créer un parti ou un syndicat, mais seules les organisations pro-gouvernementales pouvaient avoir une existence réelle. Les autres, étroitement surveillées, ne pouvaient ni agir ni être visibles, car les médias étaient sous le contrôle absolu de l'État. Des cache-sexe sémantiques comme *parti unifié* ou *parti dominant* ont longtemps servi à masquer une réalité bien moins séduisante : nous vivions sous la loi du parti unique de fait, qui dévorait avec une rare voracité toutes les institutions.

Ces pratiques senghoriennes n'étaient guère élégantes, mais la vérité oblige à dire que cela n'allait pas plus loin. Sans être aussi démocrate qu'on le croit, il n'avait pas cependant instauré dans le pays un climat de terreur. Chacun pouvait exprimer publiquement ses opinions sans risquer de recevoir la visite des services de sécurité. Senghor n'a sans doute jamais été tenté par une répression massive et brutale. Il y était hostile autant par tempérament que par habileté. Fin politique, il aurait probablement souscrit à la distinction établie par un célèbre humoriste entre la dictature et la démocratie : la première, disait ce dernier, signifie « ferme ta gueule ! » et la seconde « cause toujours, tu m'intéresses... ». Le président sénégalais avait compris qu'il valait mieux étouffer ses adversaires que d'en faire des martyrs. Ils pouvaient parler tant qu'ils voulaient puisque leurs voix ne portaient pas loin. Très souvent d'ailleurs ils finissaient, de guerre lasse, par faire allégeance à Senghor. Celui-ci, grand seigneur, les accueillait à bras ouverts et, au lieu de les écraser de son mépris, leur témoignait beaucoup d'égards.

Il importe de souligner ici, puisqu'il s'agit de comparer les deux hommes, que Cheikh Anta Diop est l'un des rares leaders politiques importants à lui avoir refusé ce plaisir. Et ce n'est pas faute, pour Senghor, d'avoir essayé. Dans un texte fondamental de *Taxaw*, le journal de son parti, le Rassemblement national démocratique (RND), Diop a fait en 1979 d'intéressantes révélations sur les manœuvres d'approche du régime à son endroit. Il y écrit par exemple ceci : « En 1963, après le départ du président du Conseil Mamadou Dia, Senghor entreprit des négociations avec le BMS (Bloc des masses sénégalaises) qui menaçait alors la stabilité du régime. Il nous offrit 5 postes ministériels (2 ministères pleins et 3 secrétariats d'État dont celui aux Affaires étrangères, à créer en cas d'accord) et le quart des députés de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire 13 députés d'abord puis 20 après la rupture avec le PRA (Parti du rassemblement africain). Cette offre était assortie d'une condition expresse : le BMS devait, sans discussion idéologique, se saborder. » Diop refuse de souscrire à ce qui n'était pour lui qu'un vulgaire partage du gâteau. Pour le tenter, Senghor lui glisse, malin comme toujours : « Quand la confiance régnera, tu feras ce que tu voudras. »

Sans succès. Les offres alléchantes de Senghor ont cependant réussi à diviser le parti de Cheikh Anta Diop, car certains membres de sa direction lâchent leur leader. Le BMS est dissous par le pouvoir et Diop crée aussitôt une autre formation, le Front national sénégalais (FNS). Senghor revient à la charge. C'est qu'il est absolument décidé à le rallier, lui, Cheikh Anta Diop, et personne d'autre. Ce dernier rejette ses nouvelles propositions. Résultat : le FNS ne sera jamais reconnu. Treize ans plus tard, en 1976, Diop fonde le Rassemblement national démocratique. Non seulement Senghor ne donne pas de récépissé à cette formation, mais il va jusqu'à modifier la Constitution pour limiter le nombre de partis à quatre, dans des termes excluant précisément le RND.

Comme on le voit, l'affrontement a souvent été direct. La stature intellectuelle de l'un et de l'autre ne pouvait que rendre leurs relations plus orageuses. Senghor a toujours paru croire que Diop le rejetait plus en tant qu'être humain qu'à cause de leurs divergences d'opinion. Il n'arrêtait pas de brocarder dans ses discours l'« opposition crypto-personnelle » de Diop. Ceux qui avaient un tant soit peu pratiqué Cheikh Anta Diop mesuraient bien l'inanité de cette accusation. Agacé, celui-ci finit d'ailleurs par y réagir de manière cinglante, par le rappel historique que voici, bien peu glorieux pour Senghor : « Lorsqu'en 1955, avant même la loi-cadre, la France, sous le gouvernement Faure dont Senghor était membre, envisagea de repenser ses liens politiques avec ses colonies africaines, il fut décidé que Senghor et moi-même écrivions dans le numéro 8 de la NEF les deux articles de doctrine devant inspirer plus ou moins largement les futures réformes ; en tout cas ces deux textes devaient constituer des éléments de référence. Malgré l'aspect pressant de l'appel, en accord avec les étudiants du RDA de l'époque, je refusai de fournir le texte demandé, car cela revenait à cautionner des réformes qui ne pouvaient avoir dans l'immédiat qu'un contenu néo-colonialiste : s'agissait-il d'une opposition crypto-personnelle ou d'une différence de convictions idéologiques ? Aujourd'hui encore, c'est l'essence néo-colonialiste du régime de Senghor qui est en cause et non sa personne³. »

À l'arrivée, le constat est en tout cas pour le moins gênant : faute de pouvoir « calmer » Cheikh Anta Diop par l'octroi d'avantages matériels, Senghor a systématiquement dissous ou refusé de reconnaître les partis qu'il a créés. On est dès lors en droit de se demander dans quelle mesure le Sénégal était, déjà à cette époque, une *exception démocratique*, comme tout le monde se plaît à le dire. Peut-être serait-il plus exact de parler de *paradoxe sénégalais* : un système politique faussement pluraliste, bafouant avec cynisme le suffrage universel mais autorisant une large liberté d'expression.

Cette anomalie est en quelque sorte notre secret de famille. Pour ne pas écorner une si belle image, nos hommes politiques, dont certains ont beaucoup souffert du régime senghorien, choisissent apparemment aujourd'hui de ne plus se souvenir de leurs épreuves. On a ainsi entendu un

ancien adversaire farouche de Senghor déclarer avec un fort accent de sincérité que, au regard de l'Histoire, le président-poète s'était montré bien plus clairvoyant sur les grandes questions de notre temps que ses adversaires d'extrême gauche, pour ne nommer que ceux-là. C'était – le détail mérite d'être noté – peu de temps *avant* la mort de Senghor. Une telle indulgence est peut-être renforcée par des comparaisons somme toute flatteuses pour le Sénégal : pendant ces années de plomb, l'Espagnol Francisco Franco, le Portugais Antonio Salazar, le Zaïrois Mobutu Sese Seko, le Haïtien François Duvalier alias Papa Doc, le Chilien Augusto Pinochet et une foule de généraux latino-américains appointés par la CIA se rendaient coupables de violations des droits humains infiniment plus graves. On peut en outre présumer que tous ces politiciens sénégalais, hommes de grande expérience, savent d'instinct à quel point le pouvoir, surtout dans un pays pauvre et dominé, expose à la tentation de la violence aveugle. Senghor a eu la force de ne pas y succomber.

Il est beaucoup question depuis quelques mois du travail poétique de Senghor. Personne ne va se plaindre des hommages qui lui sont rendus à travers le monde. Son pays, qui sait tout ce qu'il lui doit, n'est pas en reste. Il est cependant logique qu'au Sénégal le concert de louanges soit troublé de temps à autre par quelques fausses notes. On ne saurait reprocher à un essayiste ivoirien ou à un romancier belge de n'avoir en tête, lorsqu'on lui parle de Senghor, que l'écrivain – admirable au demeurant. Un intellectuel sénégalais aura, lui, bien plus de mal à se taire sur les autres facettes du personnage. Des souvenirs trop récents nous l'interdisent. Et la vie serait tout de même bien belle s'il suffisait à un chef d'État d'écrire de la grande poésie pour n'avoir pas à rendre compte de ses options et de ses décisions politiques. L'homme a tenu nos destinées entre ses mains et nous avons le devoir de nous interroger sur ce qu'il en a fait. Faute de quoi, nos enfants et leurs fils rateront une part essentielle de leur propre histoire. Et après tant d'années de silence pudique sur la période senghorienne, cette sorte de retour du refoulé fera de toute façon un peu de bien à chacun de nous. Toute une génération – la mienne – l'a combattu et parfois même nous avons prétendu le haïr, mais nous savions qu'au-delà de choix politiques contestables, l'homme était un intellectuel digne de respect. Peut-être même éprouvions-nous parfois pour lui une étrange tendresse. Refaire son parcours est une occasion pour nombre d'entre nous de régler quelques petits comptes avec leur jeunesse. La question qui aujourd'hui taraude chacun dans le secret de sa conscience est : au fond, qu'ai-je réellement pensé, moi, de Léopold Sédar Senghor ? Au cours de cette lutte intérieure toute personnelle l'on est ballotté dans un maelström de sentiments difficiles à maîtriser.

Alors, 2006, *année Senghor* ? Pourquoi pas, si cela doit être l'occasion de revisiter, « sans cruauté inutile ni faiblesse coupable », selon la formule préférée du principal intéressé, nos *années Senghor* ? Le temps n'est peut-être pas venu d'un jugement serein sur l'homme politique et sur son action. Mais

même avec le peu de recul dont nous disposons, nous pouvons nous poser la question suivante : dans quelle mesure Senghor a-t-il préservé le Sénégal d'un pouvoir autocratique, voire dictatorial ? Nul ne le sait. Même s'il nous a fait beaucoup de bien, on hésite à dire qu'il est le meilleur président que nous aurions pu avoir à ce moment de notre histoire. Le choix, ce n'était pas Senghor ou Bokassa. Il y avait certes d'autres alternatives à son régime qu'une de ces « révolutions » bouffonnes qui ont mis bien des pays à genoux. Mais, tout de même, cela a été une chance pour le Sénégal d'être allé à l'indépendance sous la houlette de cet homme-là et non de quelque soudard farfelu et sadique.

Certains exégètes se risquent aujourd'hui à de délicates variations théoriques sur le thème : Senghor président-poète ou poète-président ? Les paris sont ouverts, encore que le jeu ne semble pas d'un bien grand intérêt. Pour ce que l'on a pu constater, Senghor n'a jamais hésité à mettre son éminente position sociale au service de sa carrière littéraire. Pendant tout le temps où il a été au pouvoir, les cadres de son parti et les autorités administratives des localités les plus reculées du pays croyaient devoir dissenter longuement – et à vrai dire de manière confuse et pathétique – sur le parallélisme asymétrique ou sur l'itinéraire spirituel du père Pierre Teilhard de Chardin. Seulement, le père Teilhard de Chardin, tout le monde au Sénégal s'en foutait royalement. Personne ne savait qui c'était ni pourquoi il fallait en parler tout le temps. Mais on en parlait quand même tout le temps, du père Teilhard de Chardin. Peut-on imaginer situation plus... surréaliste, pour un pays africain nouvellement indépendant⁴ ? D'un autre côté, on a l'impression que Senghor était un peu le poète officiel de sa propre cour, déclamant et disséquant ses vers devant des obligés plus ou moins tenus de s'en délecter. Tout cela n'a servi à rien, car le projet de faire de la négritude une idéologie nationale a finalement tourné court. Dès qu'il s'est retiré de la vie publique, les termes *socialisme africain* et *négritude* ont cessé d'être à la mode. Utilisés jusque-là à tout bout de champ, on ne les a presque plus entendus du jour au lendemain.

On peut supposer que l'homme en a conçu sur le tard quelque amertume, dans la mesure où il n'a jamais rien négligé pour laisser à la postérité l'image d'un penseur aux vues pénétrantes, voire prophétiques. La série d'essais intitulée *Liberté*, où sont exprimées ses idées essentielles sur la culture et la politique, témoigne de cette ambition. Ces textes ne sont certes pas négligeables mais ils retiennent l'attention davantage par la qualité du style que par la profondeur et la rigueur de la réflexion. S'ils révèlent la vaste érudition et l'attachement sincère de Senghor à son terroir, il n'en subsiste dans notre mémoire que des phrases joliment tournées, doucement murmurées, toujours les mêmes dirait-on, parfois aériennes, parfois un peu flasques.

Le principal mérite de Senghor est peut-être d'avoir osé assumer une conception du monde franchement idéaliste à une époque où un intellectuel du

Tiers-monde ne pouvait se faire entendre qu'en hurlant quelques idées reçues à propos de la dictature du prolétariat. Les contradicteurs de Senghor annonçaient que ça allait en quelque sorte saigner à l'échelle planétaire. Lui prônait, plus raisonnablement, le brassage entre tous les peuples de la terre. On est parfois tenté de penser que l'Histoire a arbitré en sa faveur. L'idée de métissage – culturel et biologique – parle en effet de plus en plus fort à chaque être humain. Et par ses aspects les plus attrayants, notre monde globalisé ressemble beaucoup à celui que Senghor appelait de ses vœux. Mais à y regarder de près, le « rendez-vous du donner et du recevoir » n'est pas pour demain : l'identité du plus fort est plus que jamais la meilleure, elle est censée s'imposer à l'humanité entière, et les valeurs de vie des nations faibles sont piétinées sans pitié. Elles sont même accusées d'être à l'origine de leur retard économique. Pour l'Africain, le ticket d'entrée au « banquet de l'universel » – autre expression chère à Senghor – est sans aucun doute trop élevé : il lui est d'abord demandé de se dépouiller de sa langue et de sa spiritualité, c'est-à-dire de son âme. Ce n'est naturellement pas ainsi que l'entendait l'écrivain. Il se trouve, hélas, que les agissements des pays riches démentent le rêve obstiné de l'humaniste au « cœur catholique ».

Pour nos lycéens qui ne le connaissent que de nom, il est la figure tutélaire du grand poète. Au Sénégal et dans d'autres pays africains, tous connaissent par cœur *Femme noire* et *Jol*. Des plus célèbres aux moins connus, la plupart des jeunes écrivains d'Afrique noire, surtout francophone, se placent sans réserve sous son autorité. En témoignent les ouvrages que nombre d'entre eux lui ont consacrés en cette année du centenaire. L'auteur de *Chants d'ombre* et de *Nocturnes* les fascine, car même l'exercice du pouvoir ne lui a pas fait perdre de vue le primat de la poésie sur la politique.

C'est du reste par la magie de cet art majeur que sa rencontre à Paris avec le Martiniquais Césaire et le Guyanais Damas prend tout son sens. Il en est né un mouvement d'idées qui a donné lieu à une formidable effervescence intellectuelle sur tout le continent africain et parmi sa diaspora. Dans ces âpres combats à l'arme blanche, Senghor a eu plus que sa part de coups. Il fut un temps où l'antisenghorisme virulent était en quelque sorte un *must*. Avec le recul, on peut être tenté de ne retenir du procès de la négritude que l'aspect le plus dérisoire, à savoir les déhanchements virils de quelques jeunes intellos aux dents longues. Mais Stanislas Adotevi, Pathé Diagne, Mongo Beti et quelques autres n'ont pas mené la vie dure à Senghor pour leur seul amusement. Ils avaient de bonnes raisons de soupçonner le chantre de la culture négro-africaine d'être aussi le collaborateur le plus dévoué – pour ne pas dire le plus servile – de l'ancienne puissance occupante.

On sait le rôle important que joue la francophonie au service des desseins hégémoniques de la France en Afrique et dans le reste du monde. Senghor ne s'est pas contenté d'être un de ses Pères Fondateurs – avec les présidents Habib Bourguiba de Tunisie et Hamani Diori du Niger⁵. Il lui a donné, grâce à son aura littéraire, la crédibilité dont elle avait besoin. Il en a été le défenseur

acharné au point de laisser sans doute parfois un peu perplexes les Français eux-mêmes face à ses débordements amoureux à leur égard.

Il en a tant fait que très tôt des doutes sérieux se sont élevés sur sa véritable nationalité. Tous les anciens militants du Rassemblement national démocratique (RND) se souviennent de la *question* régulièrement posée en première page à chaque livraison de *Taxaw*, le journal du parti dirigé par Cheikh Anta Diop. Voici comment elle était formulée : « Les citoyens sénégalais ont le droit de savoir si l'homme qui assure la magistrature suprême a pris sa retraite de la fonction publique française à l'âge de 65 ans, alors qu'il est président de la république du Sénégal, et s'il en est ainsi à quel titre il a pu le faire. Autrement dit, Senghor a-t-il conservé, implicitement ou explicitement, la nationalité française jusqu'à présent ? » L'intéressé n'a jamais répondu, mais l'affaire était devenue un sujet de plaisanterie au sein du RND. Chaque fois qu'un militant parlait de la *question*, chacun savait à quoi il faisait allusion et c'était aussitôt parti pour toutes sortes de moqueries patriotiques contre certains leaders à la voix zozotante et entièrement vendus aux forces étrangères.

En outre, dans toutes ses déclarations publiques, Cheikh Anta Diop dénonçait une indépendance purement nominale d'un pays où l'assistance technique française constituée en « gouvernement parallèle » détenait, sous les dérisoires grimaces de souveraineté de ses laquais, la réalité du pouvoir.

Il convient d'ailleurs de s'arrêter un instant pour poser une autre question dont la réponse ne va pas de soi, en dépit des apparences : quelle a été la place exacte de Senghor dans le dispositif de la Françafrique ? La Françafrique, ça sent le pétrole, elle évoque les forêts dévastées par d'affreuses mafias du bois, le trafic d'armes, l'industrie du jeu, les mercenaires et les barbouzes spécialistes du coup-d'État-clés-en-main et les milliards voltigeant de compte en compte entre deux parties de chasse ou de jambes en l'air. Ses figures emblématiques, côté africain, sont des putschistes ignares, lourdauds et sanguinaires, prenant très docilement leurs ordres à Paris⁶.

Ce profil ne correspond sur aucun point à celui de Senghor, par ailleurs président d'un pays totalement dépourvu de ressources naturelles. Il n'est donc concerné en rien par les aspects les plus hideux du couple français-africain : les diamants de Bokassa, le procès Elf, les assassinats politiques d'opposants, bref, par toutes ces sombres affaires de sexe, de sang et d'argent entre maîtres et valets à l'âme également corrompue.

Cela dit, on peut penser que d'un point de vue stratégique, Senghor a mieux servi la Françafrique que la plupart de ses pairs. Chef d'État bien sous tous rapports, intègre et policé, il a su être utile à l'ex-puissance coloniale sur la durée et dans la profondeur. Qui d'autre que lui aurait pu élaborer le projet francophone, devenu si rentable qu'il étend ses tentacules politiques dans les directions les plus inattendues ? Une universitaire française a récemment résumé le cas du poète de Joal – au cours d'une discussion privée – par cette formule lapidaire et pleine de sens : « Senghor, c'était le colonisé

introuvable. » Le moins que l'on puisse dire, c'est que son cœur a un peu trop souvent balancé entre la France et l'Afrique. Un passage d'*Un long chemin vers la liberté*⁷ – l'autobiographie de Mandela – laisse cependant songeur.

Ce texte vaut réellement le détour.

Nous sommes au début des années soixante. De retour d'une réunion à Addis-Abeba, Nelson Mandela et Oliver Tambo font une tournée clandestine des capitales africaines pour trouver des armes, des camps d'entraînement et de l'argent pour Umkhonto We Sizwe, la branche militaire que vient de créer l'African National Congress (ANC). Ils sont bien reçus par William Tubman du Liberia, Julius Nyerere de Tanganyika, Sékou Touré de Guinée, Habib Bourguiba de Tunisie, parmi d'autres dirigeants du continent. La capitale sénégalaise est, en ce mois de février 1962, la dernière étape de leur périple et voici, dans son intégralité, le récit que Mandela en fait :

« La grâce des bateaux de pêche très fins qui glissaient dans le port de Dakar n'avait d'égale que l'élégance des Sénégalaises qui se glissaient dans la ville vêtues de robes flottantes et la tête recouverte d'un turban. Je me promenais sur la place du marché voisin, enivré par les épices et les senteurs exotiques. Les Sénégalais sont beaux et j'ai beaucoup aimé notre bref séjour dans leur pays. La société montre comment des éléments très disparates – français, islamiques et africains – peuvent se mêler pour former une culture unique et distincte.

En allant voir le président Léopold Senghor, Oliver a été victime d'une violente crise d'asthme. Il a refusé de rentrer à l'hôtel et je l'ai porté sur mon dos pour monter dans le bureau du président. Senghor était très inquiet de voir Oliver dans cet état et il a insisté pour que son médecin personnel le soigne.

On m'avait conseillé de me méfier de Senghor, car on disait que les soldats sénégalais combattaient avec les Français en Algérie et que lui-même aimait un peu trop les coutumes et les charmes de l'ancien régime. Dans les nouvelles nations, il y aura toujours une attirance durable pour le mode de vie des colonisateurs – moi-même je n'en étais pas exempt. Le président Senghor était un universitaire et un poète ; il nous dit qu'il réunissait des documents sur Chaka et il nous flatta en nous posant quantité de questions sur le grand guerrier sud-africain. Nous lui fîmes un résumé de la situation de notre pays et nous lui demandâmes une aide pour l'entraînement de nos soldats ainsi que de l'argent. Senghor nous répondit qu'il avait les mains liées jusqu'à la réunion du Parlement.

En attendant, il voulait que nous parlions avec le ministre de la Justice, M. Daboussier [sic], des problèmes d'entraînement militaire, et le président me présenta une très belle jeune fille française qui, m'expliqua-t-il, serait notre interprète. Je n'ai rien dit, mais j'étais gêné. Je ne me sentais pas à l'aise à l'idée de parler de questions très délicates d'entraînement militaire devant une jeune femme que je ne connaissais pas et dont je ne savais pas si je pouvais lui faire confiance. Senghor a compris mon embarras, car il m'a dit : « Ne vous inquiétez pas, Mandela, les Français d'ici s'identifient tout à fait

avec nos aspirations d'Africains. »

Quand nous sommes arrivés chez le ministre, nous avons rencontré des secrétaires africaines à la réception. L'une d'elles a demandé à la Française ce qu'elle faisait là. Elle lui a répondu que le président l'avait envoyée pour servir d'interprète. Une discussion s'ensuivit et une des secrétaires se tourna vers moi pour me demander : « Parlez-vous anglais, monsieur ? » Je lui dis oui et elle répondit : « Le ministre parle anglais, vous pourrez discuter directement avec lui. Vous n'avez pas besoin d'interprète. » La jeune femme resta là pendant que j'allais parler au ministre qui promit de répondre à nos demandes. Au bout du compte, Senghor ne nous fournit pas ce que nous étions venus chercher, mais il me procura un passeport diplomatique et nous paya le voyage en avion de Dakar à Londres. »

Ce compte rendu n'est assorti d'aucun commentaire par Mandela. Était-ce nécessaire ? Le comportement de Senghor parle de lui-même et, à vrai dire, il fait froid dans le dos. Il ne serait certes pas juste de limiter son rôle dans la lutte contre l'apartheid à cette séquence terriblement troublante. Mais il n'est pas non plus question de faire comme si ce Senghor-là n'avait jamais existé. Il s'agit ici de faits d'histoire et on ne peut détourner les yeux quand soudain, derrière le visage émouvant de l'auteur de *Chaka*, surgit celui, inquiétant, d'un politicien sans états d'âme, bien à l'aise dans son camp, qui n'était manifestement pas celui du peuple sud-africain opprimé.

Senghor a été inhumé à Dakar au cimetière catholique de Bel-Air, mais c'est à Verson qu'il a passé les vingt dernières années de sa vie. C'est d'ailleurs dans cette même petite ville normande que se trouve, contre tout bon sens, le Fonds Senghor. Quand il y est mort, le jeudi 20 décembre 2001, une polémique très révélatrice a éclaté dans les médias. L'absence totale d'intérêt des autorités françaises pour l'événement a choqué de très nombreuses personnes au Sénégal et à l'étranger. L'écrivain Erik Orsenna a ainsi signé dans le quotidien français *Le Monde* un article intitulé : « J'ai honte⁸ ! » On ne s'arrêtera pas sur l'hypocrisie de ce texte et de quelques autres de même inspiration. Il importe surtout de noter à quel point cette controverse est un aveu : au moment même où le Sénégal et l'Afrique pleuraient Senghor, il semblait évident pour tout le monde qu'il devait l'être au moins autant dans toutes les chaumières de France et de Navarre. Se plaindre d'une telle ingratitude à son égard revenait à reconnaître avec une certaine candeur que Senghor avait toujours été au service de ce pays étranger. Avait-il servi ce pays davantage que son Sénégal natal ? Là est le casse-tête. Qu'il soit si malaisé de le résoudre suffit à montrer l'extrême complexité du personnage.

Cette difficulté des intellectuels à se faire une opinion est loin d'être partagée par la majorité de la population. Le peuple sénégalais continue à voir en Senghor un dirigeant d'une grande humanité, partisan du dialogue à tout prix et avec tout le monde. Les plus âgés repensent parfois avec un petit sourire attendri à l'homme à la voix si particulière, qui ponctuait ses phrases

des mêmes expressions un peu mystérieuses : « or donc », « hic et nunc », « au demeurant », « homo senegalensis », etc. Au pays des Quatre Communes, on ne pouvait qu'admirer le « premier agrégé de grammaire d'Afrique noire », plus fort que les Toubabs eux-mêmes dans leur langue et dans leurs bonnes manières.

*

Cheikh Anta Diop, homme d'un seul combat – mené sur plusieurs fronts – est né le 29 décembre 1923 à Caytu, petite bourgade du Baol, située à environ 150 kilomètres à l'est de Dakar. À l'inverse de Senghor, personne n'a jamais pu déceler chez lui la moindre ambivalence intellectuelle ou politique. De lui on peut dire en paraphrasant un mot récent de Césaire : Nègre il était, Nègre il est resté jusqu'à la fin. Cela ne signifie nullement que l'homme était dogmatique. Il était au contraire nuancé et circonspect en dépit de la force contagieuse de ses convictions.

Diop est venu très tôt à Dakar, dès l'âge de treize ans. Il y a vécu auprès de sa mère Magatte Diop dans le quartier populaire de la Médina, plus précisément à l'angle des rues 7 et 16, tout en fréquentant l'actuel lycée Lamine Guèye. L'établissement, où Senghor avait également été inscrit quelques années plus tôt, s'appelait à l'époque Van Vollenhoven et était le plus prestigieux de toute l'Afrique noire dite française.

Il est à signaler que Cheikh Anta Diop en sort en 1945 titulaire des deux baccalauréats, scientifique en juin et littéraire en octobre. Le fait est rarissime mais peu surprenant : aux yeux de tous ceux qui l'ont approché dans cette période de sa vie, il faisait figure de surdoué. Dès la classe de troisième, l'adolescent avait inventé un alphabet destiné à une transcription unifiée, sur le long terme, de toutes les langues africaines. L'affaire n'a pas eu de suite, mais elle montre l'enracinement précoce des idées de Cheikh Anta Diop ainsi que son attrait pour la recherche scientifique. Il en relativisera d'ailleurs lui-même la portée en 1960 avec sa pudeur coutumière : « ...mes recherches datent de la classe de troisième au lycée Van Vollenhoven à Dakar. Elles étaient enfantines, je l'avoue. Je commençais à m'interroger sur l'étymologie de certains mots wolofs et à me demander si nous ne pouvions pas avoir une écriture autonome. Je finis par créer, à l'époque, un alphabet avec des caractères spéciaux, alphabet que j'avais remis à Cissé Ndiarmèw, du Comité CFA de Dakar (1944). J'ai renoncé depuis à ce système d'écriture autonome. M. Cissé, s'il l'avait accepté par sympathie paternelle, c'est parce qu'il était sûr que le résultat était au bout de ces recherches... [...] Je me destinais à une carrière purement scientifique. J'avais reçu une éducation qui faisait de moi un Africain instruit mais pas cultivé et j'ai ressenti un vide culturel⁹. »

Il se rend en France en 1946 grâce à une bourse de la municipalité de Dakar et se fait remarquer dans les milieux africains de Paris tant par son parcours universitaire exemplaire que par son activité dans les mouvements anticolonialistes.

Le 9 janvier 1960 reste une date majeure dans sa vie intellectuelle. C'est le jour de sa soutenance de thèse de doctorat d'État sur le sujet suivant : *Étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique, de l'Antiquité à la formation des États modernes*. Il avait dû renoncer à sa première soutenance en 1954 alors que le texte en avait déjà été écrit : ses opinions heurtaient de front celles du monde académique dominant et, en raison du caractère par ailleurs pluridisciplinaire de ce travail de recherche, le jury n'avait pu être constitué. Il devait être publié très vite, en 1954, sous le titre *Nations nègres et culture*, à Présence africaine, maison d'édition créée à Paris sept ans plus tôt par Alioune Diop.

Quant à la présentation de la thèse mentionnée plus haut, elle est un véritable événement. Tout ce que la France compte d'étudiants africains turbulents et progressistes était présent. Chacun comprenait bien que la démarche de Cheikh Anta Diop était un défi à la toute-puissante institution universitaire française. Les débats sont houleux et anormalement longs – plus de six tours d'horloge. L'étudiant Diop se défend pied à pied. Il n'est pas du tout impressionné par ces enseignants pleins de fatuité et habitués à semer la terreur autour d'eux. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas une soutenance ordinaire, car les auditeurs massés dans la salle Louis-Liard de la Sorbonne expriment bruyamment leurs opinions, bien entendu nettement favorables au candidat rebelle.

La mention *honorable* qui est attribuée à son travail équivaut, dans le système français, à une interdiction pure et simple d'enseigner. C'est une double infamie. D'abord, la Sorbonne ferme les yeux sur les mérites d'un des penseurs les plus profonds et féconds de son temps pour sanctionner, avec une rare mesquinerie, son indépendance d'esprit. En second lieu, Cheikh Anta Diop rêvait de pouvoir transmettre ses connaissances aux jeunes Africains. Cela ne lui est pas permis. Le président Senghor n'hésitera pas par la suite à s'appuyer sur cette décision inique d'un jury de la Sorbonne pour lui interdire d'exercer toute fonction d'enseignement à l'université de Dakar.

Mais par une de ces ironies dont l'Histoire a le secret, cette université porte aujourd'hui son nom. Il en est de même de l'Institut de recherche où Cheikh Anta Diop avait installé un laboratoire de carbone 14 – l'Institut fondamental d'Afrique noire, IFAN – et aussi, accessoirement, de la plus longue avenue de Dakar, l'ancienne route de Ouakam, qui passe justement devant l'université ! Au-delà de ces hommages posthumes, il importe surtout de relever que l'interdiction d'enseigner, loin de le décourager, a plutôt stimulé les ardeurs pédagogiques du nouveau lauréat. Le jour même de sa soutenance, il annonce dans la presse son retour au Sénégal : « Je vais rentrer définitivement en Afrique noire dès la semaine prochaine et j'essaierai de contribuer à la formation des cadres et de contribuer aussi à l'impulsion de la recherche scientifique aussi bien dans le domaine des sciences humaines que des sciences exactes¹⁰. »

Il sait quels autres défis l'attendent et il n'entend pas ménager sa peine. Il

lui faudra se battre pour une véritable indépendance du Sénégal, mais également pour la création d'un État fédéral en Afrique noire. Et à cette dernière il redonnera le goût de la grandeur en lui démontrant que la civilisation qu'elle a bâtie au fil des millénaires est non seulement à l'origine, mais aussi au cœur de toute l'évolution humaine.

De cet esprit puissant, Césaire dira dès 1955, dans la seconde édition du *Discours sur le colonialisme* : « Je ne m'étendrai pas sur le cas des historiens, ni celui des historiens de la colonisation, ni des égyptologues, le cas des premiers étant trop évident, dans le cas des seconds, le mécanisme de leur mystification ayant été définitivement démonté par Cheikh Anta Diop, dans son livre : *Nations nègres et culture* – le plus audacieux qu'un nègre ait jusqu'ici écrit et qui comptera, à n'en pas douter, dans le réveil de l'Afrique¹¹. »

Le savant sénégalais ne se contente pas de faire comme tant d'autres avant lui le constat que l'Afrique n'a jamais été une *tabula rasa*. L'intelligentsia occidentale dite éclairée était sans doute disposée à faire une telle concession. Égalité de principe entre toutes les cultures humaines ? Pourquoi pas ? Tant que l'idée est formulée de manière générale, les plus vicieux peuvent faire mine d'en convenir sans s'interdire de ravageuses restrictions mentales. Diop sait que la partie ne sera pas de tout repos. Conscient de s'attaquer aux préjugés les plus profondément ancrés dans la pensée de l'époque, il refuse de rester sur le terrain de l'incantation. Avec le recul, on est frappé par tant de lucide témérité. Mais il ne s'agit ni d'un délire solitaire ni d'affirmations gratuites : Cheikh Anta Diop fournit des arguments de très grande valeur scientifique à ce qui, au mieux, était avancé jusque-là par les intellectuels africains sur un mode purement émotionnel.

Il est aussitôt marginalisé par l'égyptologie occidentale qui refuse parfois, de manière particulièrement frappante, de prendre en compte l'existence même de son travail. Mais Cheikh Anta Diop et les chercheurs acquis à ses thèses à travers le monde continuent à tracer leur voie. Ses disciples sont en majorité des intellectuels négro-africains ou des Nègres de la diaspora. À l'inverse, les adversaires des théories de Cheikh Anta Diop sont souvent soupçonnés de refuser, par préjugé racial, l'idée même d'un rôle prédominant des civilisations noires dans l'histoire de l'humanité. Il en résulte une situation plus propice aux joutes idéologiques qu'à un débat scientifique apaisé. Diop s'est pourtant toujours méfié d'une lecture étroitement politique de ses travaux, car il savait que ce serait un cadeau royal pour les sceptiques de tous bords. Il tenait au contraire à débattre avec ses pairs sur le terrain des preuves et des traces historiques. Aussi lorsque l'Unesco lui demande de s'associer à la rédaction du volume de *L'Histoire générale de l'humanité* relatif à l'Afrique, il assortit son accord d'une condition : la tenue d'une rencontre de haut niveau au cours de laquelle tous les égyptologues vivants feraient le point sur les résultats de leurs travaux. L'Unesco se range à son avis et organise le colloque du Caire du 28 janvier au 3 février 1974 sur le

thème : « Peuplement de l'Égypte ancienne et déchiffrement de l'écriture méroïtique ». Par ce défi intellectuel, Diop et le Congolais Théophile Obenga mettent leurs collègues occidentaux au pied du mur : en persistant dans leurs opinions sans rien pouvoir opposer aux faits soumis à leur examen, ils avoueront qu'ils sont aveuglés par des préjugés culturels, voire raciaux. Diop et Obenga savent que ce qui est en jeu dépasse de loin leurs seules personnes, même si les discussions sont menées avec courtoisie, dans la pure tradition scientifique. À l'issue de ces six jours d'échanges, leurs thèses prévalent très nettement.

La conclusion officielle du colloque du Caire ne laisse planer aucun doute à ce propos. Voici le résumé qu'en donne le biographe de Cheikh Anta Diop :

« Le colloque du Caire marque une étape capitale dans l'historiographie africaine, c'est-à-dire le travail d'écriture de l'histoire africaine. Pour la première fois des experts africains ont confronté, dans le domaine de l'égyptologie, les résultats de leurs recherches avec ceux de leurs homologues des autres pays, sous l'égide de l'Unesco. Les participants [...] ont été frappés par la méthodologie de recherche pluridisciplinaire introduite par Cheikh Anta Diop et Théophile Obenga [...] Les recommandations du colloque reflètent la solidité de l'argumentation présentée par les deux Africains au cours des exposés et des débats et traduisent l'avancée scientifique qui en découle. Si le désaccord a persisté sur la composition ethnique de l'ancienne Égypte, en revanche il a été clairement reconnu que pour la langue et sur le plan culturel en général, l'Égypte pharaonique appartient à l'univers négro-africain. En particulier, l'égyptologue Serge Sauneron (décédé accidentellement quelques années après le colloque du Caire), spécialiste de la langue égyptienne, grammairien, initiateur de la réédition de l'imposant Catalogue de la fonte hiéroglyphique de l'Institut français d'archéologie orientale, reconnaît que l'égyptien ancien n'est pas apparenté aux langues sémitiques. Il souligne, se ralliant à leur méthode de recherche, tout l'intérêt des travaux de comparaison linguistique présentés par Théophile Obenga et Cheikh Anta Diop¹². »

Il n'est pas étonnant qu'un tel homme ait été distingué déjà en 1966 – conjointement avec l'Africain-Américain William B. Dubois – comme l'écrivain dont l'œuvre a eu la plus grande influence sur la pensée nègre du XX^e siècle. Il n'avait que quarante-deux ans... On doit aussi rappeler que Cheikh Anta Diop est ainsi publiquement honoré, au Sénégal même, à l'occasion du Festival mondial des arts nègres organisé par le président Senghor. Encore une preuve, s'il en était besoin, de la complexité des relations entre les deux hommes. Mais en dépit de ces « pauses », le francophile Senghor et l'anticolonialiste Diop ne pouvaient s'entendre sur l'essentiel.

Leur adversité atteignit des sommets quand le second créa, le 3 février 1976, le Rassemblement national démocratique (RND). Toute la vie politique du Sénégal tourna alors pendant quelques années autour des tentatives faites

par Senghor pour priver Diop de cette ultime possibilité d'expression dans un cadre organisé. Le gouvernement finit par évoquer un prétendu non-respect des normes... grammaticales (!) pour faire interdire *Siggi*, le journal de ce même parti¹³.

Il reste à écrire l'histoire du RND, dont Cheikh Anta Diop voulait inscrire l'action dans la durée. Peut-être doit-on surtout y voir une volonté de mieux marquer son territoire après les essais moins heureux que furent le Bloc des masses sénégalaises et le Front national sénégalais.

Tout en étant une formation classique, le RND avait aussi l'ambition de révolutionner la pratique politique. En interne comme vis-à-vis des populations, le discours de ses dirigeants était très soucieux d'éthique et se flattait, non sans raison, d'être atypique. Diop y voyait en particulier un moyen de combler le fossé entre les élites intellectuelles et la grande masse des ouvriers et des paysans sénégalais. Dans les faits, le RND faisait plus penser à un parti paysan qu'à une organisation ouvrière. Cheikh Anta Diop lui-même campait dans un rôle d'interface qui lui convenait à merveille : il appartenait de façon pleine et entière à chacun des deux mondes qu'il voulait mettre en synergie. C'était un homme simple, que personne n'a jamais osé imaginer en queue-de-pie ou – comme dirait le poète David Diop – en train de « pérorer dans les salons de la condescendance ». Venu à Dakar très jeune, il n'a au fond jamais quitté, mentalement, son Baol natal. Il est resté, plus que Senghor sans doute, par toutes les fibres de son être, l'homme de son terroir. Il connaissait et parlait à la perfection le wolof du pays profond, poussant souvent la malice – en privé ou pendant ses meetings politiques – jusqu'à le prononcer exactement à la manière de ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans une école française... Et il savait comme nul autre, d'une seule phrase, s'arrimer dans son camp. Voici par exemple comment il tournait en dérision une Assemblée « nationale » où il était interdit de parler les langues nationales : « *La ñuy wax ca péncum réew ma, su ma leen ko tekkiloon tey jii ci wolof, ngeen gàdduy yat dàqileen*¹⁴ ! » Après avoir bien ri, la foule méditait la gravité des propos de ce « politicien » décidément pas comme les autres, que chacun appelait d'ailleurs affectueusement « Cheikh ». Il venait de rappeler en termes imagés une de ses idées-force : c'est tromper le peuple que de chercher à lui faire croire que le développement et la démocratie sont possibles dans une langue étrangère. Partout, il s'adressait directement aux exclus : « On vous écarte du débat sur votre avenir en vous imposant une langue comprise par une petite minorité. Ne vous laissez pas impressionner par ces grands mots, vous êtes capables de savoir ce que disent ces gens, vous êtes même capables de savoir que c'est à la fois stupide et nocif pour notre nation ! »

En d'autres circonstances, il se voulait pédagogue, essayant de montrer à quel point il est difficile de concilier éthique et politique dans un pays en proie au doute : « *Nit ñi dañ leen a na nax ba soo leen waxee dëgg sax tas seen yaakaar*¹⁵ ! »

On pourrait multiplier ces exemples à l'infini. En ces moments-là, son goût du parler juste et vrai était encore plus manifeste. Dès qu'il lâchait le français pour le wolof, sa manière de *dire* changeait, de même que l'expression de son visage et sa gestuelle. On était alors surpris de découvrir chez le savant un style très personnel et le goût des petites phrases lentement travaillées, riches de meurtriers sous-entendus. Il n'avait rien de commun avec ces hommes politiques que l'on a souvent vus souffrir le martyre pour s'exprimer dans leur langue maternelle et « faire peuple », le temps d'un meeting¹⁶.

Jamais on n'a dénoncé de manière aussi mordante le système de domination néocolonial incarné par Senghor. Cheikh Anta Diop n'eut donc aucun mal à regrouper autour de lui des courants significatifs de la gauche intellectuelle sénégalaise, parmi lesquels nombre d'anciens combattants, encore imberbes cependant, de la contestation estudiantine, qui un temps rêvèrent gravement d'encercler les villes à partir des campagnes.

Vers la fin de sa vie, notamment après le départ de Senghor du pouvoir, Diop perdit de son influence politique. Le RND, miné par des dissensions internes, commença à montrer ses limites. Le concept avait été en lui-même très porteur et d'ailleurs le parti avait eu le temps d'inquiéter sérieusement le régime. Senghor dut inventer, avec l'aide de ses conseillers français, des lois scélérates pour l'interdire. Mais si le RND avait été conçu pour imposer, sur le long terme, un courant politique puissant, on peut dire que les fruits n'ont pas tenu la promesse des fleurs. Cet héritage-là est pour le moins éclaté : il n'existe pas à l'heure actuelle dans notre champ politique un bloc de pensée que l'on pourrait référer à Cheikh Anta Diop. De fortes individualités évoluant dans divers secteurs culturels ou formations continuent à se reconnaître dans ses combats et à vénérer l'homme et l'intellectuel. Les partis directement issus du RND originel n'arrivent toutefois pas à compenser leur faible poids électoral par une vigoureuse présence critique. Deux thèmes majeurs du projet politique de Cheikh Anta Diop – lutte contre le néocolonialisme et promotion des langues africaines – sont devenus très marginaux dans le débat national. Leur quasi-disparition en si peu de temps est difficile à expliquer. Est-ce parce que, contre toute évidence, on considère ces problèmes-là comme résolus, donc dépassés ? Est-ce à cause de la guérilla politicienne permanente qui ne laisse à personne le loisir d'une réflexion à long terme ? Quelle qu'en soit la raison, un fait semble établi : on ferait doucement rigoler la plupart de nos leaders politiques – de l'opposition ou du pouvoir – en leur parlant de ces questions. L'intellectuel sénégalais d'aujourd'hui semble plus en phase avec le modèle senghorien qu'avec les rêves un peu désespérés de Cheikh Anta Diop. Faut-il aller jusqu'à parler de défaite de ce dernier ? Ce serait peut-être excessif, car la société sénégalaise est traversée et travaillée par d'autres forces dont on a du mal à mesurer la puissance et qui peuvent être, à terme, plus décisives que tout le reste. Mais on ne peut s'empêcher parfois de penser que Senghor a modifié nos cadres

mentaux bien plus profondément que nous ne voulons l'admettre.

Avec le recul, on est frappé par le fait que dès le retrait de Senghor du pouvoir, l'activité scientifique de Diop prend nettement le pas sur les préoccupations politiques immédiates. Est-ce une simple coïncidence ? On ne peut l'exclure a priori. Mais il est également possible que Diop, avec l'arrivée d'une nouvelle génération aux affaires, ait préféré prendre de la hauteur.

Peut-être aussi sentait-il sa fin de plus en plus proche. Le fait est que certaines de ses conférences les plus mémorables ont eu lieu entre 1982 et sa disparition en 1986. Il se rend à Londres, Niamey, Alger, Pointe-à-Pitre et Atlanta¹⁷. Yaoundé est, en janvier 1986, son tout dernier déplacement, trois semaines avant sa mort. Une photo le montre porté en triomphe, à l'issue de sa présentation, par des jeunes Camerounais enthousiastes et aujourd'hui encore largement acquis à sa vision du monde.

Entre deux voyages à l'étranger, il multiplie, au Sénégal même, les interventions publiques à caractère scientifique : au symposium sur son œuvre organisé par les éditions Sankoré de Pathé Diagne, à des Journées de réflexion sur les relations entre la religion et la philosophie et à la Semaine culturelle de l'École normale des jeunes filles de Thiès où il traite du thème *Làmmini réew mi ak gëstu*. Au-delà du sujet – langues nationales et recherche scientifique – cette conférence résume en wolof, avec une singulière clarté, de longues années de méditation dans divers domaines de la connaissance humaine.

Diop meurt brusquement à Dakar le 7 février 1986. Une foule immense le conduit à Caytu, son village natal. Son tombeau est devenu un lieu de pèlerinage pour tous ses partisans.

Le mois de décembre 1981 peut être, en un sens, considéré comme une date-repère pour qui veut dire quelques mots, avec la prudence requise, sur le legs des deux hommes : le président Senghor vient de démissionner et il ne reste à Cheikh Anta Diop que quatre années à vivre.

Dès que le poète « désencombre l'horizon », a lieu, on l'a vu, une discrète désenghorisation. La donne politique a changé et, dans les petites villes de l'intérieur, les sous-préfets commencent à se passionner beaucoup moins pour Leo Frobenius et pour les grandes orgues de la poésie claudélienne. Dans sa paisible retraite normande, Senghor reste silencieux. Il respectera jusqu'au bout sa promesse de ne plus jamais intervenir dans la vie politique du Sénégal. Ses compatriotes lui savent gré de cette réserve pleine de dignité. Lorsqu'on a été si longtemps à la tête d'un pays, il faut aussi de l'élégance morale et du caractère pour tenir un tel pari. Peu à peu le filtre de la mémoire fait évoluer les esprits en sa faveur. Plutôt que de se souvenir de ses petits manquements politiques d'antan, on préfère saluer son rôle historique et la direction qu'il avait réussi à imprimer à la société sénégalaise. Après avoir accusé mille et une fois son régime d'être le plus corrompu de la terre, on découvre qu'il n'a pas profité de ses fonctions à la tête de l'État pour piller le Trésor public. Le fait, assez rare en Afrique et ailleurs, mérite d'être souligné. Quand il est reçu le 29 mars 1984 à l'Académie française, les

Sénégalais en éprouvent une grande fierté. Lorsqu'il lui arrive de revenir au pays pour participer à une manifestation culturelle, sa présence, dans un théâtre ou ailleurs, provoque des attroupements : les citoyens ordinaires tiennent à lui marquer bruyamment leur sympathie. Les hommes de culture, en particulier les artistes plasticiens, se mettent à regretter publiquement son départ. On sent au fil des ans comme une lancinante nostalgie de l'ère senghorienne, surtout en raison de ses réalisations en faveur des arts et des lettres.

À l'inverse, son successeur Abdou Diouf passe pour un technocrate froid et peu concerné par les œuvres de l'esprit.

Il faut ajouter à tout cela un signe qui ne trompe pas : aujourd'hui encore, les vrais inconditionnels de Senghor sont ceux qui l'ont le plus pratiqué au quotidien. Cette loyauté est un précieux témoignage sur les qualités personnelles de Senghor. Tous continuent à le peindre sous les traits d'un homme attentif à tout et à tous, courtois, méthodique et juste. Le 7 juin 1981, la mort accidentelle de son fils Philippe-Maguilen suscite une immense émotion dans la population et il réussit à rester plus fort que sa douleur¹⁸. Je tiens d'une amie le récit de son entretien avec Senghor le jour où elle est allée lui présenter ses condoléances aux « Dents de la mer¹⁹ ». Il s'est contenté de lui déclarer d'une voix brisée mais calme : « J'ai tout eu dans la vie et je peux comprendre qu'après m'avoir tant donné, Dieu me mette à l'épreuve en me prenant l'être qui m'était le plus cher au monde. »

Ses dernières années n'ont peut-être pas été faciles. D'après les confidences d'un intellectuel sénégalais qui a eu le privilège d'être en contact avec lui jusqu'à la fin de ses jours, Senghor a presque douté au soir de sa vie de sa place dans l'Histoire. Il lui est arrivé, semble-t-il, de souffrir d'un vif sentiment de solitude et d'abandon. Tout le monde peut voir aujourd'hui qu'il n'avait aucune raison de s'inquiéter de la sorte. Au-delà de son pays natal, une partie du continent africain a rendu hommage à celui qui avait forgé un État et su gouverner son pays, à un moment délicat de son évolution, avec une efficace modération mais non sans fermeté. Catholique, il avait réussi à être le symbole de l'unité nationale d'un Sénégal très majoritairement musulman. Cela donne la mesure de son ouverture d'esprit.

On a aussi tendance à l'oublier : Senghor, qui était de dix-sept ans l'aîné de Cheikh Anta Diop, a vécu trente-trois années de plus que lui. Ce n'est pas rien. En fait, seule l'exceptionnelle précocité du second explique qu'on les considère comme des penseurs de la même génération ou à peu près du même âge. Pour réaliser une œuvre aussi colossale, Diop a dû être hanté nuit et jour par ses intuitions, travailler de manière intense, parfois jusqu'au point de rupture. Initiateur d'une véritable révolution culturelle, il devinait ses ennemis en train de lire fiévreusement par-dessus ses épaules, à l'affût de la moindre erreur. Diop n'a pu survivre à tant de haine et de suspicion que grâce à une force d'âme hors du commun. Mais ces défis coperniciens brûlent tout votre être et ne vous laissent pas vivre longtemps²⁰. Cheikh Anta Diop le savait. Il

l'a accepté. Cela a pu être l'inverse pour Senghor, dont la sérénité avait déjà frappé Césaire dans leurs jeunes années. Moins dangereux pour l'ordre établi, il est possible qu'il ait eu moins envie de forcer le destin. Diop voulait soulever des montagnes et Senghor était occupé à creuser son sillon, sans hâte mais chaque jour un peu plus profond. Le premier ne perd pas une minute, ses muscles sont bandés et il grimace sous la violence de l'effort. Le second laisse les choses venir à maturité. Avec des rythmes existentiels aussi opposés, on ne saurait prétendre vivre dans le même univers.

Une seconde grosse différence rend difficile toute comparaison entre eux. On a vu Senghor à l'œuvre à la tête du Sénégal et chacun peut en penser ce qu'il veut. Quant à Cheikh Anta Diop, personne n'est en mesure de dire quel président de la République il eût été. C'est une chose d'avoir de bonnes idées et c'en est une autre de gérer un pays. Être un homme d'État nécessite des qualités – et peut-être surtout des défauts ! – dont on ne peut juger que sur pièces. Diop, loué pour ses seules intentions, a forcément un avantage sur Senghor qui a dû parfois prendre à contrecœur des décisions impopulaires. D'un autre côté, l'exercice du pouvoir aurait à coup sûr été beaucoup plus difficile pour Diop. À l'époque, un leader progressiste du Tiers-monde consacrait plus d'énergie à lutter contre les services spéciaux occidentaux qu'à appliquer son programme.

Senghor n'a jamais eu de tels soucis, car il était dans le bon camp. Il s'est d'ailleurs souvent vanté d'avoir obtenu notre indépendance « après une heure d'entretien avec le général de Gaulle ». Simple façon de s'exprimer ? On aimerait bien le croire. Mais Senghor, qui avait parfois un petit côté « artiste fou », parlait peut-être sérieusement. Il a bien pu croire à sa propre fable d'une libération négociée sous les ors de l'Élysée. Quoi qu'il en soit, on ne met pas fin à trois siècles d'une sanglante occupation coloniale par un bref échange d'amabilités. En ces années de guerre froide, il fallait donner des gages sérieux de bonne conduite, surtout pour tenir le Sénégal qui était en quelque sorte pour la France le joyau de la Couronne. La question reste posée de savoir si Senghor, plus patient, plus enclin à la ruse qu'à une lutte frontale, pensait ainsi ouvrir dans le système colonial une brèche qu'il comptait élargir au fil du temps. Si tel était son dessein secret, on ne lui a pas laissé – comme c'était bien prévisible – le loisir de le mettre en pratique. Mais en vérité le doute est permis : cette idée de faire exploser la forteresse ennemie du dedans, c'est le genre de choses que l'hagiographie suggère toujours après coup, pour rendre l'histoire moins moche. Sur le chapitre précis de ses rapports avec la France, on a beaucoup de mal à être indulgent avec Senghor. Après tout, cet homme qui a dirigé notre pays pendant vingt ans n'a pas hésité à se prévaloir ouvertement de la nationalité de l'ex-colonisateur. Et pourquoi donc ? Simplement pour être admis à l'Académie française... Quel que soit l'angle sous lequel on envisage cette décision, elle n'est pas acceptable. Elle l'est d'autant moins que la réputation de l'Académie française est largement surfaite. Et eût-elle été le foyer le plus ardent du savoir et de la réflexion sur

terre, cela n'aurait rien changé : une fois que l'on a été chef d'État, on reste un symbole. Jeter au diable ce qu'on représente pour endosser, au soir de sa vie, un habit vert, comme un bon vieux notable normand, cela ne se fait tout simplement pas²¹. Cheikh Anta Diop n'a, semble-t-il, jamais évoqué publiquement cette bien triste histoire. On peut cependant supposer qu'elle lui a arraché un petit sourire amer. La question de la nationalité de Senghor était à ses yeux une affaire d'éthique et il y revenait à chaque occasion. Ainsi lorsque, dans sa lutte contre le RND, Senghor envisagea de priver de leurs droits civiques les membres des « associations séditeuses », Diop lui fit remarquer sèchement qu'un président qui pouvait être à la fois sénégalais et français n'était pas moralement qualifié pour parler de civisme.

Les noms des deux hommes sont particulièrement familiers aux Sénégalais. Mais Senghor, plus exposé chez lui du fait de sa fonction présidentielle, était surtout un penseur très présent dans son siècle. Il y a donc des raisons de supposer que ses compatriotes le connaissent mieux que Cheikh Anta Diop. Ce dernier est un maître à penser qui donne du sens à l'espérance et à la colère de bien des Nègres à travers le monde. Son influence s'est vite étendue très loin au-delà de l'espace francophone. Diop est cependant une figure un peu désincarnée. De l'homme réel on ne sait presque rien, y compris dans son propre pays. Les ouvrages qui lui consacrés se concentrent habituellement sur sa pensée. Cette situation, qui résulte en grande partie de son humilité foncière, n'en est pas moins une lacune. C'est regrettable à plus d'un titre. Le président du Conseil Dia, par exemple, le proposait en modèle aux jeunes Africains dans une déclaration faite après sa mort. Comment pourront-ils s'inspirer de lui s'ils ignorent tout de sa simple vie d'homme, de ses doutes et de ses faiblesses ? Comme chacun de nous, Cheikh Anta Diop est le produit de circonstances familiales, sociales et politiques particulières. Le secret de sa grandeur est dans une judicieuse alchimie, faite d'adhésion et de résistance à ces valeurs structurantes. C'est pour cette raison qu'il importe de savoir, au besoin dans les moindres détails, comment le refus de prétendues évidences a fait de lui un révolutionnaire au sens le plus fort du terme, de quelle façon précise est née en lui, au jour le jour, l'ambition prométhéenne de changer notre vision du monde.

En outre, on a parfois l'impression que son œuvre suscite plus d'engouement hors du Sénégal que parmi les siens. Une seule journée est consacrée à l'anniversaire de sa mort à Dakar alors que les jeunes Burkinabés la célèbrent pendant tout le mois de février par des conférences et autres manifestations culturelles. La mairie d'Atlanta lui a dédié une journée et, dans beaucoup de pays d'Afrique centrale, existent des cercles de réflexion Cheikh Anta Diop. Il y en a peut-être au Sénégal, mais ils ne doivent être ni très nombreux ni bien dynamiques.

D'où provient ce déséquilibre ? Peut-être d'un possible malentendu entre l'égyptologue et les marxistes sénégalais. Ceux-ci, bien que plus proches politiquement de Diop, lui faisaient le même grief qu'à Senghor : une

approche culturaliste un peu trop marquée. Au symposium organisé par les éditions Sankoré en 1982, il a été obligé d'argumenter à fond pour vaincre les réticences de nombre d'entre eux, en particulier celles des philosophes. Toutefois la vivacité même du débat était la preuve d'une vraie appropriation critique de son travail par une nouvelle génération d'universitaires.

Il arrive également qu'on lui reproche son insistance sur l'Égypte ancienne, alors que l'Afrique d'aujourd'hui se porte si mal. C'est faire un bien mauvais procès à Diop qui a précisément toujours évité de séparer le passé et l'avenir, veillant sans relâche à mettre en avant des faits et non des émotions, à dire ce qui a été et non ce qui aurait mérité d'être. Personne n'a mieux compris que lui la nécessité de faire face ici et maintenant aux défis qui assaillent le continent. Il est surtout profondément injuste d'enfermer Cheikh Anta Diop dans le carcan de la thèse sur l'antériorité des civilisations nègres. Ses recherches dans ce domaine sont certes le socle à partir duquel se déploie sa perception de notre destinée mais sa contribution, multiforme, déborde largement ce cadre. Le rêve panafricaniste, par exemple, a été popularisé par Nkrumah, Nyerere, Cabral, Sékou Touré et d'autres leaders progressistes. Diop est de ceux qui lui ont donné des fondements scientifiques solides. Un de ses ouvrages, auquel il se référait du reste assez souvent lui-même, s'y emploie explicitement²².

L'unité culturelle de l'Afrique noire, qui est un élément essentiel de son projet fédéral, apparaît dans la parenté mise au jour par Cheikh Anta Diop entre l'égyptien ancien et les langues africaines. Parmi les grands penseurs et hommes politiques de son temps, Diop a été le seul à avoir accordé une place centrale à la question linguistique. Il assignait aux langues nationales un rôle stratégique dans l'unification et la libération des peuples africains et voyait dans leur abandon par les élites un signe patent d'aliénation.

Tout le monde parle aujourd'hui de « renaissance africaine » – en particulier le président sud-africain Thabo Mbeki – comme d'un idéal à atteindre, en paraissant croire qu'il s'agit d'une nouveauté. Cheikh Anta Diop a non seulement forgé le concept dès 1948, mais il a en aussi indiqué les conditions de possibilité, à savoir la restauration de la conscience historique et le rétablissement d'une certaine continuité historique²³.

On l'a parfois dépeint sous les traits d'un doux utopiste. Étonnant « rêveur » pourtant, qui disait toujours des choses frappées au coin du bon sens ! Que, par exemple, aucun pays africain ne peut prétendre résoudre à lui tout seul ses problèmes économiques ou politiques. Bien plus pragmatique qu'on ne le croit, il résumait son point de vue sur cette question par une formule restée célèbre : « Même l'égoïsme lucide milite en faveur d'un État fédéral africain. »

Pour toutes ces raisons, parler d'« égyptolâtrie » à son propos – le mot a été aperçu quelque part –, c'est passer à côté de l'essentiel. Il faut supposer un instant que Cheikh Anta Diop n'ait jamais écrit, de toute sa vie, une seule ligne sur l'Antiquité égyptienne. À la lumière de ce qui précède – mise en

place de l'idée fédérale, importance des langues nationales, etc. —, son apport à la réflexion sur l'Afrique n'en aurait pas été moins décisif. Certaines critiques ressemblent fort à de la diversion. Elles n'aident pas à une réception plus sereine d'une œuvre de plus en plus victime de son succès phénoménal. Le rôle historique central qu'elle accorde aux Négro-Africains la rend en effet particulièrement séduisante pour certains militants extrémistes de la cause noire. On comprend que cela inquiète des spécialistes de Cheikh Anta Diop, qui rappellent à chaque occasion qu'il ne s'est jamais défini comme afrocentriste et qu'il n'aimait d'ailleurs pas le mot. Selon eux, il s'interdisait de suggérer une quelconque supériorité des Noirs dans quelque domaine que ce soit. Il n'entendait pas davantage les venger par procuration des souffrances et des humiliations de jadis. En résumé, la restauration de la conscience historique exprime chez lui une volonté de dompter l'avenir et non une contemplation béate du passé. L'objectivité de cette lecture de l'œuvre de Diop ne fait pas de doute. Il ne dit pas autre chose dans ses textes ou dans ses entretiens et conférences enregistrés. Il a toujours soutenu que n'importe quelle communauté humaine placée dans des conditions semblables à celles des Noirs d'Égypte aurait fait la même chose, ajoutant, afin d'éviter toute équivoque : « Pour autant que l'on puisse parler de race. » Il est donc entendu que, dans l'esprit de Diop, remettre le miroir à l'endroit ne voulait pas dire inciter les Noirs à se voir plus beaux que les autres.

Reste à savoir si ce point de vue, discrètement œcuménique, est le plus répandu dans la vaste mouvance qui se réclame de l'auteur de *Nations nègres et culture*. On n'en a pas vraiment le sentiment et on ne voit pas bien comment il pourrait en être autrement. Face à la montée des idées négrophobes et révisionnistes, il est logique que la pensée de Diop polarise, sur tous les continents où est présente la diaspora noire, une sorte de néo-radicalisme nègre parfois très véhément. Selon des courants extrêmement divers et offensifs, ce serait le meilleur antidote à un certain humanisme, perçu comme une nouvelle ruse de l'eurocentrisme. Ce mouvement intellectuel est non seulement une part nécessaire de l'héritage de Cheikh Anta Diop, mais il témoigne aussi de la vigueur et de l'actualité de sa pensée. Cette dernière mérite que l'on revendique pour elle une sorte d'expansion universelle. C'était de toute évidence le souhait de Diop. Il se trouve malheureusement qu'une aussi noble ambition aura plus de chances de se réaliser dans un monde différent du nôtre. Celui dans lequel nous vivons n'a jamais été aussi éloigné de l'idéal des hommes de bonne volonté de toutes les époques et de toutes les nations. Globalisation ou pas, personne ne semble savoir où va une humanité devenue folle. Et, qu'il l'avoue ou non, chaque peuple est juste en train de rentrer en hâte à la maison, car le temps est à l'orage. Alors, on va se mettre à l'abri en attendant une éclaircie, d'ailleurs bien peu probable. La substance de l'actualité politique quotidienne, ce sont en effet des affrontements identitaires de plus en plus meurtriers. Il n'est pas raisonnable de faire l'impasse sur une réalité aussi aveuglante. La crainte bien

compréhensible d'un enfermement racial obtus ne devrait pas avoir pour conséquence une sorte de « senghorisation » tardive de la philosophie de Cheikh Anta Diop. Ce serait terriblement ironique. Pour les offensés et humiliés d'Afrique noire, la résistance culturelle est plus impérieuse que jamais et les perspectives ouvertes par Diop sont l'un des meilleurs gages d'efficacité de leur lutte. Le débat qu'il a initié sur notre passé a beaucoup à voir avec l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes dans le présent. C'est la richesse même de sa conception du monde qui attire vers elle, pour le meilleur et pour le pire, des sensibilités si variées.

Il faut pourtant admettre que, dans quelques cas, les interprétations de l'œuvre de Diop sont fantaisistes, voire caricaturales. C'est contre ces travers que des garde-fous seraient le plus justifiés. Certaines personnes peu qualifiées pour le faire se mêlent de valider le travail de Cheikh Anta Diop, en paraissant du reste postuler son infaillibilité. Agir ainsi, c'est donner aux adversaires de Diop un bon prétexte pour l'expulser du champ de la connaissance scientifique. Le premier venu ne peut trancher des questions d'une telle complexité, exigeant de sérieuses références dans diverses disciplines. Cette sacralisation est contraire à la démarche d'un chercheur qui sentait bien à quel point il aurait été dangereux pour lui de ne pas prouver ses affirmations de manière irréfutable. Je ne ferai personnellement aucune difficulté pour avouer mon manque total de compétence quant à cet aspect précis du travail de Cheikh Anta Diop. Il reste que même un profane peut dire ceci, qui relève du simple bon sens : la mise au jour de nouveaux éléments – archéologiques, par exemple – peut à tout moment faire pencher la bascule du côté de ses adversaires. L'intéressé n'a jamais prétendu le contraire. Si Cheikh Anta Diop avait redouté cette possibilité d'être démenti par les faits, il se serait bien gardé d'exiger la tenue du colloque du Caire en 1974. En invitant leurs collègues occidentaux à une confrontation des résultats de leurs recherches, Diop et Obenga accomplissaient un acte d'une portée philosophique exceptionnelle. On ne l'a peut-être pas suffisamment souligné : c'était une façon de se libérer des faciles lectures idéologiques où chacun, campant derrière ses certitudes, trouve à bon compte des partisans acquis à ses conclusions avant même le début de la démonstration. Cela a été dit plus haut, mais il est crucial de le rappeler : cette rencontre de tous les dangers sur les bords du Nil s'est achevée sur un avantage écrasant de Diop et Obenga. Le rapport du professeur Jean Devisse dit clairement ceci : « La très minutieuse préparation des communications des professeurs Cheikh Anta Diop et Théophile Obenga n'a pas eu, malgré les précisions contenues dans le document préparatoire envoyé par l'Unesco, une contrepartie égale. Il s'en est suivi un véritable déséquilibre dans les discussions. » On a envie de demander à ceux qui, en Afrique et dans le monde noir, restent sceptiques par coquetterie intellectuelle ou par complexe : que vous faut-il de plus ? De quelle autre prise de risque scientifique avez-vous donc besoin ?

La rencontre du Caire, c'était il y a trente-deux ans. Force est de

constater que rien, depuis lors, n'est venu infirmer la thèse centrale de Cheikh Anta Diop. Bien au contraire. Malgré toutes sortes de manipulations dérisoires, de nombreuses découvertes n'ont cessé d'en prouver le bien-fondé. L'une d'elles a été rendue publique dans le prestigieux magazine scientifique *Nature* le 6 février 1986 – c'est-à-dire vingt-quatre heures avant la mort de Cheikh Anta Diop... – par une équipe de chercheurs britanniques. Ivan Van Sertima, auteur du fameux *Ils y étaient avant Colomb*, en rend compte dans un hommage émouvant et d'une remarquable justesse de ton. Voici ce qu'il écrit en introduction à un ouvrage entièrement consacré à Cheikh Anta Diop²⁴ : « We quote now from a document published on the day before Diop's death. It is entitled *Evolutionary Relationships of Human Populations from an Analysis of Nuclear DNA Polymorphisms*. It is the work of eleven scientists, most of them from the University of Oxford, England, and it appears in *Nature*, vol. 319 (February 6, 1986). The team of scientists concluded : "The earliest fossils of anatomically modern man (*Homo sapiens sapiens*) have been found in Africa at Omo in Ethiopia, Border cave in South Africa and at Klasies River Mouth in South Africa. [...] Hence, it has been argued that the evolution of modern man took place in Africa. Our data is consistent with such a scheme, in which a founder population migrated from Africa and subsequently gave rise to all non-African populations"²⁵. »

Au milieu des années 1980, *Caaxaan Faaxe*, un des journaux du parti de Senghor, s'est permis de surnommer Cheikh Anta Diop le « fou de Fann », en jouant sur la proximité entre son laboratoire et le principal hôpital psychiatrique de Dakar. La grossièreté de l'insulte masquait mal le désir de convaincre le public qu'il était un solitaire, perdu dans les nuages, sans aucune prise sur la réalité. Cette opinion est très répandue, en particulier au Sénégal, sous une forme évidemment plus élégante. On entend en effet souvent dire que Diop était un homme de pur savoir, d'autant moins doué pour la politique qu'il avait un sens moral un peu trop élevé. S'il avait écouté de tels conseils, Diop se serait cloîtré toute sa vie dans son laboratoire. Sa clairvoyance lui a heureusement permis d'éviter pareille erreur. En fait, il a été très tôt contraint de percevoir comme un tout ses deux formes d'engagement – intellectuel et politique. Ses adversaires lui opposaient des arguments essentiellement politiques. Il se sentait tenu de les combattre sur ce terrain tout en poursuivant ses activités de chercheur avec toute la rigueur requise.

En ce temps-là, les médias d'État faisaient la loi : Senghor était montré et célébré au moindre prétexte dans le quotidien gouvernemental, à la télévision et à la radio. Comme tous les autres opposants, Cheikh Anta Diop y était interdit de séjour²⁶. Privé de toute possibilité de transmettre ses connaissances, il aurait été encore plus isolé s'il était resté à l'écart du débat politique. Compte tenu de tous ces efforts pour le marginaliser, il est assez extraordinaire que Diop ait réussi à faire entendre si fortement sa voix.

Tous les anciens camarades de Cheikh Anta Diop peuvent témoigner

qu'il n'était pas assoiffé de pouvoir. Il était aussi probablement conscient que seule une situation d'exception aurait pu le propulser à la tête de l'État sénégalais. Contre ses challengers les plus crédibles, Senghor bénéficiait du soutien sans faille de Paris qui était le véritable maître du jeu. Diop avait donc choisi de poser des jalons pour le futur, faisant de l'action politique un moyen d'éducation et de diffusion de ses idées. C'est là une démarche totalement à l'opposé de celle de ces « élites décérébrées » dont parle Césaire et qui gardent en otages les populations africaines²⁷. Dans son entendement, l'Afrique avait besoin de leaders de type nouveau pour retrouver liberté, mieux-être et fierté. Il a su prêcher d'exemple et on peut dire que son message a été bien reçu par ses compatriotes. Pour le commun des Sénégalais, Diop a réussi à donner une très belle image de l'homme politique. Désintéressé et sûr de lui sans être arrogant, personne ne l'a jamais vu céder à la tentation de l'invective et des basses manœuvres. Avec le recul, il apparaît comme un iconoclaste paisible, un bagarreur toujours au cœur de la mêlée mais sans cesse aspiré vers la pénombre et vers une studieuse solitude. Vingt ans après sa mort, il laisse le souvenir d'un homme qui s'est imposé une tension morale permanente, loin des tentations de l'argent et des honneurs.

Nous sommes nombreux dans ma génération à avoir eu d'abord affaire, par une juvénile curiosité intellectuelle, à l'aîné bienveillant et ouvert avant même de pouvoir saisir la profonde originalité de son combat politique. Bien qu'ayant milité – pendant une courte période et à un modeste échelon – au Rassemblement national démocratique, il m'importait surtout d'aller l'écouter chaque fois que j'en avais l'occasion. Rien n'était plus facile que d'accéder à lui, au laboratoire de carbone 14. À partir de midi, la porte de son bureau restait symboliquement ouverte. Il recevait tout le monde. Il suffisait de s'installer sur un banc dans le couloir et d'attendre son tour, sans nul besoin d'être annoncé. Les visiteurs étaient souvent des hommes du peuple, arrivés de l'intérieur du pays. Cheikh Anta Diop ne faisait pas peur à ces paysans, qui étaient des membres de son parti ou de lointains parents. On devinait toute l'intelligence du monde dans son regard perçant, mais il refusait, avec une remarquable délicatesse, d'en jouer. Il était réellement attentif à tout ce qu'on pouvait lui dire. Malgré la fatigue souvent visible sur son visage et l'agaçante naïveté de certaines objections, il n'a jamais montré, autant que je m'en souviens, le moindre signe d'impatience. Il a été terrassé par une crise cardiaque au lendemain d'une de ces rencontres.

On a parfois envie de se laisser bercer par le rêve d'une réconciliation dans l'au-delà entre Cheikh Anta Diop et Senghor. Agitée par quelques héritiers partisans d'un cessez-le-feu posthume, l'idée ne manque pas de noblesse et n'est pas non plus absurde a priori. D'une certaine façon, les deux hommes de culture étaient au service du monde négro-africain, utilisant chacun ses armes propres. Et de fait, leurs compatriotes ont très souvent une égale admiration pour eux.

Mais s'en tenir à cela, c'est perdre de vue d'autres aspects, tout aussi

fondamentaux, de leur conflit. Que deux personnalités d'une telle envergure et si radicalement différentes aient émergé des profondeurs d'une même nation en dit long sur l'ambiguïté de celle-ci. C'est également un problème et il nous faut oser l'affronter. Chercher coûte que coûte à concilier les points de vue de Diop et Senghor équivaut à un refus d'assumer les contradictions, les paradoxes, voire l'essentielle perversité de la société sénégalaise. Il ne s'agit pas de jouer l'un contre l'autre, mais plutôt de respecter la vie et la vision de chacun d'eux. Il serait cependant malsain de faire comme s'il n'y avait jamais eu de désaccord de fond entre eux. Pour l'heure, il suffit que chacun dise nettement sa préférence entre les opinions incarnées par chacun d'eux. Le jugement de la lointaine postérité sera sans doute plus fiable que celui des contemporains. Selon le joli mot du philosophe²⁸, « l'avenir dure longtemps ». Il nous arrive de tendre l'oreille aux murmures du destin, qui nous restent toujours confus et comme venus de bien trop loin. Ce n'est pas une raison pour le brusquer. En fin de compte, on peut dire que, si Senghor a des admirateurs, Cheikh Anta Diop, lui, a des disciples. Immortel manieur de la langue française et véritable meneur d'hommes, Senghor mérite largement, malgré sa pesante part d'ombre, toute la vénération que suscite son nom. Les fidèles de Diop s'emploient quant à eux à tirer, concrètement, toutes les conséquences d'un enseignement qui nous ouvre à tant d'aventures tout en nous permettant de sentir un sol plus ferme sous nos pas. Il s'agit au fond de perpétuer une œuvre, ce qui est la meilleure façon de donner tort à cet ami qui m'a écrit un bien triste jour de février 1986 : « Avec la mort de Cheikh Anta Diop, c'est la première fois qu'en perdant quelqu'un nous perdons aussi quelque chose... »

1.

Cheikh Anta Diop, *Nations nègres et culture*, Présence africaine, 1954.

2.

Cf. Cheikh M'Backé Diop : *Cheikh Anta Diop, l'homme et l'œuvre*, Présence africaine, 2003, p. 54. L'auteur, de formation scientifique lui-même, est le fils aîné du savant. Cela aurait pu faire de son ouvrage un texte purement hagiographique. Au contraire, il refuse toute approche polémique, sans s'interdire toutefois de rappeler certaines vérités dérangeantes. Le résultat est une biographie dépouillée, d'une grande pudeur et surtout soucieuse de ne restituer que des faits avérés et vérifiables. Il apporte un excellent éclairage sur le système de pensée de Cheikh Anta Diop et sur sa vie.

3.

Cheikh Anta Diop, « L'art de la contrefaçon », *Taxaw*, Dakar, mars 1979.

4.

Il en est de même de Gaston Berger et Daniel Sorano. On a donné leurs noms à la seconde université d'État du Sénégal et au grand théâtre national de Dakar. Qui étaient Daniel Sorano et Gaston Berger ? Presque aucun de nos compatriotes ne sait rien d'eux ni même s'ils avaient un quelconque rapport avec notre pays. Ils méritaient peut-être l'honneur que leur a fait Senghor. Le seul problème, c'est qu'il a pris la décision en fonction de ce que lui, *et lui seul*, pensait de ces deux hommes. Résultat des courses : ils font partie de notre mémoire collective d'une manière purement abstraite.

5.

Ce point mérite de retenir l'attention. Tous ceux qui mettent en cause les visées impérialistes de la francophonie s'attirent la même réplique : « Vous n'y êtes pas, cette grande idée est née en Afrique, grâce à l'amour de trois grands leaders africains pour la langue française ! » Pour un peu, on vous dirait que ces leaders ont forcé la main à la France et que cette dernière, obligée de dépenser aujourd'hui des sommes colossales pour tenir la maison francophone, ne gagne rien dans l'affaire. Ce n'est pas bien sérieux...

6.

On connaît l'anecdote : le général de Gaulle, irrité par les manières de Bokassa, lui dit : « Ne m'appellez

plus papa, monsieur le président. » Réponse de Bokassa : « Oui, papa ! ». À part ces graves complications cédipiennes, Bokassa était le chef d'un État « indépendant » qui avait le droit de vote à l'Onu. Seuls les mauvais esprits penseront qu'il s'y alignait sur les positions de son « papa » en toutes circonstances.

7. Nelson Mandela, *Un long chemin vers la liberté*, Fayard, 1995 ; LGF, Le Livre de poche, 1996.

8. *Le Monde*, 5 janvier 2002. À noter aussi que *Le Canard enchaîné* a proposé une explication plutôt originale de cette indifférence des autorités françaises. On peut la résumer ainsi : c'est la faute à Senghor, quelle idée aussi de mourir pendant la trêve des confiseurs.

9. « Entretien avec Bara Diouf », *La Vie africaine* n° 6, mars-avril 1960. Cité par Cheikh M'Backé Diop, *Cheikh Anta Diop, l'homme et l'œuvre*, op. cit., p. 28.

10. « Entretien avec Bara Diouf », *La Vie africaine*, art. cité..

11. Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Présence africaine, 1955.

12. Cheikh M'Backé Diop, *Cheikh Anta Diop, l'homme et l'œuvre*, op. cit.

13. Pour se conformer à la loi, le parti changea le nom du journal. De *Siggi* (se redresser, en wolof) il devint *Taxaw* (se tenir debout). Sembène Ousmane, qui avait lui aussi un lourd contentieux politique avec Senghor, fut confronté à la même situation. Selon Senghor, il y avait un *d* de trop au titre de son film *Ceddo*, réalisé en 1977. Ce n'était l'avis ni du cinéaste-écrivain ni des linguistes les plus en vue du pays. L'affaire donna lieu à de furieux tiraillements linguistico-idéologiques qui font sourire aujourd'hui. Sembène refusa de céder mais le président avait le pouvoir d'État pour lui : le film est resté interdit pendant sept ans au Sénégal, jusqu'à sa « première » dakaroise le 4 juillet 1984 au théâtre national Daniel Sorano.

14. « Ce que ces gens disent en français, là-bas dans leur Assemblée nationale, eh bien, si je vous le traduais en wolof, vous n'auriez qu'une envie : leur tomber dessus à coups de bâton ! » Il n'a jamais nommé personne, mais il y a gros à parier qu'au-delà des députés, il pensait à Senghor, qui truffait ses discours de savantes formules grecques ou latines, voire de citations de Gide ou de Goethe.

15. « On a tellement menti à notre peuple qu'il est devenu dangereux de lui dire des vérités très simples, car cela pourrait le plonger dans le désespoir ! »

16. La remarque ne vise pas Senghor, qui était bien au-dessus de cette démagogie facile. On l'a déjà fait observer : le natif de Joal était tour à tour absolument lui-même et tout à fait un autre.

17. On notera au passage que ce fut l'unique séjour de Cheikh Anta Diop aux USA. Rien n'est plus étonnant quand on pense au formidable impact de sa pensée dans les Amériques et en particulier dans de larges segments de la diaspora noire.

18. La disparition à dix-neuf ans de ce jeune homme sur qui tous ceux qui l'ont approché ne tarissent pas d'éloges, a inspiré à Senghor un poème particulièrement poignant, « Élégie à Philippe-Maguilen ».

19. Tel est le nom donné par les Dakarois à la maison des Senghor sur la corniche-est de la ville. Sa clôture fait penser à des dents de requin et sa construction s'est achevée au moment où était projeté à Dakar le film *Les Dents de la mer*.

20. Il est mort dans sa soixante-deuxième année.

21. Cette critique est toute personnelle. Comme signalé plus haut, les Sénégalais ont accueilli avec une grande fierté la nouvelle de l'élection de Senghor à l'Académie française. Si on faisait un sondage à l'heure actuelle sur ce sujet, cela se confirmerait très probablement. Il faut respecter cette opinion sans s'interdire d'exprimer la sienne. Nos compatriotes paraissent ainsi en phase avec certains hauts fonctionnaires très impliqués dans l'organisation de l'année Senghor. Ces derniers, qui sont en général – on est bien obligé de le souligner – des citoyens français fiers de l'être, n'aiment pas beaucoup que l'on fasse à un président du Sénégal le reproche de n'avoir jamais renoncé à sa nationalité française. Ils y réagissent de manière curieuse par des phrases du genre : « la nationalité des gens, cela n'a pas d'importance de nos jours », « c'est la preuve de l'ouverture d'esprit de Senghor », etc. Ces propos révèlent surtout l'embarras de leurs auteurs. On attend de voir un président européen se prévaloir de la nationalité d'un autre État européen. Surtout de celle d'un pays ayant un lourd contentieux historique avec le sien. Cela ferait un beau scandale. Un célèbre chanteur français a récemment décidé de redevenir belge et cela a été vécu comme une trahison.

22.

Cheikh Anta Diop, *Les Fondements économiques et culturels d'un futur État fédéral d'Afrique noire*, Présence africaine, 1960.

23.

Cheikh Anta Diop, « Quand pourra-t-on parler d'une renaissance africaine ? », *Le Musée vivant*, numéro spécial 36-37, novembre 1948, Paris.

24.

Ivan Van Sertima, *Death Shall Not Find Us Thinking That We Shall Die*. Introduction à *Great African Thinkers*, vol.1: *Cheikh Anta Diop* (collectif), Transaction Books, New Brunswick (USA) et Oxford (UK), 1986.

25.

« Nous citons à présent un document publié la veille de la mort de Diop. Il est intitulé *Les Relations évolutionnaires des groupes humains à partir d'une analyse des polymorphismes de l'ADN nucléaire*. Onze scientifiques, issus pour la plupart de l'université anglaise d'Oxford, ont travaillé sur cet article paru dans le volume 319 de la revue *Nature* (6 février 1986). L'équipe de scientifiques est arrivée à la conclusion que "les tout premiers fossiles de l'homme moderne considéré d'un point de vue anatomique (*Homo sapiens sapiens*) ont été découverts en Afrique, à Omo, en Éthiopie, et à Border Cave et Klasies River Mouth en Afrique du Sud. [...] On a alors soutenu que l'évolution de l'homme moderne s'est déroulée en Afrique. Nos données concordent avec une telle théorie suivant laquelle une population souche est partie de l'Afrique pour donner naissance par la suite à toutes les populations non africaines." » (Traduction : Boubacar Boris Diop.)

26.

À noter cependant la large couverture du colloque du Caire par le quotidien national *Le Soleil*, décidée, à en croire son ancien directeur Bara Diouf, par Senghor en personne « pour ne pas laisser Cheikh Anta seul en Égypte ».

27.

Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, *op. cit.*

28.

Louis Althusser.

Les nouveaux damnés de la terre

Le 21 février 2005, le *New York Times* titrait avec un soulagement pour le moins ambigu : « Plus d'Africains entrent aux États-Unis que du temps de l'esclavage ». Une telle comparaison est aussi saugrenue que dangereuse. Elle renforce chez les Occidentaux le sentiment qu'ils n'en finissent pas d'accueillir toute la misère du monde et que cela devrait cesser.

Cet état d'esprit explique la brutale réaction de la police espagnole contre les migrants clandestins à Ceuta et Melilla en septembre et octobre 2005. On se souvient des télévisions du monde entier filmant avec gourmandise d'épais gants ensanglantés sur des barbelés, des jeunes Africains errant, hébétés, dans le désert et – cela ne pouvait manquer au tableau – quelques âmes charitables leur offrant des beignets derrière les grilles de centres d'accueil sommaires.

Avant l'arrivée des caméras, il s'était passé des choses bien plus spectaculaires. Par vagues successives, plusieurs milliers de migrants d'Afrique noire s'étaient lancés à l'assaut du dispositif sophistiqué de protection de la frontière. Environ 200 d'entre eux avaient réussi, le 28 septembre, à entrer en Espagne près de Tarajal où il y a eu cependant 5 morts et des dizaines de blessés. À Melilla aussi, les tentatives de passage en force s'étaient multipliées. Sur près de 1 500 migrants – en majorité des Maliens mais également des Camerounais, des Ivoiriens et des Libériens –, 300 à 400 avaient déjoué la vigilance de la Guardia civil. Le 29 septembre à 3 h 30 du matin, une habile manœuvre de diversion de leurs camarades permettait à environ 700 migrants de Ceuta de tenter leur chance avec des échelles de fortune, laissant 6 morts sur le terrain.

Ces affrontements ne sont pas l'exception : depuis le début de l'année 2005, près de 20 000 jeunes du Maghreb ou d'Afrique noire essayent régulièrement d'entrer en Europe par cette frontière terrestre hispano-marocaine. Le rythme s'est nettement accéléré quand ils ont appris que la hauteur des grillages allait passer de 3,50 à 6 mètres.

Le bilan des victimes – officiellement 16 morts et des centaines de blessés – a moins choqué que la décision inacceptable d'emmener les

migrants dans le désert avec l'intention manifeste de les y laisser mourir. L'image de jeunes Nègro-Africains enchaînés les uns aux autres réveille forcément de mauvais souvenirs sur le continent. Il s'agissait cependant cette fois non de les embarquer par la force pour l'Occident, mais de les empêcher d'y entrer...

Le tollé soulevé par cette affaire avait en son temps contraint le Maroc à faire marche arrière. Le mal était cependant déjà fait. Dix jours après les incidents, on continuait à se rejeter ces illégaux comme s'ils étaient des ordures et non des êtres humains. Des corps étaient encore retrouvés, comme ceux de ces deux Guinéens morts d'épuisement, le 17 octobre. Ils faisaient partie de plusieurs groupes – dont un de 398 personnes, le 20 octobre – refoulés vers le Maroc par des Algériens ravis de mettre dans l'embarras leur voisin et ennemi intime...

Si le crime a été directement commis par le Maroc et dans une moindre mesure par l'Algérie, l'Espagne et l'Union européenne en sont les commanditaires. Ce manquement au devoir élémentaire de protection de la vie humaine est surprenant de la part de pays prétendant veiller partout sur terre au respect des droits de l'homme.

En réalité, face aux deux grandes peurs des pays du Nord – le terrorisme et l'immigration –, le souci de rassurer les opinions européennes semble devoir désormais l'emporter sur toutes les autres considérations. Il serait sans doute naïf de parler d'éthique, mais on peut tout de même s'attendre à un minimum de rationalité de la part d'un État moderne.

À l'heure actuelle, la seule hantise et l'unique horizon des politiciens du Vieux Continent, ce sont les élections dans leurs pays respectifs : il faut surtout donner l'impression d'agir, quitte d'ailleurs à gesticuler en vain. Avec ses mouvements du menton, ses froncements de sourcils et ses formules à l'emporte-pièce, le ministre français de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, cherche à passer pour un homme d'État courageux, le seul dans son pays à oser enfin trancher le nœud gordien. Il se dirige pourtant vers la même impasse que ses prédécesseurs. Il y va juste d'un pas plus gaillard, en bombant le torse, ce qui à vrai dire le rend presque risible. Il fallait de toute façon s'attendre qu'un jour ou l'autre un homme politique français « normal » s'ingénie à donner de la crédibilité aux thèses du Front national sur l'immigration. Si M. Sarkozy n'avait en commun avec M. Le Pen que le goût des propos insultants, blessants et obscènes, cela ne gênerait personne. On est malheureusement bien obligé de prendre au sérieux la loi qu'il vient de faire voter par le Parlement français. Elle prévoit, entre autres nouveautés, d'organiser des tests de langue et de s'assurer des capacités intellectuelles des immigrés que la France pourrait « choisir » d'accepter en son sein. Comment ne pas penser à l'époque où des jeunes Nègres étaient exposés sur les marchés aux esclaves, tâtés, pesés et « choisis » – eux aussi – en fonction des seules attentes du maître blanc ? Inciter les médecins et les ingénieurs africains à désertir le continent au profit de la France, c'est aggraver le problème que l'on prétend résoudre.

Cette façon de raisonner est à la fois insolite et d'une effroyable brutalité. Elle signifie que les sociétés africaines peuvent crever la gueule ouverte et que M. Sarkozy n'en a rien à faire.

Mais ce volet de la loi n'est peut-être pas mis en avant par hasard. À force de se focaliser sur lui, on en arrive à oublier les autres mesures destinées à durcir les conditions d'entrée et de séjour en France, toutes inspirées par la présomption de culpabilité de l'immigré. Le dispositif légal se déploie à partir de préjugés : l'immigré est un parasite, il a une culture innée de la fraude et il faut l'empêcher d'entretenir son armée de femmes et d'enfants avec l'argent des Français qui, eux, ne rechignent pas à gagner leur vie à la sueur de leur front. Il ne sera donc plus question de régularisation des sans-papiers et le regroupement familial va être un vrai parcours du combattant. De même, il deviendra beaucoup moins facile pour des étudiants étrangers de se faire admettre dans les universités françaises. Un article du *Figaro* faisait en effet état, en avril 2006, de « faux étudiants [qui] s'étaient glissés dans le dispositif, encouragés par le laxisme de certaines universités délaissées par les étudiants nationaux ».

Cette surenchère répressive est rendue possible – et politiquement intéressante – par la xénophobie qui gangrène depuis quelques années les sociétés européennes. On est passé des attaques verbales aux brutalités policières, puis aux incendies d'immeubles parisiens. Les meurtres racistes de Noirs et d'Arabes à Paris, Lyon, Anvers ou Moscou n'émeuvent même plus les médias. Du côté de l'Espagne, parmi les 6 500 morts officiellement recensés ces dix dernières années à ses frontières maritime et terrestre avec le Maroc, beaucoup ont été abattus ou jetés aux requins loin des regards indiscrets.

Pourtant, même cette haine meurtrière n'est pas suffisamment dissuasive : chaque fois qu'un point d'entrée attire l'attention des autorités, les migrants clandestins en trouvent d'autres. Ainsi partent-ils depuis quelques mois des côtes sénégalaises ou mauritaniennes en direction de l'archipel des Canaries. Au moins 5 000 d'entre eux y ont été interceptés entre janvier et le mois de mai 2006. Il ne se passe plus une semaine sans que des dizaines de corps soient rejetés par l'Océan. De la même manière, Ceuta et Melilla sont devenus une voie de passage quand le détroit de Gibraltar et les côtes italiennes se sont avérés trop dangereux. Entre juin 2003 et septembre 2005, près de 600 migrants y sont morts par noyade, ce chiffre n'incluant pas les corps non retrouvés. Il est en outre souvent question de pirogues volontairement coulées par les garde-côtes à cet endroit et à tous les autres points d'entrée maritime tels que la Grèce, Malte ou Chypre.

Les images diffusées régulièrement par les télévisions font redouter à Monsieur Tout-le-monde une invasion par vagues successives de la paisible et prospère Europe par des jeunes Négro-Africains affamés. Pourtant, toutes les nations pauvres d'Afrique et d'Asie sont représentées parmi les *boat people* des côtes siciliennes. Et jusqu'à une date récente, les Maghrébins étaient les

plus nombreux à Ceuta et Melilla.

Ce dernier constat ne manque pas de sel quand on sait que l'Algérie, le Maroc, la Libye et la Mauritanie sont chargés de contenir les migrants d'Afrique noire le plus loin possible de l'Europe. Le colonel Mouammar Kadhafi s'est servi de l'affaire pour obtenir un certificat de bonne conduite auprès des Européens. Le Maroc négocie au prix fort sa participation à la traque. Il a reçu 40 millions d'euros pour jouer un rôle qui aurait dû répugner à sa fierté nationale¹. Cela ne lui vaut même pas la confiance de Madrid qui soupçonne le royaume chérifien d'avoir secrètement incité les migrants de Ceuta et Melilla à passer à l'action en octobre 2005. Le quotidien espagnol *El Mundo* s'est fait l'écho à l'époque de ces inquiétudes espagnoles : « Le plus grave, sans doute, est que la série des assauts semble faire partie d'une stratégie des Marocains pour faire pression sur le sommet hispano-marocain qui s'ouvre à Cordoue. »

La sous-traitance de la violence anti-émigrés par l'Afrique du Nord, se superposant aux massacres ciblés au Darfour, risque de causer à la longue de grands dégâts dans les esprits. Ces images de Noirs pourchassés par des Arabes sont un prix bien trop élevé pour la seule tranquillité de l'Europe.

C'est d'autant moins acceptable que rien ne justifiait – en ce temps-là – la crainte d'un déferlement massif de clandestins sur l'Europe via le Sahara ou la Méditerranée. C'était en réalité un pur fantasme : les chiffres de l'Office des migrations internationales indiquaient plutôt pour les deux années écoulées une nette tendance à la baisse. Ainsi Madrid avait dénombré 12 000 tentatives de franchissement de ses frontières en 2005 contre 55 000 en 2004. L'évolution était la même sur la côte italienne : 3 000 arrivées ont été enregistrées en 2004, contre 6 350 en 2002. Mais on sait que depuis le mois de mai 2006, tous ces chiffres sont devenus caducs. Il s'est en effet produit un renversement absolu de situation. L'invasion de l'Europe, timide au début de l'année, s'est brusquement accélérée : grâce à des pirogues de fortune, des jeunes Subsahariens débarquent tous les jours par centaines en Espagne à partir des côtes sénégalaises, mauritaniennes ou gambiennes. L'entreprise est assez périlleuse, mais l'immense majorité arrive à destination. À la mi-juin, les autorités espagnoles faisaient état de 10 156 nouvelles entrées sur leur territoire. Le mouvement, que rien ne semble pouvoir endiguer jusqu'à présent, a fait oublier du jour au lendemain Ceuta et Melilla. Il continue de plonger le gouvernement espagnol dans le plus profond désarroi et a même occasionné un début de polémique entre Madrid et Paris².

Même si cette nouvelle donne oblige à tout repenser, il ne faut pas perdre ceci de vue : selon les experts, la majorité des émigrés de tous les pays entrent en Europe par les voies légales. Le ministre français de l'Intérieur s'est fixé un objectif de 24 000 expulsions par an. Il ne peut ignorer que, dans la même période, au moins autant de sans-papiers viendront grossir les rangs de ceux déjà présents en France et dont le nombre est estimé entre 200 000 et 400 000...

En France même, la loi Sarkozy a suscité de vives réactions. Au nom de la morale, du respect des droits humains et de la simple hospitalité, l'Église et plus de quatre cents associations se sont élevées contre elle. Mais à en croire les instituts de sondage, les Français y sont en majorité favorables. Seul le concept d'« immigration choisie » semble poser problème, pour de bien curieuses raisons du reste : certains reprochent au ministre sa générosité (?) et des cadres disent redouter la concurrence d'homologues étrangers de haut niveau prêts à se contenter de très bas salaires.

Une telle mesquinerie laisse évidemment pantois...

La nouvelle loi a par ailleurs été présentée comme une réponse partielle à la révolte des banlieues. Et de fait elle prend en charge jusque dans son libellé la question de l'intégration. Cela veut dire qu'il est aujourd'hui difficile de légiférer sur le sujet en occultant un passé colonial que toute une nation traîne comme un boulet. Le refus d'assumer avec sérénité une histoire douloureuse est difficile à comprendre. Choisir d'occulter la Traite négrière et l'héritage colonial de la France risque de transformer en dialogue de sourds tout débat sur l'immigration et sur la révolte des banlieues. Il est logique que le mot « mémoire » n'ait pas le même sens pour tout le monde dans un pays naguère si expansionniste. C'est à cause de ce passé-là qu'à Aubervilliers ou à Montreuil on peut être Français *en droit* tout en se demandant sans cesse si on a la bonne couleur de peau.

Pourtant les Blacks à la « [mauvaise] odeur » du journaliste Marc-Olivier Fogiel³ et les « sous-hommes » du député socialiste Georges Frêche n'ont d'autre patrie que la France. Aucune disposition de la loi Sarkozy ne les concerne, mais le mot « étranger » qui y figure leur parle bien plus qu'à nombre de leurs compatriotes. Ce sont eux qui ont été choqués, sans parfois avoir jamais mis les pieds aux Antilles, à Alger ou à Abidjan, par la loi sur les « aspects positifs de la colonisation » et par les ouvrages scandaleusement négationnistes sur la Traite négrière. Ce sont eux qui dressent l'oreille quand ils entendent le mot « Françafrique ». Ils savent pourquoi leurs parents sont jadis venus en France et pourquoi ils s'y sentent eux-mêmes comme pris dans un piège infernal. On n'a pas non plus besoin de leur expliquer ceci : le pillage par l'État français des ressources des pays d'émigration n'a pas cessé avec l'accession de ceux-ci à l'indépendance, bien au contraire. Il a souvent nécessité le soutien à des régimes – pas nécessairement dictatoriaux, comme le montre l'exemple du Sénégal – qui ont fini par inhiber les capacités d'espérance et de création des jeunes. Sans cela, beaucoup d'entre eux n'auraient pas choisi l'exil.

À une plus vaste échelle, le système économique mondial a accentué les disparités entre le Sud et le Nord. La destruction de l'agriculture et de la fonction publique s'est partout accompagnée de privatisations des entreprises ainsi que des services publics au profit des multinationales installées sur le continent. Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait un si grand nombre de Maliens parmi les migrants. Leur pays, qui fait partie du trio de tête des producteurs

africains de coton, n'en est pas moins classé parmi les plus pauvres de la planète. En 2005, ses paysans ont cédé leur coton à 160 francs CFA le kilo contre 210 francs CFA en 2004. En interdisant aux États africains producteurs de subventionner cette filière, ce qu'eux-mêmes font en faveur de leurs agriculteurs, les pays riches sont pour beaucoup dans cette situation.

L'exemple du coton est emblématique des déséquilibres Sud-Nord mais il n'est pas le seul. À chaque rencontre du G8, l'effacement « total » de la dette africaine est annoncé. De même, un accroissement de l'aide au développement est souvent préconisé, voire des programmes de soutien – défense de rire ! – aux droits humains.

Ces différentes approches de la question ont un point commun : on n'envisage jamais de laisser les Africains résoudre tout seuls leurs problèmes. Au lieu de les confiner dans un rôle d'éternels assistés, certains pays européens feraient mieux de renoncer à leurs chasses gardées africaines en cessant de soutenir et d'armer des régimes impopulaires avec qui ils partagent, en toute illégitimité, les richesses naturelles du continent.

Complices et bénéficiaires de ce système inique, les chefs d'État africains n'osent dénoncer les mauvais traitements infligés à leurs nationaux aux portes de Schengen. L'Europe sait de toute façon qu'elle peut agir en Afrique sans tenir compte de ces fantoches qu'un comédien français a récemment qualifiés de « rois nègres ».

La société civile africaine elle-même reste souvent muette face aux massacres de jeunes Somaliens, Libériens et Marocains sur les côtes européennes. Certes, Aminata Traoré, leader du mouvement altermondialiste africain, a entamé le 14 octobre 2005 à Bamako une « Marche de la dignité » qui l'a menée à Bruxelles via Paris, Milan et Madrid. Dans ces différentes capitales, ses compagnes maliennes et elle ont protesté contre un contrôle de plus en plus criminel des flux migratoires. De telles initiatives restent cependant isolées. Tout se passe comme si les exclus de Ceuta et Melilla le sont également du champ de la défense des droits de l'homme sur le continent. On perçoit bien, derrière l'écran de fumée racial, la dimension purement politique de ce problème. Les migrants ne sont pas seulement des Noirs d'Afrique, ils sont aussi des miséreux. Même chez eux, les élites politiques et intellectuelles ne veulent pas en entendre parler. Ces nouveaux damnés de la terre ont même parfois le sentiment d'avoir moins de place dans leurs propres sociétés complètement déstructurées qu'à l'étranger.

On sent toutefois comme un début de changement. À travers un collectif de vingt et un députés, une partie de la classe politique malienne a affiché son hostilité à la visite de Nicolas Sarkozy à Bamako le 17 mai 2006. Cette action a permis à l'opinion de mieux se rendre compte que la politique africaine de la France est au cœur du débat sur l'immigration. À force de susciter des manifestations violentes, de Fort-de-France à Bamako et sans doute bientôt ailleurs dans l'ex-Empire, M. Sarkozy finira peut-être par admettre l'extraordinaire complexité de problèmes qu'il croit pouvoir résoudre en un

tournemain.

Selon une idée assez répandue, les migrants essaient de fuir les conflits ethniques et les régimes dictatoriaux. C'est loin d'être toujours le cas. Le Sénégal et le Mali, qui fournissent de forts contingents de candidats au voyage, sont deux pays relativement paisibles et démocratiques. En vérité, la quasi-totalité des migrants sont chassés de chez eux par la misère. La Terre promise, entrevue chaque soir à la télévision, leur a toujours fait sentir la médiocrité de leur quotidien. D'où l'envie d'un horizon lointain, avivée par ceux qui, une fois *là-bas*, prétendent que tout y est merveilleux. Le Nord semble avoir du mal à mesurer la force de cette aspiration à une vie meilleure. Il préfère penser que, si certains pays sont pauvres, c'est de leur faute. N'est-il pas un peu simpliste de prétendre que l'Occident ne doit sa prospérité qu'à son propre labeur au fil des siècles ? Aujourd'hui, pour de mystérieuses raisons, l'Europe est prête à tout entendre, sauf qu'elle est en grande partie responsable du désastre économique qui crée le chaos à ses frontières.

Cela dit, il y a lieu de se demander pourquoi des jeunes, parfois diplômés, se montrent prêts à payer de leur vie une hypothétique entrée dans l'espace Schengen, quitte à se battre à coups de pierres et de bâton contre des milliers de soldats marocains et espagnols armés jusqu'aux dents. Le spectacle répété de ces pitoyables candidats à l'exil, pareils à des bêtes à peine conscientes de la différence entre la vie et la mort, est tout à fait insupportable. En le voyant, on éprouve souvent de la honte, du dépit et – il faut bien l'avouer – une sourde colère à l'égard des clandestins. Il est difficile de comprendre pourquoi un jeune Africain, prêt à mourir pour quitter sa patrie, n'est jamais disposé à souffrir pour rendre sa patrie meilleure, au moins dans l'intérêt des générations futures.

Mais ce serait peut-être aller trop vite en besogne que de vouloir expliquer ce comportement suicidaire par le seul attrait de l'Europe. Selon toute probabilité, les migrants ont été pris dans un piège qui s'est refermé sur eux. Avant d'arriver aux îles Canaries ou devant les barbelés de Ceuta et Melilla, le candidat au voyage a laissé toutes ses économies entre les mains de passeurs et de douaniers véreux. Le tarif est de mille euros environ et, selon une autorité judiciaire italienne, le chiffre d'affaires de ce trafic via la seule Sicile est estimé à environ dix milliards de dollars par an. Il faut ajouter à cela de longues et pénibles traversées du désert, à pied ou dans de vieux camions surchargés. Commence ensuite le plus dur : l'angoisse de l'attente et une existence précaire dans les forêts de Gourougou et de Bel Younes. Là, une vie en communauté s'organise, des solidarités se développent et on rêve à haute voix de cette Europe si proche et si désespérément lointaine. La certitude que l'Eldorado, c'est maintenant ou jamais est chaque jour plus forte. Quel être humain anéanti par la misère peut résister à l'illusion qu'en affrontant quelques barbelés il va changer pour toujours sa vie et celle des siens restés au pays ? Avant de juger les migrants dans le confort douillet d'une existence normale, il faut se poser cette question. Ils ne veulent pas faiblir aux yeux de

leurs compagnons, mais ils savent aussi que le système dans lequel ils évoluent désormais ne prend en charge à aucun moment l'idée d'un retour à la case départ. Il était frappant d'entendre, après les événements de Ceuta et Melilla, beaucoup d'entre eux déclarer : « Je ne savais pas que les choses allaient se passer ainsi, c'était insupportable, mais chaque fois que je voulais renoncer au voyage, les autres me conseillaient de tenir. » C'est terrible à dire : quelles que soient les difficultés, le migrant est condamné à aller de l'avant. On a également vu qu'en dépit des souffrances endurées et des pertes humaines, certains parviennent à passer de l'autre côté de la vie. Cette mince chance de succès transforme le rapport de ces jeunes à l'avenir en un jeu de hasard absolument bouleversant.

Prendre conscience de cette dimension psychologique peut aider à avoir une approche moins passionnelle d'une question aussi grave. Malheureusement, à une réflexion sereine, l'Europe préfère une logique d'enfermement insensée à notre époque. Il est ainsi envisagé de créer en Afrique du Nord des « portails d'immigration » ou des « centres d'assistance » : autant d'euphémismes pour éviter le mot « camps », historiquement chargé il est vrai. L'Union européenne appelle cela « externalisation » du problème de l'émigration. Toutes ces précautions de langage masquent mal un état d'esprit étrangement guerrier. L'Europe se perçoit de plus en plus comme une forteresse assiégée et entend se défendre, au besoin par des moyens extrêmes. L'Espagne est en train de surélever les barrières à sa frontière et un immense fossé va compléter le dispositif de verrouillage. Cette tendance au repli sur soi est peut-être la leçon que l'on a tirée des rejets répétés de la Constitution européenne au cours de divers référendums. Là où le fameux « plombier polonais » n'est pas le bienvenu, comment se pousserait-on pour faire de la place à un menuisier algérien ou burkinabé ?

Mais rien n'y fera : les mesures administratives ne réussiront qu'à rendre le parcours plus périlleux pour des migrants clandestins chaque jour plus nombreux. Elles ne pourront pas arrêter ceux qui sont prêts à braver mille périls pour entrer en Europe. Elles accroîtront les revenus des mafias de passeurs sans jamais venir à bout de ce problème politique majeur. Le casse-tête de l'émigration mérite une approche stratégique et non des solutions à courte vue, dictées par la peur primaire de l'autre et un certain populisme.

On l'a bien vu aux États-Unis où une impressionnante mobilisation de la communauté mexicaine vient de ramener à la raison le président George W. Bush. D'abord tenté par une prétendue fermeté, il consent désormais à la régularisation de onze millions de clandestins. Il est vrai qu'il a annoncé par la même occasion le déploiement de six mille soldats à la frontière. En désespoir de cause, le Congrès a autorisé, fin septembre 2006, l'érection d'un mur de 1 200 kilomètres à la frontière avec le Mexique. À l'évidence, l'Amérique ne sait pas comment se protéger de la misère des migrants qui ont largement contribué à sa prospérité.

Cela devrait être un sujet de méditation pour la petite Europe.

Prétendre obliger des centaines de millions de jeunes gens à végéter dans des pays que l'on continue par ailleurs à pressurer, c'est travailler à rendre le monde encore moins sûr qu'à l'heure actuelle. La fuite en avant et l'égoïsme de l'Europe risquent à terme de faire naître de nouvelles formes de violence qui, d'une façon ou d'une autre, ne l'épargneront pas. Sait-on qu'en mai 2006, les chômeurs sénégalais de Rufisque ou Thiaroye se lancent à l'assaut des îles Canaries en disant qu'ils vont au *Jihad* ? Pour le moment, cela signifie surtout, de manière pathétique, qu'ils sont assurés d'aller au-devant de leur mort. Mais ces mots-là n'entrent jamais par hasard dans le langage d'une génération.

1. Un second montant de 67 millions a été accordé par l'Union européenne au Maroc le 23 août 2006. Selon Associated Press, « les fonds sont destinés au programme d'urgence présenté par le gouvernement marocain pour améliorer la gestion des flux migratoires et renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. »
2. Au fond, cette facilité à accéder à l'espace Schengen dans de si frêles embarcations montre indirectement que l'Afrique et l'Europe sont des *continents mitoyens* et que ce qui se passe à leurs frontières est aussi une querelle de voisinage qui ne dit pas son nom.
3. Référence au SMS – destiné à l'humoriste Dieudonné à la suite d'un sketch très controversé – fabriqué par la production d' « On ne peut pas plaire à tout le monde » (France 3) et diffusé lors de l'émission du 5 décembre 2003 : « Ça te ferait rire si on faisait des sketches sur les odeurs des Blacks ? » Marc-Olivier Fogiel, les responsables de l'émission et Marc Tessier (alors président de France Télévisions) ont été condamnés, le 29 septembre 2005, pour « injure à caractère racial » par le tribunal correctionnel de Montpellier.

Lettre à un ami sur le naufrage du *Joola*

Dakar, 15 décembre 2002

Mon cher Diadié,

Depuis quelques semaines, nous recevons de partout des messages de sympathie. Il m'en est arrivé de tout près, comme le tien de Bamako, mais aussi de Trinidad et d'Athènes. J'aimerais, à travers toi, répondre à d'autres amis tels que Yann et Beata, Louis, Gaoussou et Zohra, là-bas à Vienne.

Tu as su trouver des mots justes et émouvants pour parler de la tragédie du 26 septembre dernier. Je me demande cependant ce qu'il peut bien en rester, un mois après, dans l'esprit d'un étranger. Notre époque est ainsi faite : à force d'entendre tout le temps des inconnus gémir sous les décombres, très loin de chez nous, nous ne nous y arrêtons même plus. Chaque jour un désastre chasse l'autre et nous les oublions tous très vite. Il est toutefois possible que tu aies encore en mémoire quelques chiffres à propos du *Joola*. Conçu pour 550 passagers, ce bateau en transportait officiellement 1 220. Ou peut-être même près de 2 000, selon des informations de presse non démenties. Le rapport de la commission d'enquête fait état de 65 survivants – des miraculés, plutôt. À partir de ces données, les calculs sont vite faits. Personne ici ne veut s'y résoudre, par crainte d'affronter une réalité effroyable. Plus qu'un secret d'État, le nombre exact de victimes du naufrage est un tabou.

Il est vrai que cela n'importe guère pour les centaines de milliers de Sénégalais qui y ont perdu des parents, proches ou éloignés. Je sais de quoi je parle. Tu te souviens sûrement du jeune Hyacinthe Sagna qui vivait à la maison. Il t'a fait revisiter Gorée et t'a aidé en juin dernier à savourer, mais sans trop de dégâts pour ton porte-monnaie, les délices du marchandage à

Sandaga. Il revenait de Ziguinchor avec son frère Édouard et, dès l'annonce de la nouvelle par une radio, je suis parti à leur recherche. Ils ne figuraient sur aucune des listes de survivants affichées dans les hôpitaux et devant les mairies. À l'Hôtel de Ville, j'ai vu des photos horribles : les visages boursoufflés, lunaires et tordus d'une vingtaine de cadavres. Dans la foule, une jeune femme s'est mise soudain à crier : elle venait de reconnaître son mari. Pendant qu'elle pleurait, nous la regardions tous avec une certaine envie. Elle avait au moins trouvé un corps à quoi raccrocher sa souffrance. Elle avait quand même eu de la chance, c'était là un beau pied-de-nez au néant. L'expérience m'a fait ressentir à quel point il est difficile d'accepter la disparition radicale, l'absence subite de toute trace de ceux que nous avons bien connus et aimés. Je ne peux toujours pas supporter l'idée que, d'une certaine façon, Hyacinthe Sagna s'est désintégré. Il arrive encore, trois mois après la tragédie, que la mer rejette des corps. Je me surprends à souhaiter que le sien en fasse partie, afin que sa courte vie n'ait pas été une aventure à jamais inachevée.

Les parents des victimes auraient surtout préféré ne rien savoir de cette nuit d'horreur. En temps normal, les décès violents d'êtres humains, ça ne se raconte pas. Eh bien, s'agissant des naufragés du *Joola*, chacun connaît les moindres détails de leur agonie. Que, par exemple, ils ont pendant une nuit entière vu la mort s'avancer vers eux ; que tel jeune homme, exténué, s'est laissé mourir plutôt que de continuer à nager ; que les femmes et les enfants ont payé le plus lourd tribut à l'Océan ; que dans le bateau, à l'instant où je t'écris ces lignes, les corps sont encore enchevêtrés de manière indescriptible ; et surtout que, torturés par la peur et par un fol espoir, les naufragés ont frappé jusqu'à leur dernier souffle contre la coque du bateau. En vain, car pendant ce temps les secouristes dormaient du sommeil des justes.

Et il y a sans doute le plus affreux : ce que nous ne saurons jamais.

Hyacinthe était un catholique fervent et sa foi a pu lui être d'un grand secours. D'autres naufragés, moins bien armés spirituellement, se sont peut-être sentis soudain précipités en enfer. Il est horrible de penser qu'un être cher a eu tout le temps de se demander, les yeux remplis d'épouvante, qui l'avait condamné à mourir de façon si atroce, au cours de quel procès et en expiation de quel péché. C'est pourtant le lot de bien des parents des victimes. Chacun d'eux est contraint de revivre, peut-être jusqu'à la fin de ses jours, les derniers instants de sa fille, de son père ou de son fiancé.

Diadié, un petit bout de phrase dans ta lettre m'a fait sourire de gêne et d'agacement. Tu écris en effet : « Je pensais que cela pouvait se produire partout en Afrique, sauf au Sénégal. »

C'est que tu as, à ton insu, retourné le couteau dans notre plaie. Pour nous aussi, de telles choses ne pouvaient arriver qu'aux autres. La modestie ne nous a jamais étouffés, tu le sais bien. Il n'y a aucun mal pour un peuple à croire en ses capacités, voire à les surestimer. Mais point trop n'en faut. Si le réveil a été si brutal, c'est que nous sommes bercés depuis trop longtemps par

nos propres délires.

Ainsi, pendant l'élection du 19 mars 2000, nous n'avons pas seulement demandé à notre ancien président de se laisser battre. Nous avons aussi exigé qu'il accepte sa défaite avec panache. Notre peuple voulait en somme gagner deux fois, avec le vainqueur et avec le vaincu. Diouf s'est prêté avec noblesse à ce jeu cruel. Son fameux coup de téléphone à M^e Wade – pour reconnaître sa victoire avant même la publication des résultats officiels et le féliciter – valait plus par une certaine posture démocratique que par son contenu. Il nous a permis de dire au monde : voyez comme nous sommes épatants, nous autres Sénégalais !

Moins d'un an plus tard, les funérailles de Senghor ont une fois de plus attiré l'attention sur nous de manière très flatteuse : chacun s'est alors souvenu que notre pays, décidément inclassable, a eu pour premier président un politicien certes ambigu, mais d'une incontestable envergure intellectuelle. On a également évoqué avec respect son abandon, volontaire, du pouvoir.

Est-il besoin de te le rappeler ? Rien ne nous a fait perdre autant la tête que nos exploits sportifs en Asie. Le match d'ouverture d'un Mondial est quelque chose de vraiment unique. C'est avant tout un duel, un combat singulier. Celui qui nous opposait à la France était arbitré par la planète entière. Drôle d'endroit tout de même pour une rencontre entre l'ancien colonisateur et nous. Cette victoire a failli me rendre fou de joie. J'ai acheté des drapeaux pour des dizaines de compatriotes à Paris, à Bologne ou ailleurs. Je n'ai jamais été aussi fier d'appartenir à cette nation tout de même un peu bizarre. Comment un pays où le football *n'existe plus* depuis des décennies fait-il donc pour battre le champion du monde et d'Europe, puis tant d'autres grandes équipes nationales de football ? Pendant près d'un mois, nous avons poussé à chaque aube de longs cris d'allégresse. Notre nouveau président nous avait promis le bonheur. Est-ce que ce n'était pas déjà les lendemains qui chantent, ça ? Pour M^e Wade, la réponse n'a jamais fait l'ombre d'un doute : lui à la tête du Sénégal, il y aurait des miracles en veux-tu, en voilà ! C'est le moment où il s'est d'ailleurs autorisé les plus grandes extravagances, se livrant après chaque victoire à un exercice plutôt insolite pour un chef d'État : laisser éclater en pleine rue des émotions extrêmes, avec des gestes et un regard désordonnés, parmi des milliers de ses arrière-petits-enfants surexcités. Ainsi l'avons-nous vu appeler, non de son palais mais d'une avenue de Dakar, nos footballeurs à Séoul pour des salamalecs intercontinentaux très animés.

Présent sur tous les fronts, le président n'a pas ménagé sa peine. La saison était en vérité faste pour toutes les chimères. Jamais un pays pauvre n'a été aussi riche en aéroports, autoroutes, universités du futur et autres réalisations pharaoniques. Il y avait juste un petit problème : elles étaient toutes imaginaires. Sur la lancée de la Coupe du monde de football, plus rien ne devait résister à notre volonté d'aller de l'avant. Quand de mauvais patriotes se sont mis à parler de sécheresse, des spécialistes sont venus du Maroc pour leur clouer le bec. Ils nous ont fait entrevoir entre les nuages,

schémas savants à l'appui, d'abondantes pluies artificielles. Et puisque le pays réel manquait d'eau, la télévision a déchaîné, avec des images d'archives, de véritables tornades tropicales.

Personne n'était dupe mais le système fonctionnait à merveille. Cela aurait peut-être pu continuer ainsi pendant longtemps. Nous avons toujours cru pouvoir échapper, de façon plus ou moins magique, au pire. Le naufrage du *Joola* a été un brutal coup d'arrêt à ces rêveries absurdes. Nous l'avons bien vu au retour de M^e Wade du sommet francophone de Beyrouth. Il a présenté le choix porté sur Diouf à la tête de l'OIF¹ comme une victoire : « Ça aussi, a-t-il dit, c'est le Sénégal qui gagne ! » Mais visiblement le cœur n'y était plus. Il avait la voix un peu lasse et le regard sans flamme, notre président. On le sait, du reste : il n'avait pas soutenu de gaieté de cœur la candidature de Diouf à un poste susceptible de le repositionner, de manière tortueuse, dans un jeu politique complexe. Il y avait cependant une autre raison au désarroi du président. Il était surtout conscient de s'adresser à un peuple en colère et meurtri après le naufrage. Ses grandes phrases sonnaient à nos oreilles comme de dérisoires babioles patriotiques. Nous commençons, cher Diadié, à nous demander si, par goût du changement, nous n'avions pas confié le pouvoir à des mains dangereusement inexpertes. L'homme qui nous avait promis une croissance à je ne sais combien de chiffres ne savait que construire des cimetières de fortune entre Mbao, Ziguinchor et Banjul. Il nous était pénible de le voir se débrouiller tout seul avec des centaines de cadavres hâtivement jetés dans des conteneurs. Jamais l'écart entre nos fantasmes et la situation réelle ne nous a paru aussi colossal. Et que dire des errements qui ont empêché de sauver tant de vies humaines ? Le naufrage a eu lieu à 23 h dans une zone où sévit depuis vingt ans la rébellion du MFDC². Jusqu'à huit heures du matin, aucune autorité civile ou militaire n'a pu être contactée. Il est vrai que le ministre de la Pêche a été informé dans la nuit. Il a avoué benoîtement par la suite n'avoir rien pu faire, faute de connaître le numéro de cellulaire de son collègue des Transports ! Il ne l'a pas ajouté, mais on a compris qu'il s'est aussitôt rendormi, ce qui est bien humain. Pour une situation qui ne prête guère à rire, on a souvent frôlé le ridicule. Deux membres du gouvernement, qui finiront par être limogés, se sont renvoyé la balle pendant plusieurs jours tout en se mettant d'accord pour accuser l'armée.

Cette dernière est accablée par l'opinion de critiques d'une rare violence. Au Sénégal, le fait est nouveau et mérite réflexion. Nous avons toujours eu le plus grand respect pour une armée qui n'a jamais disputé le pouvoir aux civils. Et nous aimons croire – naïveté ou manque d'information ? – qu'elle réussit à éviter depuis plus de vingt ans les excès si fréquents, partout dans le monde, quand des forces régulières doivent faire face à une guérilla. La catastrophe a mis en évidence de troublantes carences en son sein. Elle a surtout jeté une ombre sur la réputation de rigueur et de professionnalisme qui lui valent d'être pratiquement de toutes les missions de paix de l'Onu. En une seule nuit, le laxisme du commandement a fait plus de victimes que des

années de rébellion indépendantiste. Depuis hier, le Collectif des familles des victimes exige le limogeage du chef d'État-Major général des armées.

Le président Wade a admis, dès les premières heures, que le naufrage du *Joola* n'était pas un accident inévitable. Au lieu d'incriminer les éléments naturels, il a invité les Sénégalais à un examen de conscience. « Vous êtes des gens cupides, nous a-t-il jeté à la figure, vous n'avez pas de respect pour la vie des autres, honte à vous ! » Et – le croiras-tu, cher ami ? – nous avons, malgré la douleur et la rage, frissonné de joie. Je ne sais si cette catégorie politique a un sens, mais j'ai bien envie d'appeler cela du populisme à rebours. Nous voulions être rudoyés et un président attentif à nos moindres désirs n'y est pas allé de main morte. Notre peuple, si prompt à se vanter de tout et de rien, a découvert à l'occasion de la tragédie du 26 septembre les vertus de l'auto-flagellation collective. Il s'y est livré avec excès mais non, semble-t-il, sans sincérité. En vérité, le sentiment dominant chez nous après ce naufrage a été la honte. Lorsqu'on croit frôler les cimes, il est dur de devoir s'avouer que l'on est en train d'errer, comme tant d'autres, au bord de l'abîme. Sous ses habits de lumière, notre démocratie cachait des tares banales mais aux conséquences tragiques. Le *Joola* n'a pas seulement cassé l'image construite par quelques-unes de nos réelles réussites. Il les a fait regretter et leur a même donné un goût bien amer. Sans les entrechats quasi hallucinants d'El Hadj Diouf sur les terrains de foot d'Asie, le naufrage nous aurait sûrement fait moins mal. En usant et abusant du slogan « Le Sénégal qui gagne », nous n'avons pas pensé au choc en retour. Nous ne nous savions pas sur le point de réaliser un autre exploit : battre, avec notre unique bateau, le record du *Titanic*.

L'image des avions pénétrant dans les Twin Towers restera à jamais l'emblème du 11 septembre 2001. Notre tragédie sera, elle, associée à ces pirogues que l'on a vues, sur l'île de Karabane, virevolter autour du bateau déjà dangereusement incliné pour le surcharger encore plus de marchandises et de passagers. Il pleut sur Karabane et les images de la vidéo amateur sont d'autant plus saisissantes qu'elles sont floues et tremblotantes. On est presque, après tout, au cœur des ténèbres. Une femme toute trempée de pluie traverse une véranda qui évoque étrangement la jungle. Elle disparaît ensuite en un éclair, comme anéantie par l'ombre, avant même qu'on ait le temps de comprendre ce qu'elle fait là. Quand la mort rôde déjà ainsi, il n'y a rien à comprendre, sauf que le naufrage annoncé par les signes sera bel et bien une nouvelle tragédie africaine. C'est-à-dire, en définitive, une colossale catastrophe naturelle causée par les hommes. La mort de centaines de militaires, de commerçants et surtout d'étudiants – l'avenir de toute une région et de notre pays – a eu une seule cause : l'insondable incompetence de nos dirigeants.

Après cela, nous avons prétendu pendant quelques jours tirer les leçons de l'événement. J'ai vu à plusieurs reprises des policiers contrôler, avec une ostentation un peu comique, les papiers des chauffeurs de cars rapides, leurs

vieux complices des carrefours de la ville. Ils avaient l'air de dire : « Désolé, mon gars, on va devoir suspendre notre petit jeu pendant quelques jours, il y a eu cet accident en mer, le président a dit que c'est notre faute et tout le monde a les yeux braqués sur nous, tu n'écoutes donc pas la radio ? » Puis, derrière, le petit clin d'œil facile à décrypter : « Laissons à tous ces donneurs de leçons le temps de changer de disque ! Tous des voleurs avec leurs 4 x 4 et leurs belles femmes, et ils veulent nous empêcher de vivre, nous les petits, hein ! » Et puisque la presse signale depuis des années que la ville de Dakar est littéralement assise sur une poudrière, des ministres ont fait leur petit tour dans la zone industrielle pour s'assurer de ce qui est, de toute façon, une évidence. Si on peut se risquer à parler de méthode wadienne, elle se résume à ceci : réagir chaque fois pour donner l'impression d'agir tout le temps. Dans ce cas précis, toute l'agitation est ponctuée de fatigantes homélies des autorités dans le genre « plus jamais ça ». Le choc a été tel qu'on ne peut nous soupçonner, je crois, de jouer la comédie. Ce repentir complaisamment étalé dans les colonnes des journaux peut pourtant inquiéter, car il semble bien superficiel. L'émotion retombée, les pratiques dont l'accumulation a rendu possible le naufrage du *Joola* fleurissent de nouveau. Il suffit de se promener dans n'importe quel quartier de la capitale pour constater que tout se passe exactement comme avant le 26 septembre 2002.

Je crois du reste, cher Diadié, que notre président nous ressemble beaucoup. Je le devine parfois presque offensé par nos réalités têtues et choquantes de pays sous-développé. Qu'il ait envie de faire mieux que ses deux prédécesseurs m'a toujours paru hors de doute. Par certains côtés, il fait penser au roi Christophe de Césaire – « J'en demande trop aux hommes ! Mais pas assez aux Nègres, madame ! [...] C'est d'une remontée jamais vue que je parle, Messieurs, et malheur à celui dont le pied flanche. » Ou mieux encore à Haroun al-Rachid, ce calife des *Mille et Une Nuits* qui attendait que son bon peuple de Bagdad soit endormi pour revêtir un habit de marchand étranger et s'assurer que rien dans son royaume n'était, comme dit Schéhérazade, « contre le bon ordre ». J'imagine très bien M^e Wade se glissant, lui aussi, dans quelque ruelle sombre de Colobane quand nous sommes au lit depuis longtemps. Tel feu rouge ne fonctionne pas et il en prend fiévreusement note. Toute une famille de mendiants est blottie sur des cartons près d'une décharge publique et le président se gratte pensivement la tête... Un ministère de la Lutte contre la pauvreté extrême ne serait-il pas la bonne solution ? Il y sera fait allusion dans un discours le lendemain mais une autre promenade nocturne fera bifurquer l'intérêt présidentiel vers une autre piste. Et se perpétue ainsi la ronde des idées emportées on ne sait où par la brume du petit matin.

Je te le dis, Diadié, comme je le pense : à force de vouloir être partout, M^e Wade embrouille et aggrave des problèmes qu'il ne résout pas. Nous sommes peut-être passés de l'inertie des dernières années de Diouf à un activisme frénétique qui n'est pas, en fin de compte, moins paralysant.

Aujourd'hui chaque ministre se tient pétrifié dans l'ombre et semble dire : « Ne faites pas attention à moi, vous me voyez peut-être en chair et en os mais c'est une erreur, je ne suis pas là. » Avec un tel homme, il est en effet plus prudent de bien montrer à chaque instant que l'on n'existe pas. On ne sait jamais. Nous devrions peut-être glisser à l'oreille de notre président que nous ne le prenons pas pour un surhomme, que nous faisons seulement semblant pour lui donner du cœur à l'ouvrage. Que de lui, depuis le début, nous espérons plus un élan dans la bonne direction que des tours de passe-passe. S'il y a un bon usage à faire de cette tragédie, c'est de comprendre qu'une vraie démocratie n'a que faire d'un homme providentiel. Un pays ne peut rester suspendu, comme en apnée, aux lumières supposées ou réelles d'un seul être humain. Cela nous infantilise et risque aussi de nous livrer un jour, pieds et poings liés, aux plus fâcheuses aventures.

On nous a demandé de faire notre examen de conscience. Soit. Il me paraît pourtant plus juste d'incriminer les seuls décideurs. Ce naufrage a eu lieu à un moment précis, dans des conditions nettement déterminées par le rapport d'une commission d'enquête. En accusant tout le monde, d'une manière en quelque sorte métaphysique, on se dispense de situer clairement les responsabilités. Il s'agit moins de faire tomber des têtes que de prévenir une dangereuse culture de l'impunité. Il faut cependant rendre à M^e Wade cette justice : il n'a pas hésité à se séparer de plusieurs proches collaborateurs cités dans des trafics douteux. On ne sait s'il ira dans cette affaire aussi jusqu'au bout de cette salubre logique de sanction.

La tragédie du 26 septembre est si grave que nos politiciens ne devraient pas compter cette fois-ci sur leur meilleur allié : notre amnésie. Du reste, chaque fois que nous croyons en avoir fini avec lui, le *Joola* recrache des cadavres sur les côtes. Une façon pour les victimes de nous faire don de leur mort, comme pour nous rappeler à notre devoir de mémoire envers eux.

J'ai pourtant des doutes, Diadié. Et quitte à t'entendre encore me reprocher d'être pessimiste, je vais t'avouer que les cris des survivants et des familles des victimes me paraissent de moins en moins audibles. Sais-tu quoi ? Le rapport sur le naufrage du *Joola* a été rendu public le même jour qu'un remaniement ministériel riche en suspense et fortement médiatisé.

Lequel de ces deux événements a étouffé l'autre, à ton avis ? Même notre chère Niouma Dagnoko, à qui je souhaite de vivre dans un monde meilleur que le nôtre, connaît la réponse...

Et à présent, l'habituel clin d'œil qui clôt toutes nos lettres et pour lequel nous avons d'ailleurs inventé le mot « flash-black ». Sans doute te souviens-tu du jour où, à Mopti, le Maître nous dit ceci : « Si le Roi devient un assassin, on peut le lui reprocher ainsi qu'à ses partisans. Mais si un assassin devient le Roi, le peuple qui l'a laissé usurper le trône ne doit s'en prendre qu'à lui-même s'il lui arrive un malheur. » A-t-on jamais parlé plus clairement, Diadié, sans en avoir l'air, du naufrage des navires et de celui des nations ?

Drôle de bonhomme, le Maître : infiniment sage et un peu fou, ce qui est bien normal quand on se mêle de philosopher.

En espérant une prochaine rencontre ici ou là-bas, tout le bon aux compagnons d'espérance de Bamako.

1. Organisation internationale de la francophonie.
2. Mouvement des forces démocratiques de Casamance.

III

LITTÉRATURE AFRICAINE LES MOTS CONTRE LES CHOSES

Écris et... tais-toi

Les auteurs africains, surtout les francophones, consacrent le plus clair de leur temps à expliquer pourquoi ils écrivent dans une langue étrangère. Cela leur donne souvent la fâcheuse impression d'être piégés dans une discussion stérile. Le poète congolais Tchicaya U'Tamsi a dit un jour à quel point il jugeait agaçante la récurrence de ce débat. On raconte aussi qu'il est arrivé à Mongo Beti de rétorquer, excédé, à une auditrice : « Madame, je déteste la langue française, d'ailleurs moi je n'aime que le grec et le latin ! » Depuis des dizaines d'années, les mêmes questions appellent les mêmes réponses : notre public, plus sensible à l'oralité qu'à l'expression écrite, n'a pas non plus les moyens d'acheter ou de comprendre nos livres.

Pourtant, à quelques exceptions près – Ngugi Wa Thiongo du Kenya et Cheikh Aliou Ndao du Sénégal, par exemple –, les écrivains africains sont hostiles, même quand ils en ont la possibilité, au recours à leur langue maternelle. Il serait toutefois plus juste de dire qu'ils considèrent l'anglais ou le français comme un moindre mal. Cette attitude exprime surtout leur crainte légitime de se laisser enfermer dans un ghetto qui les isolerait du reste de l'humanité. De fait, on peut difficilement reprocher à un poète ou à un dramaturge de vouloir étendre son propos au-delà de sa communauté d'origine. Le bon sens veut qu'il s'adresse à tous ses lecteurs potentiels, où qu'ils puissent se trouver sur cette terre. Sony Labou Tansi exprime la même idée à sa façon : « J'écris pour le monde entier et pas seulement pour les Congolais. »

Tout en comprenant une telle position, on est frappé par le refus qu'elle implique d'établir la moindre corrélation entre la langue et la culture. Cela est d'autant plus surprenant que dans d'autres parties du monde, la question linguistique a toujours été, parfois de manière sanglante, au cœur de la revendication identitaire. En Afrique, la langue n'indique, curieusement, aucune ligne de fracture idéologique dans le champ littéraire¹. Des romanciers que tout oppose par ailleurs sont en accord total sur ce point. Le fait de délaisser le dioula ou le sérère ne signifie pas pour eux qu'ils renient leur

africanité. On a même parfois l'impression que les auteurs les plus anticolonialistes sont les moins gênés par cet état de fait.

Le paradoxe n'est qu'apparent, car le créateur africain a un double public. Sa volonté de se faire entendre de l'opresseur est au moins aussi forte que celle d'améliorer le sort de ses compatriotes. Née sous le signe de la protestation collective, la littérature africaine s'est toujours méfiée de l'Art pour l'Art. Elle est moins intéressée par la réalisation de belles œuvres individuelles que par l'urgence de résoudre les problèmes sociaux. Dans la période de lutte pour la libération nationale, il fallait parer au plus pressé. La langue de l'occupant avait le mérite d'exister. Les intellectuels africains y ont puisé les *mots de passe* qui ont assuré leur cohésion face à un ennemi commun.

La situation n'est cependant pas la même dans toutes les anciennes colonies. Dans l'espace anglophone, seule la pugnacité de Ngugi Wa Thiongo donne encore un semblant de réalité au débat linguistique. Au Nigeria, les pièces de Wole Soyinka cohabitent sans difficulté avec des œuvres en yoruba ou en haoussa. À en croire certains analystes, cette attitude plus détendue est due au fait que l'occupation britannique s'est finalement révélée moins destructrice pour les élites africaines. En outre, on croit souvent que la langue anglaise a conquis la planète. Ne devrait-on pas dire plutôt qu'elle a été colonisée par les autres cultures ? Il se pourrait bien que Ben Okri et Arundhati Roy la considèrent comme leur propriété. Sa suprématie ne gêne que les Français, qui ont une relation quasi névrotique avec leur langue. Et le fait que celle-ci soit en perte de vitesse n'arrange pas les choses. La francophonie est une façon un peu comique de bomber le torse face à l'éternel rival anglo-saxon. En maintenant dans son giron les écrivains francophones de tous les continents, la France veut surtout montrer le rayonnement international et la vitalité de sa langue. Elle a au moins ainsi l'illusion de « tenir son rang » parmi les grandes nations du monde. Mais cette apparente ouverture souffre d'un paradoxe : tout en poussant au combat les auteurs québécois, libanais, suisses ou ivoiriens, l'institution littéraire française ne peut se résoudre à les traiter comme les égaux de ceux de l'Hexagone. Par un étrange glissement sémantique, on est arrivé à la situation où un écrivain français se sentirait discrédité d'être appelé francophone... Comprenez qui pourra !

Québécois, Wallons et Suisses romands peuvent se réclamer d'une culture française qui les renvoie à un passé parfois assez récent. Il n'en est pas de même pour les Africains. La place qui leur est assignée dans cette famille fort bigarrée est essentiellement politique. Ils y restent pour deux raisons : on a besoin d'eux pour faire nombre et leurs dirigeants n'osent pas déplaire à Paris. Tout devrait pourtant les éloigner de l'ensemble francophone : la géographie, un passé douloureux, la situation économique, les modes de vie et même... la langue !

Cela apparaît encore plus nettement dès que l'on considère l'acte d'écrire

du dedans : le Suisse Yves Laplace écrit ses livres dans une langue qu'il parle et entend tous les jours autour de lui. Elle est une part importante de sa culture. Il n'y a en revanche rien de commun entre le bamanan que le Malien Moussa Konaté parle en famille et le français de ses romans. Ce déphasage absolu entre l'univers de l'écriture et celui de la parole est sans doute unique au monde. Il n'est pas sans effet sur le récit lui-même et sur le rapport de l'auteur africain à son propre imaginaire. De ne pouvoir nommer toute la réalité physique ou certains traits culturels spécifiques lui donne l'impression que le silence prend parfois le dessus sur son verbe. Le fait que les mots se refusent à lui rend souvent sa démarche maladroite. Parole d'emprunt, donc empruntée, pleine de trous de mémoire ? Ce dernier point est capital : il permet peut-être de comprendre pourquoi nos œuvres, même quand elles essaient de jouer sur le registre de l'humour, restent si graves et sérieuses. On peut se demander si nous ne travaillons pas avec une langue morte, qui n'existe plus nulle part tant elle est peu marquée par l'évolution du lexique et de la syntaxe, en particulier en milieu urbain. Il suffit de se promener dans les rues colorées, joyeuses et hurlantes de Yaoundé ou de Kinshasa pour saisir d'emblée le contraste entre la vie réelle et nos œuvres de fiction supposées en rendre compte. Elles parlent d'un univers qui ne nous ressemble pas.

Pour gérer cet écart, Massa Makan Diabaté a préconisé de « faire des bâtards à la langue française ». De son côté, Ahmadou Kourouma, rejetant des normes grammaticales par trop pesantes, a inventé un français riche du rythme et des intonations de son parler malinké. Sa démarche, bien accueillie par la critique, n'en reste pas moins ambiguë. Cheikh Hamidou Kane a clairement exprimé son hostilité à une telle approche dans un entretien avec le quotidien dakarois *Le Matin* : « Je ne suis pas d'accord avec mon ami Kourouma : quand on utilise le français pour écrire en français, il faut le faire correctement. » Tout en reconnaissant l'importance de l'auteur des *Soleils des indépendances*, nombre de ses confrères ont formulé les mêmes réserves, parfois avec beaucoup moins de délicatesse.

Face à ceux qui s'en tiennent à un style rigoureusement classique, le refus de tous les carcans peut paraître novateur, voire subversif. Il n'en est rien. En fait, le « modèle Kourouma » est un aveu d'impuissance. Il revient à dire que le malinké doit mourir – pourrir ? – à l'intérieur de la langue française, que celle-ci n'est pas seulement un instrument que l'histoire nous a *temporairement* imposés, mais bel et bien notre unique destin. Chaque peuple a assez à faire avec lui-même. Il se pourrait que la langue de Molière ait besoin d'une petite révolution. Et après ? Cela ne nous concerne en aucune façon. C'est plutôt l'affaire des écrivains français, pas la nôtre. L'impératif, c'est de placer la question linguistique au cœur de la réflexion sur l'avenir des sociétés africaines. De ce point de vue, il vaut mieux s'inspirer de Cheikh Anta Diop que de Kourouma.

Mais en matière de création littéraire seules valent, en définitive, les convictions fondées sur un vécu individuel et sur des émotions intimes. À

force de se focaliser sur la réception du texte, on en est venu à faire bon marché du simple plaisir d'écrire. Tout auteur a le droit de n'écouter que ses impulsions du moment. Même si de jeunes romanciers – Kossi Effoui et Daniel Biyaoula entre autres – revendiquent de plus en plus fort leur liberté de créateurs, notre littérature reste tributaire de ses desseins politiques originels. Prompt à s'effacer humblement derrière son public, l'écrivain africain a du mal à s'enfermer dans son « je ». Voilà peut-être pourquoi notre champ littéraire se réduit presque toujours aux seuls textes de fiction. Il est dépourvu de ces « pourtours » que sont, pour les littératures plus anciennes, les correspondances entre écrivains, les journaux intimes, les mémoires et les essais ou confessions. On sait souvent peu de chose sur le rapport du romancier à la réalité, sur sa conception du récit, sur la différence entre le texte qu'il a fini par écrire et celui qu'il portait en lui au départ. Il éprouve rarement le besoin de s'exprimer de façon complète et spontanée sur les mécanismes de sa fiction. Des questions lui sont posées du dehors. Il y répond avec beaucoup de bonne volonté, quitte du reste à se contredire de temps à autre. On peut résumer cette situation en disant que quelqu'un parle toujours à la place de l'auteur africain et lui enjoint avec une hautaine sévérité : *écris et... tais-toi !*

S'assumer comme une conscience singulière, ce n'est pas trahir sa communauté mais s'abreuver aux sources mêmes de l'art. La fiction est un acte de rupture. Elle cherche moins à dissimuler les conflits et les faillites du groupe social qu'à les faire éclater au grand jour. L'écrivain est, par définition, un traître. Cela veut dire aussi : un être de pur amour.

On me permettra de dire pourquoi, après avoir publié des livres dans une langue étrangère, j'ai décidé d'en écrire aussi désormais en wolof. Pendant ces vingt dernières années, le français ne m'a posé aucun problème. Je suis de ceux qui l'ont toujours considéré comme une solution acceptable. Je n'ai jamais eu le sentiment de m'éloigner de mes racines africaines en adoptant une telle position.

À vrai dire, si je ne m'étais pas intéressé de près au génocide rwandais de 1994, mon attitude serait restée rigoureusement la même.

La principale conclusion que j'ai tirée de la tragédie rwandaise, et que j'ai exposée dans un chapitre précédent de cet ouvrage, c'est qu'elle résulte en grande partie de la volonté du gouvernement français de préserver ses zones d'influence en Afrique noire. Des centaines de milliers de personnes sont aussi mortes au Rwanda parce que la France ne voulait à aucun prix abandonner à son sort un bastion francophone « menacé » par l'ennemi anglophone venu d'Ouganda. En outre, la lecture du génocide rwandais par certains intellectuels et hommes politiques français influents a été, à mon avis, d'une totale abjection. Des déclarations insultantes se sont étalées sans gêne dans la presse occidentale. Le dénigrement s'est d'ailleurs vite étendu à toute l'Afrique. On commence en effet à lire ici et là que la colonisation a été, quoi qu'on dise, une « servitude volontaire² ». Les racistes n'ont vraiment jamais

désarmé, mais il y a seulement quelques années ils se sentaient tenus à un peu de discrétion. Leurs déclarations sont claires : les morts de 1994 ne comptent pas, car ils étaient des Noirs. Un tel constat vous incite forcément à vous regarder plus attentivement dans le miroir. Après tout, mon pays, le Sénégal, entretient avec la France des relations dites de coopération – en fait néocoloniales – identiques à celles qui ont amené Paris à se compromettre gravement avec les bouchers de Kigali et d'ailleurs.

Écrire en wolof est une façon de se mettre à l'abri des mauvais coups et des crachats, un moyen de sentir sous ses pieds un sol ferme et rassurant. Dans un sens, le sentiment de vivre dans un monde dangereux ramène chacun de nous à lui-même. Chercher à conforter le statut littéraire des langues africaines, ce n'est pas mener une bataille d'arrière-garde, mais au contraire se tourner vers l'avenir. On ne le dit peut-être pas assez : la déconnection des sphères linguistique et culturelle met en péril des nations entières. Bien trop souvent l'ex-colonisé rêve de devenir l'autre. Je ne sais pas ce qu'il en est ailleurs en Afrique, mais au Sénégal – où l'existence des langues nationales est heureusement loin d'être menacée – il n'est pas rare de voir des couples d'intellectuels interdire à leurs enfants de parler une langue autre que le français. Dans certaines écoles privées, la même interdiction est en vigueur, exactement comme à l'époque coloniale.

J'ai pu me tourner vers le wolof, mais je suis conscient que tous les écrivains africains n'ont pas cette possibilité. Leurs langues maternelles n'ont pas été codifiées et ils ne les ont pas non plus étudiées, à l'université ou ailleurs. La mienne porte, depuis le XIX^e siècle, une littérature en caractères arabes d'abord puis latins. Le poème de Seriñ Musaa Ka, *Xarnu bi* – « Le siècle » – était déjà entièrement consacré aux conséquences de la crise économique de 1929 sur son Baol natal...

Mon changement de cap linguistique a donc surpris quelques-uns de mes amis. J'ai pu observer dans leurs réactions un peu d'inquiétude, une franche hostilité ou du dépit. Pour eux, un choix aussi absurde fait perdre trop de choses à la fois : du public, du prestige et même le peu de revenus que l'on peut escompter sous nos cieux d'une carrière littéraire. Je n'ai pourtant jamais déclaré que je ne publierai plus de roman en français.

Toute langue, même apprise par la force, finit par enrichir l'être humain. Il serait donc stupide d'aller en guerre contre qui que ce soit. On ne m'en a pas moins rappelé les exemples de Ngugi Wa Thiongo, Rachid Boudjedra et Raphaël Confiant qui n'auraient pas réussi à tenir leur pari de n'écrire à partir d'un certain moment qu'en kikuyu, en arabe et en créole. J'ai dû parfois répondre à des questions amusantes mais révélatrices d'un certain état d'esprit. Est-ce qu'il existe des verbes en wolof ? Cela s'écrit-il de gauche à droite ou inversement ?

Tout cela m'a surtout permis de découvrir que bien peu de gens, en Afrique comme en Occident, croient à la capacité des langues africaines à exprimer de façon appropriée un univers intérieur. Peut-être ai-je eu moi-

même les mêmes doutes sans oser me l'avouer. Notre aliénation est en vérité si profonde que le retour à soi-même demande du courage et un brin de folie. Mais celui qui ose cette aventure en est largement récompensé car – je le sais à présent – écrire dans sa langue maternelle fait éprouver des sensations absolument inouïes.

Quid du faible rayonnement international de nos langues ? On commet une grave erreur en appliquant à la création littéraire africaine une grille d'évaluation qui lui est totalement étrangère. Il est loin d'être prouvé qu'un roman en pulaar ou en swahili n'a pas de public. Les chiffres disponibles prouvent exactement le contraire. Mais même à supposer qu'il en soit ainsi, chacun sait que toute littérature s'enfante dans la douleur et sur la longue durée. Il lui faut des siècles ou même des millénaires pour s'imposer. Jugée à cette aune, la littérature africaine d'expression française n'est peut-être qu'une brève période de transition dans une trajectoire historique plus complexe. Le simple fait d'écrire dans nos langues ne résoudra pas tous les problèmes. Compte tenu du temps perdu, la tâche ne sera pas non plus de tout repos. Pourtant la désaliénation est à ce prix. L'écrivain joue un rôle non en disant aux autres ce qu'ils doivent penser ou faire mais, bien plus modestement, en leur parlant d'eux-mêmes, au besoin à travers ses propres fantasmes. Il ne se sert pas seulement de la langue, il la crée également et contribue ainsi à changer la société. En écrivant en wolof, j'ai surtout le sentiment de prendre ma place dans une histoire littéraire en train de se faire.

Lorsque je compare mes romans antérieurs à *Doomi golo*, je me rends aujourd'hui compte que les mots de l'autre m'aidaient à dire autant qu'ils me condamnaient à me taire ou à bégayer bien pauvrement. Je prends toujours un malin plaisir à rappeler que je ne parle jamais français dans la vie quotidienne. Cela n'aurait absolument aucun sens dans la société où je vis. Le français est pour moi une langue de cérémonie, ma langue du dimanche en quelque sorte. Je suis en train de découvrir qu'en littérature le sens est tout entier dans l'écho, dans la pure résonance des mots. Ceux que j'utilise pour écrire *Doomi golo* ne viennent pas de l'école ou du dictionnaire, mais de la vie réelle. À présent, les mots remontent du passé le plus lointain et si leur bruit m'est en même temps si familier et si agréable, c'est que j'appartiens par toutes les fibres de mon être à une culture de l'oralité.

Jamais mon enfance n'a été aussi naturellement présente dans ma fiction. J'en viens à me demander parfois si, en définitive, ce passage à l'acte n'est pas une manœuvre inconsciente pour entendre de nouveau la voix de ma mère morte il y a quelques années ou celles d'autres personnes dont j'avais oublié jusqu'à l'existence. Le fait est que ces voix-là émergent de lieux secrets. Elles y étaient tapies depuis toujours et attendaient seulement que leur soit enfin donnée une seconde vie, aussi longue que l'éternité.

2.

On ne sait même plus s'il faut s'étonner de la naïveté révisionniste observée ces temps-ci dans un pays où est en vigueur depuis le 23 février 2005 une loi sur les aspects positifs de la colonisation. On l'oublie souvent : seul l'alinéa 2 de son article 4 a été abrogé. Selon un sondage du *Figaro*, cette loi unique en son genre est approuvée par 65% de Français...

Mongo Beti et nous

Dans les années 70, le chic du chic gauchiste, c'était de se promener sur le campus de l'université de Dakar en tenant certains livres bien en vue. En cette grande époque des éditions Maspero, la faveur des étudiants allait bien évidemment aux textes de Frantz Fanon, de Cheikh Anta Diop, de Mao Tsé-toung, de Cabral et d'autres auteurs dont il n'était jamais question dans les amphis. Pendant que les professeurs glosaient doctement sur *Force-Bonté* ou *Crépuscule des temps anciens*, nous les écoutions d'un air goguenard, l'esprit ailleurs. Mongo Beti, déjà célèbre en ce temps-là, était au programme. S'il a d'abord été pour nous un écrivain comme les autres, c'est surtout parce que nos professeurs avaient un art consommé du nivellement. Logeant toutes les fictions dans des grilles de lecture établies à l'avance, ils en gommaient toutes les particularités. Dans un tel magma sémantique, il était facile de faire passer des auteurs anodins pour de redoutables ennemis de l'ordre colonial. À l'inverse, des œuvres aussi fortes que *Le Pauvre Christ de Bomba* ou *Mission terminée* nous passaient littéralement sous le nez. Nous sentions bien dans la féroce drôlerie de ces romans comme des résonances différentes mais cela n'allait pas plus loin. Avides d'idées simples et de solutions brutales, nous n'étions pas préparés à les comprendre. Nous étions, à dire vrai, des jeunes gens peu raisonnables et certains parmi nous ont peut-être même suspecté Beti d'être un écrivain « petit-bourgeois ».

La publication, en 1972, de *Main basse sur le Cameroun* a radicalement modifié et pour toujours notre rapport à Mongo Beti. Que ce pamphlet eût aussitôt été censuré par la France néocoloniale ne pouvait, on l'imagine aisément, qu'ajouter à l'aura de son auteur. De cet ouvrage, lui-même dira plus tard avec son habituelle verve caustique qu'il « racontait le climat dans une ancienne colonie française redevenue colonie française ». Et c'est bien ainsi que nous le perçûmes d'emblée, au point de le faire circuler de main en main pour pouvoir en discuter fiévreusement dans nos cercles d'études. À partir de la situation particulière du Cameroun, Beti y prenait position sur des questions politiques majeures et nous savions bien qu'il le faisait au péril de

sa vie. Avec Fanon et Césaire, il a été de ceux qui nous ont aidés à mieux comprendre les causes et les mécanismes de notre aliénation. En nous proposant un vrai chemin de vie, il nous éloignait des gentilles fables, parfois amusantes, certes, mais surtout dérisoires de certains prosateurs en vogue. Du coup, nous nous sommes mis à relire toute son œuvre avec des yeux neufs. La parution de chacun des textes de Beti devint petit à petit une sorte d'événement politique. Sa notoriété ne se limitait pas, loin s'en fallait, à la fac de lettres. Il n'était pas rare de voir un étudiant en médecine disséquer à perte de vue les états d'âme du Banda de *Ville cruelle* ou se moquer du tyran Ahidjo, alias Baba Toura. La bataille pour la levée de l'interdiction de *Main basse sur le Cameroun* fut aussi un peu la nôtre. On pourrait peut-être en trouver trace dans telle de nos déclarations, entre des grossièretés bien senties à l'endroit de Jacques Foccart et la menace bien puérile de faire sauter toutes les bases militaires françaises en Afrique.

S'il est vrai qu'un écrivain est toujours identifié à un seul de ses livres, Beti restera sûrement pour nombre d'intellectuels africains l'auteur du brûlot qui nous a familiarisés avec la lutte de l'UPC¹ et les noms d'Osendé Afana, Félix Moumié et Ruben Um Nyobé. Nous pouvons nous définir, d'une certaine façon, comme la génération qui a lu *Main basse sur le Cameroun*.

D'avoir ainsi cheminé à rebours dans son univers littéraire nous a permis de découvrir une autre figure de l'écrivain africain, radicalement différente de l'idée que nous nous en faisions jusque-là. Peu disposé au compromis, Beti était capable de dire à tout moment ces mots simples et pourtant si rarement entendus : « Je ne suis pas d'accord. » L'aisance avec laquelle il confondait les faussaires, en littérature ou ailleurs, était et reste aujourd'hui encore exceptionnelle. Il est ainsi le seul à avoir osé dire publiquement le fond de sa pensée sur Camara Laye ou Ahmadou Kourouma. Et sa revue *Peuples noirs, peuples africains*, fondée en 1978, ne fut pas tendre non plus pour quelques auteurs médiocres mais portés aux nues par de cyniques faiseurs de rois.

Au-delà de leurs titres étranges, des romans comme *Trop de soleil tue l'amour* et *Branle-bas en blanc et noir*, frappent par leur furie jubilatoire. Après quatorze années de silence entre *Le Roi miraculé* et *Main basse sur le Cameroun*, il avait peut-être envie de faire un sort à la littérature elle-même. Ses derniers textes donnent pourtant l'impression d'une boucle qui se referme, car Mongo Beti semble y avoir retrouvé la joie d'écrire de ses jeunes années, avec en prime l'amertume et le désir de foutre le bordel. Il est vrai aussi qu'à la fin de sa vie, il a souvent affirmé croire davantage à l'action politique directe qu'à celle menée par la plume. Il acceptera même de figurer sur une liste de députés, convaincu de pouvoir mieux défendre ses idées au Parlement que par de la fiction ou des essais. Et lorsqu'on interdit *Main basse sur le Cameroun*, il fait la nique à ses censeurs en faisant exploser son propos dans *Perpétue* et *Remember Ruben*, parus tous deux en 1974. La littérature n'était donc pas pour lui un jeu, un moyen de se faire décerner à peu de frais un brevet d'intellectuel avant d'entrer dans la danse de la servitude. Tel de ses

compatriotes, auquel on le compare hélas souvent et qu'il méprisait, a fait merveille en ce douteux exercice. C'est dire que cet authentique écrivain ne l'était que parce qu'il avait en horreur les littérateurs, leurs poses et leurs poncifs. Si l'Afrique n'a jamais manqué de théoriciens, surtout à l'époque des luttes de libération nationale, il reste un des rares, avec le Kenyan Ngugi Wa Thiongo, à avoir pleinement réalisé sa double vocation de romancier et de penseur politique. À travers ses romans, ses essais et de courageuses prises de positions, Beti avait fini par être pour nous le symbole même de l'intellectuel libre, prêt à payer pour ses convictions et ne se reconnaissant d'autre maître qu'une conscience aussi exigeante envers lui-même qu'envers les autres.

Mais il faut bien l'avouer aujourd'hui, notre histoire avec lui ne fut pas toujours très belle. Pendant quelques années, Mongo Beti a peut-être été bien seul. Arrivés à l'âge adulte, ceux qui l'avaient adulé continuaient à respecter l'écrivain prestigieux tout en se démarquant de son combat contre la Françafrique. Cette quasi-rupture peut s'expliquer banalement par une certaine désaffection vis-à-vis du débat idéologique et par le désir de chacun de se faire enfin une place au soleil. On appelle cela s'assagir. Pour certains d'entre nous, les choses n'étaient pourtant pas aussi simples. Peut-être étions devenus à notre corps défendant des êtres flottants, imprécis, à l'image des héros tourmentés de Sassine et de Mudimbé. C'était simple : nous n'étions plus ni pour ni contre rien, le désespoir nous tenait lieu de raison de vivre et dans cette exquise confusion mentale, il ne nous était plus possible d'entendre les claires paroles de Mongo Beti. Dans beaucoup de colloques d'écrivains africains, il s'est distillé à voix basse des choses assez méchantes sur l'auteur camerounais. Jeunes et moins jeunes lui reprochaient son ton cassant et sa dureté à l'égard des autres en faisant mine d'oublier qu'il l'était souvent bien plus avec lui-même. Il était facile de voir que, même absent, l'ombrageux et solitaire Beti continuait à être notre mauvaise conscience.

Nous ne pouvions ni le haïr ni encore moins le mépriser. En vérité, il nous faisait surtout peur. Parfois, quelqu'un était assez lucide pour lâcher avec admiration et une pointe d'envie : « Quel homme, tout de même, celui-là ! Voilà quarante ans qu'il ne décolère pas ! » Au fond, éternel iconoclaste, il a toujours été plus jeune que ses cadets. Le principal grief que ses adversaires lui faisaient était de rester à l'abri des coups durs en France tout en prétendant influencer sur la situation politique dans son pays natal. Il les a pour ainsi dire privés de leur calomnie favorite en décidant un jour de 1994 de rentrer définitivement à Yaoundé, après quarante-deux années d'exil. Au-delà du mépris du danger qu'il suppose, ce retour au Cameroun vaut surtout, moralement, par la volonté de conformer ses actes à ses idées. Ce n'est pas par forfanterie qu'il a refusé à l'époque d'écouter les conseils de prudence de ses amis, mais bien parce qu'il avait le sentiment de pouvoir se rendre utile sur le terrain. Personne n'a eu non plus l'audace de penser que ce farouche opposant pouvait se compromettre de quelque façon avec le régime honni de Paul Biya. On était cependant loin de se douter qu'il allait s'engager avec tant

d'ardeur, et de manière si exemplaire, dans les luttes pour la démocratie au Cameroun.

À peine installé, il ouvre ce qu'il appelle lui-même, dans un entretien avec Alain-Patrice Nganang, « la première vraie librairie du Cameroun depuis l'indépendance ». Et de préciser qu'elle doit en partie son succès au fait qu'il a, lui, le courage de vendre cette littérature politique dont raffolent les Camerounais et que personne n'osait leur proposer. En 1997, Titus Edzoa, ancien ministre et médecin personnel de Biya, est jeté en prison sans autre forme de procès. Beti, qui ne le connaît même pas, met en place un comité pour sa libération. « C'était une question de principe, dira-t-il deux ans plus tard, je ne l'ai jamais vu mais, chaque fois que la question des droits de l'homme se pose, je me lève pour protester. » En novembre 1998, il lance SOS-Libertés et Nature, une association visant à conditionner l'exploitation des ressources naturelles à la promotion et au respect des libertés fondamentales. Convaincu que l'écrivain doit être, selon sa propre expression, un « citoyen de référence », il se bat aussi en faveur des paysans spoliés de leurs terres. En février 2000, il crée avec sa femme Odile Tobner-Biyidi et quelques amis, dont Abel Eyinga, un « Comité pour le rapatriement des fonds publics détournés par M. Paul Biya au profit d'une secte étrangère ». Les sommes concernées ont été estimées à plusieurs milliards de francs CFA.

L'objectif de cette présence obstinée sur le front social est évident : l'écrivain entend aider, par sa notoriété, à l'émergence d'une société civile camerounaise qui ferait contrepoids à une dictature devenue totalement ruineuse et presque délirante. Et puisqu'il sait mieux que quiconque qu'un tel pouvoir est à la solde de Paris, il salue à sa manière le vingtième anniversaire de l'accession de la gauche française au pouvoir : « François Mitterrand, déclare-t-il en mai 2001 sur une radio internationale, a mené une politique africaine cynique. » Il ne s'est jamais lassé de dire sa haine de l'arbitraire et de fustiger la mainmise de la France sur le continent, comme le prouvent sa *Lettre ouverte aux Camerounais*² et, en 1993, *La France contre l'Afrique, retour au Cameroun*³. Et au procès de Xavier-François Verschave, il était encore là pour témoigner en faveur de l'auteur de *Noir silence*⁴.

Chacun de nous a lu les réponses brèves et rageuses d'Odile Tobner-Biyidi aux hypocrites messages de condoléances de Paul Biya et de Ferdinand Oyono. Que l'on ait osé malmener ainsi la mémoire d'un si grand homme sitôt après son dernier souffle, ne signifie pas qu'il avait été rejeté par les siens, bien au contraire. C'est son fils Emmanuel-Alexandre, fier d'un père « qui a été enterré comme il a vécu, c'est-à-dire très modestement », qui le dit dans une interview au *Messenger*. Et d'ajouter : « J'ai été frappé par la qualité des relations qu'il entretenait avec certaines personnes et qui s'est manifestée dans ses derniers moments ainsi que pendant ses obsèques. » Ceux qui sont venus ricaner au bord de la tombe de Beti n'ont rien à voir avec les Camerounais opprimés qu'il a toujours aimés et défendus. Ils auraient pu dire, comme le fils de l'écrivain, qu'il a « beaucoup donné et même tout donné

pour le Cameroun. On pourrait même considérer qu'il est mort à force de travailler ». Les milieux littéraires africains ont eu, quant à eux, une réaction révélatrice d'une certaine gêne à la mort de Mongo Beti. Après avoir salué l'importance de son œuvre, on n'a pas manqué de mettre en évidence l'extraordinaire singularité de l'écrivain. Pour une fois, tout le monde est allé droit à l'essentiel : en dépit des intimidations politiques et des pressions sociales, il a réussi à rester debout jusqu'à la fin. Tous les intellectuels des pays pauvres savent que c'est toujours cela le plus difficile.

On s'est aussi étonné, comme dans le quotidien *Cameroon Tribune* du 10 octobre 2001, qu'il n'ait pas eu les récompenses qu'aurait dû lui valoir son génie littéraire. Cet étonnement a de quoi surprendre si on sait à quel point ces formes de reconnaissance sont manipulées. Elles supposent du talent, certes, mais surtout un très bon caractère. Bien des réputations littéraires, passées ou actuelles, se sont construites en Afrique sur le reniement et le mensonge, derrière les apparences d'un fier refus de l'ordre établi. Les babioles que l'on gagne à ce jeu-là, Mongo Beti ne les a jamais prises au sérieux. Jadis, nos rois se laissaient subjugué par de la verroterie avant de brader leurs nations au conquérant. Le même procédé, différent dans la forme, continue à tenir nos élites intellectuelles et politiques en laisse. Un petit bout de phrase dans la bouche du jeune Medza donne à penser que Beti eut très tôt du dédain pour les honneurs. C'est sûrement là que réside le secret de son invulnérabilité. Beti est avec Sembène Ousmane, Cheikh Anta Diop, Ayi Kwei Armah et quelques autres, de ceux qui nous invitent à ne pas écrire couchés. Sans jamais se courber devant personne, il a réussi à faire d'un simple pseudonyme un cri de ralliement. Sa vie durant, il a haï l'hypocrisie, le vain folklore et les faux-fuyants. Il est demeuré fidèle, jusqu'au martyre, à sa passion de la liberté. Et pour nous qui l'avons tant admiré et redouté, c'est la leçon de dignité qui reste de lui, à l'heure des comptes. Sa mort donne un sens nouveau à une existence bien remplie. Elle ancre son action politique et son œuvre littéraire dans l'éternité. Elle le confirme comme un de ces repères dont nous continuons à avoir si grand besoin.

1. Union des Populations du Cameroun.
2. Mongo Beti, *Lettre ouverte aux Camerounais, ou la deuxième mort de Ruben Um Nyobé*, Peuples Noirs, 1986.
3. Mongo Beti, *La France contre l'Afrique, retour au Cameroun*, La Découverte, 1993 ; réédité avec préface et postface d'Odile Tobner en 2006.
4. Xavier-François Verschave, *Noir silence*, Les Arènes, 2000.

IV

ÉCHANGER, POUR CHANGER NOTRE MONDE

Carona, village planétaire

Carona, minuscule village de la Suisse italienne, est si enclavé que j'ai été surpris d'y découvrir à mon arrivée un bureau de tabac où on peut se connecter sur Internet. Je ne m'en suis pas privé. J'ai consulté mon courrier électronique, envoyé des messages à des amis aux quatre coins du globe et lu les journaux de Dakar.

Je suis ensuite allé m'attabler au Ristorante della Posta, à quelques mètres de là. Pendant que j'attends d'être servi, deux haut-parleurs nichés au plafond diffusent le programme musical d'une station de radio. À un moment donné, je dresse l'oreille, car il me semble avoir entendu l'animateur de l'émission prononcer le nom de Youssou Ndour. Quelques instants plus tard, il passe en effet une des récentes compositions du chanteur sénégalais. Cette incroyable malice du hasard me laisse d'abord quelque peu indifférent. Je prends conscience pourtant au fil des secondes que c'était tout de même un lieu bien improbable pour une rencontre avec ma langue maternelle. Cela me fait tout bizarre d'entendre des phrases en wolof entrer pour ainsi dire dans une collision euphorique avec la conversation en italien de trois clients, tous des messieurs entre deux âges, qui s'extasiaient sans arrêt sur les exploits de la Lazio Roma devant leur verre de blanc...

De là à penser que Carona est un village... planétaire, il n'y a qu'un pas que je suis d'ailleurs tout disposé à franchir. Sans doute ne faut-il pas aller trop vite en besogne. On n'entend sûrement pas chaque jour que Dieu fait toutes les musiques du monde à Carona. De même, un accès aussi facile à Internet dans un village tessinois de cinq cents habitants pourrait bien n'être que l'exception qui confirme la règle. Il est donc entendu que tout cela est assez peu banal. Il n'en demeure pas moins que de telles exceptions sont aujourd'hui *de l'ordre du possible*. C'est un signe des temps et on ne peut le tenir pour rien. Ces scènes plus ou moins « décalées » de la vie de tous les jours nous rapprochent au moins du monde chatoyant de nos rêves, un monde à la fois divers et solidaire, où les identités arrivent à se côtoyer sans frayeur. Il n'a du reste pas été difficile d'engager la conversation avec le patron du

restaurant. Roberto – c'est son nom – n'avait jamais mis les pieds en Afrique et moi je venais de débarquer à Carona. Nous avons donc beaucoup de choses à nous dire. Il m'a raconté l'histoire d'un cochon dénommé Charly. C'était un peu la mascotte du village, Charly. Il promenait partout sa masse de cent ou deux cents kilos. C'était surtout la fierté de son propriétaire qui l'avait reçu en cadeau de mariage. Mais une nuit, un mauvais plaisant a volé l'animal, « en a fait du salami » – dit Roberto –, puis a envoyé une lettre anonyme au journal du coin, le *Corriere del Ticino*, pour se vanter plus ou moins de son forfait. Une histoire à la fois atroce et désopilante, que celle de Charly. Dix ans après, elle fait rire Roberto, qui conclut finement son récit : « C'est le genre de choses qui n'arrivent que dans les petits villages. »

Il en est allé autrement au bureau de tabac. La gérante, originaire de Zoug, ne parle pas un mot de français. Ses douloureux efforts pour s'arracher les quelques phrases qui jetteront un pont entre nous se soldent par un haussement d'épaules désolé. J'ai un petit sourire en dedans : cela ne m'étonne pas. Après tout, je suis en Suisse et nulle part ailleurs. Malgré son nombre élevé de polyglottes, on a toujours l'impression que c'est le seul pays au monde où il manque à chaque citoyen une ou deux langues ; la faute à son trilinguisme sourcilieux mais fort mal respecté...

Si ce n'est pas la langue qui creuse le fossé entre les hommes, la technologie s'en charge volontiers, à sa manière souvent pernicieuse.

Internet n'est pas que le lieu privilégié de diffusion des thèses racistes et révisionnistes. Il tend également à devenir, lentement mais sûrement, la façon la plus moderne de se taire. Il est de plus en plus courant, paraît-il, dans de nombreuses administrations, de s'adresser par e-mail au collègue d'en face. Certains employés de bureau sont, nul ne l'ignore, d'un naturel très réservé. Qui peut leur reprocher d'appeler le multimédia à leur secours ?

On sait aussi que, rentrés à la maison, beaucoup de gens restent le nez collé sur leur ordinateur, ne trouvant plus le temps de parler avec leur conjoint ou de dire bonjour au voisin. Tout juste consentent-ils à lâcher parfois des grognements excédés pour supplier leurs enfants d'aller jouer ailleurs. C'est qu'ils prétendent être en communication avec Karachi, São Paulo, San Francisco et autres lieux du bout du monde. Cependant les spécialistes commencent à se moquer de ces internautes. De récentes études montrent que l'image d'intrépides aventuriers qu'ils cherchent à donner d'eux-mêmes ne correspond pas tout à fait à la réalité. Les navigateurs de salon dépasseraient rarement leurs frontières nationales. En d'autres termes, ils veulent surtout faire du shopping sur le Web ou consulter la météo et leurs journaux locaux préférés.

Ainsi en a-t-il été, au fond, de ma première matinée à Carona. Je ne me suis guère transporté au-delà de mon pays, de sa musique et de ses batailles politiques à la fois furieuses et énigmatiques, surtout vues de loin. Bref, les tours du monde ne sont plus ce qu'ils étaient. Ils vous ramènent toujours à vous-même...

Aujourd'hui qu'il est théoriquement possible pour chaque être humain d'en savoir beaucoup sur toutes les sociétés, la rencontre avec l'autre ne devrait pas soulever de problème. Qu'elle reste encore aussi difficile a donc quelque chose de troublant.

Une des solutions, la plus évidente au fond, c'est l'échange culturel, c'est-à-dire la possibilité de nouer le dialogue autour de visions singulières du monde qui en expriment, au bout du compte, la rassurante homogénéité. Entre les années 1960 et 1980, Senghor soutenait avec une rare obstination que l'an 2000 serait, pour toutes les nations de la terre, celui du « donner et du recevoir ». C'était à une époque où les intellectuels, surtout ceux des pays en développement, n'imaginaient la mondialisation que sous la forme de la dictature universelle du prolétariat. Le Grand Soir n'a pas eu lieu. Le « Banquet de l'Universel » non plus. Une belle leçon d'humilité : il ne s'agit plus aujourd'hui que de savoir qui, de Senghor ou de ses détracteurs, s'est le moins lourdement trompé. Même si rien n'indique que la haine soit sur le point de nous accorder un peu de répit, le poète avait peut-être eu plus de bon sens. Il est difficile de concevoir de nos jours une autre voie de sortie de l'intolérance que la culture. Elle s'est imposée, en quelque sorte par défaut, comme l'unique réponse au langage des armes. La culture est surtout d'essence démocratique dans la mesure où le fait qu'une nation soit riche ou pauvre peut ne pas y être un facteur décisif. Elle est peut-être le dernier lieu de l'activité humaine où il soit encore permis d'envisager des relations fondées sur l'équité et le respect mutuel.

Seulement qui dit échange dit contact direct : la condition absolue de la circulation des biens culturels est la mobilité des artistes. Il se trouve que tout le monde ne l'entend pas de cette oreille.

Dans les pays du Nord, on assiste depuis quelques années à la montée en puissance d'hommes politiques dont le programme est d'une consternante simplicité : tenir les étrangers à distance. Le xénophobe ressemble très peu à la caricature qu'en font ses adversaires. Il n'a pas le visage anguleux, le front étroit et le regard venimeux. Il est bien plus terrifiant, en ce sens que rien ne le distingue de Monsieur Tout-le-monde. Chaque élection le conforte dans l'idée qu'il dit tout haut ce que la majorité pense tout bas. Il se sait représentatif du peuple silencieux, morne et quasi pétrifié des tramways et du métro. Il amuse ou indigné par ses dérapages verbaux. Son raisonnement, toujours digne du parfait philistin, interdit toute discussion. Selon lui, il n'est pas nécessaire que toutes les nations soient dans la gêne sous prétexte de solidarité humaine. Lui faire valoir que les arts et les lettres sont un vecteur de tolérance ne servirait à rien. Sans vouloir être accusé de racisme, il ne comprend pas que l'on parle sans cesse de culture à propos de tout et de son contraire. Que les pays pauvres trouvent encore la force de danser et de rire au bord de l'abîme lui paraît d'ailleurs ahurissant. Mais ce n'est pas son affaire : ce qu'il redoute, c'est que tous ces artistes, invités en Europe, ne poussent le sens de l'amitié au-delà du seuil de tolérance en refusant de rentrer chez eux. Les intellectuels

le clouent-ils au pilori ? Il n'en a cure. Il se sait engagé dans un subtil jeu de rôles. Il a accepté celui du Méchant face à des adversaires qui se piquent d'avoir l'esprit ouvert. Le résultat est le même : partout en Europe, les lois sur l'immigration sont de plus en plus conformes aux vues des politiciens d'extrême-droite.

Justement, dans les pays du Sud, on ne sait plus trop à quel Occident se fier. À celui qui ouvre les bras dans un grand geste fraternel ou à celui qui ferme ses frontières ?

Ce n'est du reste pas le seul motif de perplexité, voire de colère. Une fois la boîte de Pandore ouverte, on constate avec angoisse que beaucoup de fiel s'est accumulé au cours des siècles. Le Sud n'a pas tout à fait perdu la mémoire. Dans le passé, l'Occident s'est intéressé à ses civilisations. Il en a résulté la colonisation. Celle-ci, comme le rappelle Césaire, n'a pas été une *rencontre*, mais un *choc* d'une violence extrême et surtout un cataclysme culturel. Des peuples entiers ont été massacrés, spoliés de leurs droits et séparés d'eux-mêmes avec désinvolture. Leurs équilibres internes ont été remis en cause de façon si durable qu'on en ressent encore les effets plusieurs siècles après. Et puisqu'il est question d'échanges culturels, comment oublier que les trésors arrachés de force aux colonisés ornent aujourd'hui encore les musées d'Europe ?

La sincérité des militants de la diversité culturelle ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais cela importe peu. Personne ne peut jamais dire à l'avance quel usage l'histoire fera de la bonne volonté des hommes. Les ethnologues et certains explorateurs voulaient, eux aussi, comprendre des peuples différents. Et bien évidemment, on ne peut soupçonner les philosophes des Lumières d'avoir eu de sinistres desseins envers les civilisations qu'ils ont contribué à mieux faire connaître et respecter. Pourtant le seul résultat de leur action a été de baliser la voie pour les missionnaires, les marchands et les administrateurs coloniaux. Au moment où des idéalistes essaient d'imaginer des relations plus apaisées entre le Nord et le Sud, les multinationales rachètent littéralement le Tiers-monde à vil prix, par le biais des privatisations.

Ce petit tour dans le passé ne montre pas seulement à quel point les blessures sont encore vives. Il met aussi en évidence les raisons du dialogue de sourds entre le Nord et le Sud. La culture n'est pas abstraite et les relations qui cherchent à se fonder sur elle ne sauraient l'être non plus. La manière dont l'Europe conçoit les échanges culturels a, semble-t-il, quelque chose à voir avec la croyance en la fin de l'Histoire. Voyant les autres à son image, elle part du principe que les identités se confondent avec des nations homogènes, plus ou moins heureuses mais définitivement constituées. Chaque peuple est dès lors supposé pouvoir dire à un autre : nous voici tous les deux au bout de la nuit, chacun de nous est sa mémoire, j'ai beaucoup souffert pour en arriver là et toi aussi sans doute, nous pouvons désormais nous parler en toute amitié. Le seul problème, c'est que l'égalité ainsi postulée n'est visible nulle part. Si le sujet n'était aussi grave, le malentendu ferait rire, tant il est cocasse. Dans

un pays comme la Suisse, il n'était question en décembre 1999 que de ne pas porter atteinte à « la dignité des plantes ». Des gens ont déclaré : ce sont des êtres vivants, on ne peut continuer à les maltraiter. Personne n'a encore dit que les plantes ont une âme, mais cela ne saurait tarder. Un comité d'éthique a été chargé, le plus sérieusement du monde, de veiller à ce que tout soit désormais en ordre de ce côté. Quel point commun peut-on trouver entre ce pays et un autre du Tiers-monde où les enfants meurent comme des mouches, de faim et de maladie ? Il n'est presque plus raisonnable de penser que les différents États se trouvent réellement sur la même planète et sont éclairés par le même soleil ; on ne peut exclure en fin de compte que la géographie nous raconte des histoires à dormir debout.

Bien que rien ne soit jamais définitivement joué, l'Occident a toutes les raisons de se sentir serein. Un auteur l'a d'ailleurs plaisamment comparé à un paisible vieillard se chauffant au soleil, parmi les fleurs de son jardin. Tout à son bonheur, il ne voit pas que les pauvres de la planète sont surtout occupés à s'entre-tuer au fond du gouffre où les ont largués l'esclavage et la colonisation. Les guerres civiles en Afrique, en Asie et en Amérique latine semblent défier toute rationalité. En vérité, du conflit du Cachemire à la crise dans la région des Grands Lacs, on peut aisément trouver leur origine dans la colonisation. Ces peuples, à l'inverse de l'Occident, cherchent à retrouver une identité perdue. Le reste du monde a bien du mal à se relever du XIX^e siècle européen.

Mais la principale raison de tous ces embarras est peut-être aussi la plus simple : les interlocuteurs de l'Occident n'ont pas le sentiment d'avoir quelque chose à découvrir chez lui. Il est partout. Avec ses langues, ses biens de consommation et même parfois ses rituels, il est seul à ouvrir les portes de la réussite personnelle. Les favelas de Rio de Janeiro, les bidonvilles de Yaoundé ou de Calcutta sont hérissés de milliers d'antennes paraboliques tournées vers le ciel, comme autant de mains tendues vers l'ailleurs dont chacun rêve matin et soir. On y connaît les villes et les modes de vie de ces pays lointains ainsi que leurs artistes et sportifs les plus fameux. On y reconnaît à leurs tics tous les présentateurs de CNN ou des télévisions européennes. Qui a encore envie d'écouter un artiste de New York raconter son vécu quotidien ? Ce ne serait pas sans intérêt, car il pourrait mettre en garde les jeunes Africains et Asiatiques contre certains clichés. Ces clichés sont précisément la substance de leur rêve américain. C'est une vérité terrible, mais si on les en prive il ne leur restera plus que le désespoir.

De l'autre côté, que sait-on de l'Afrique, pour s'en tenir à ce seul exemple ? Elle demeure une *terra incognita* pour l'Occident. On rapporte l'anecdote suivante : ayant vaguement entendu dire qu'un génocide était en cours au Rwanda, un sénateur de l'Arkansas a voulu en savoir un peu sur ce pays. Quelqu'un lui dit qu'il se trouve près du Zaïre. Alors, le sénateur de demander, avec une profonde perplexité : « Mais c'est où, le Zaïre ? » La presse occidentale fait des efforts pour inverser la tendance. Il n'est pas rare

qu'un grand quotidien dépêche un reporter dans telle ou telle région du Sud pour donner une idée plus précise de sa situation politique et sociale. En général, le journaliste sait à quels risques de distorsion il s'expose et s'applique à faire correctement son travail. Il se trouve simplement qu'il est souvent prisonnier des questions que se posent ses lecteurs au sujet des pays du Sud. Même s'il est conscient que ce ne sont pas les bonnes questions, il est forcé de leur chercher des réponses en très peu de temps. Au bout du compte, les faits, rapportés dans un style nuancé, sont exacts, mais l'ensemble donne l'impression de n'avoir rien à voir avec la réalité. Il est vrai que ces reportages visent à montrer de simples tranches de vie et évitent d'étourdir le lecteur par de lourdes analyses. Leur intérêt et leur légitimité ne sont pas en cause. Ce qui est inquiétant, c'est qu'ils sont pratiquement les seules sources d'information sur l'Afrique. Le citoyen moyen des pays du Nord n'a aucune possibilité de savoir comment les Africains eux-mêmes formulent leurs difficultés. Rien ne lui permet non plus de comprendre les nouvelles dynamiques qui ont cours sur le continent. En définitive, l'image que l'Occident reçoit des autres ressemble à s'y méprendre à ses préjugés.

On le voit : les disparités économiques remontent toujours à la surface, par un biais ou par un autre. Elles semblent condamner à l'échec toute tentative de rapprochement entre le Nord et le Sud.

Le mur de l'incompréhension existe. Le nier serait irréaliste. S'en accommoder serait suicidaire. L'instinct de survie de l'espèce commande de mettre en contact des sensibilités différentes. De chaque côté de la barrière, se trouvent des hommes et des femmes qui n'acceptent pas le monde tel qu'il va. Ils savent ce qui a conduit aux désastres et aux impasses du présent. Ils sont prêts, tout en mesurant les difficultés de l'entreprise, à imaginer de nouvelles trajectoires.

C'est pourquoi l'idée que tout changement passe par l'échange, est probablement bien plus répandue qu'on ne le croit. L'acte constitutif de l'Unesco – précisément une organisation culturelle au niveau mondial – stipule : « Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut élever les défenses de la paix. » Steinbeck ne dit pas autre chose quand il voit dans les conflits armés « la preuve que l'intelligence ne régit pas les relations entre les hommes ». Cette conviction n'est pas née par génération spontanée. Dans un sens, les penseurs et artistes de tous les temps et de tous les pays n'ont jamais rien négligé pour l'ancrer dans les consciences humaines. On le sait à présent : toute culture qui tourne le dos aux autres est une menace pour l'humanité entière. Il a fallu deux guerres mondiales, l'apocalypse nucléaire d'Hiroshima, plusieurs génocides effroyables et une vague de purifications ethniques pour que ceux qui refusent de n'écouter que leur haine aient enfin une chance – très mince et fragile, certes – de se faire entendre.

À en juger par les guerres civiles plus ou moins récentes en Afrique ou par la situation en Irak, au Liban ou en Tchétchénie, la tâche reste immense.

Prétendre extirper les racines de la violence peut paraître bien naïf. C'est une tâche colossale, sans cesse recommencée. On n'a pourtant encore rien trouvé de mieux pour prévenir des guerres dévastatrices.

Et les efforts ne manquent pas. Personne n'en attend des miracles. Ils ne sont pourtant jamais vains car il s'agit, faute de pouvoir changer le monde, de faire au moins un peu de bien. Un artiste aux yeux rêveurs finit toujours par arriver de loin dans une ville étrangère. Il ne lui a pas été facile de traverser la frontière mais il est là, avec son imaginaire et sa vision du monde à nuls autres pareils. Il parle à des inconnus. De son travail ou des joies et des souffrances de ses compatriotes. Il est un homme libre. Ses fables sont subtiles et parfois même un peu folles. Il est un passeur d'émotions. Il va leur faire traverser, à leur tour, une frontière. Juste dans leur tête, c'est vrai. Mais ce n'est pas mal non plus.

Les pages intérieures des quotidiens annoncent régulièrement des manifestations culturelles. Ainsi est-on invité à écouter une conférence sur Miles Davis à Osaka ; à visiter une exposition sur les Vikings à Caracas ; à participer à un concours de haïkus japonais à Amsterdam ou à regarder danser l'Indienne Shantala Shivalingappa au théâtre des Abbesses de Paris. La palette est large. Les intitulés font parfois rêver. Ils sont même émouvants. On pense en les parcourant à ces messages qu'envoient aux journaux des hommes ou des femmes en situation de détresse affective. Ils sont seuls. Ils cherchent des correspondants dans de lointaines contrées pour goûter à cette différence qui leur est comme un fruit défendu. Et le fait est qu'il y a dans cette frénésie des échanges entre des pays très différents comme une grande peur de la solitude. C'est un peu le courrier du cœur entre les nations. On peut presque y voir un instinct grégaire qui pousse les artistes du monde entier les uns vers les autres, tant notre univers leur paraît dangereux. L'image pourrait être d'un peintre naïf : deux frêles oiseaux blottis l'un contre l'autre sur la branche d'un arbre quand, alentour, les éléments se déchaînent et emportent tout sur leur passage.

C'est pourquoi on a bien tort de se moquer de ces cocktails de fin de journée au cours desquels on peut entendre un poète australien évoquer, des sanglots dans la voix, le *dreamtime*, l'âge d'or de son peuple, le temps d'avant les barbares civilisateurs venus d'Occident. Si les allures mondaines de ces cocktails peuvent irriter ou inciter à l'ironie, on peut aussi y voir une façon pour les hommes de bonne volonté de se compter. Ce sont des rencontres cosmopolites par leur nature même et il est préférable qu'elles aient lieu que pas du tout. Bien entendu, une des questions intéressantes qu'elles soulèvent est celle-ci : que peut bien ressentir un habitant de Copenhague à qui on explique l'usage des cors de chasse en ivoire du Tibet ancien ? Que peuvent signifier certains objets rituels pour le visiteur tout juste descendu du train après une harassante journée de sa vie à laquelle il n'a, une fois de plus, absolument rien compris ? C'est affaire de nostalgie et il n'est pas interdit de penser qu'elle a beaucoup à voir, confusément, avec une

existence antérieure. En chaque être humain, le désir de lointain, c'est-à-dire aussi d'enfance, ne dort jamais que d'un œil.

Ce dialogue muet avec soi-même, par l'intermédiaire d'une autre culture, est un moment de qualité, riche en résonances intérieures proprement inouïes. Il n'a en tout cas rien de commun avec les frissons exotiques vulgaires dont fait provision le touriste. Ce dernier ne consent souvent à faire quelques pas hors de lui-même que pour se persuader de la supériorité de son mode de vie et de son système de valeurs. À force d'évaluer tout ce qu'il voit à l'aune de ce qui se passe chez lui, il donne l'impression d'avoir les yeux derrière la tête et en vient à tout corrompre. L'exercice est légitime, il a seulement le tort de se donner pour un élan vers l'autre, ce qu'il n'est pas. En général, le touriste qui choisit d'aller au Kenya veut voir des gorilles et non des Kenyans. C'est bien dommage mais c'est comme ça. Il est significatif que certains pays du Sud aient cherché à promouvoir il y a quelques années un tourisme dit « culturel », pour donner à ces voyages organisés un minimum de sens humain. Le concept a été aussitôt vidé de tout contenu par les impératifs de rentabilité. Il n'en reste pas moins un hommage du vice à la vertu. Il vaut reconnaissance implicite du fait que la culture est toujours le plus court chemin d'un peuple à un autre.

Les romans et les films ne sont pas seulement plus faciles d'accès que les savants traités de sociologie. Ils permettent aussi d'aller plus en profondeur dans une société humaine. Quand, au-delà même du spectacle qu'il est venu lui présenter, un dramaturge a l'occasion de s'adresser à un public étranger, il peut lui donner une vue plus exacte de ce qui se passe chez lui. De nombreux créateurs, persécutés par des despotes, ont ainsi pu attirer l'attention du monde sur leurs violations des droits de l'homme. Même lorsque, hors de leur pays, les artistes se contentent de raconter la manière dont on y vit dans les quartiers populaires, ils aident à corriger les préjugés. Du reste, face aux dictatures, une certaine façon de dire les tracass quotidiens des petites gens peut souvent se révéler d'une plus grande force subversive que les grandioses pétitions idéologiques. L'essentiel est le dire mutuel : la terreur ne s'épanouit que dans le silence.

Les échanges culturels offrent donc une tribune à des artistes devenus, le temps d'une causerie, la voix des sans-voix. Leurs propos peuvent porter loin, puisqu'ils sont généralement relayés par les médias. Dans certains cas – en Europe de l'Est, en Afrique du Sud ou en Amérique latine – ils ont réussi à faire plier des régimes totalitaires. Le Nigérian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature, n'a pas pu empêcher l'odieuse pendaison de l'écrivain Ken-Saro Wiwa et de ses huit compagnons mais il a été pour beaucoup dans le retour de son pays à un minimum de normalité démocratique.

Cette opportunité découle aussi de ce qu'on appelle, souvent avec une grimace de dégoût, la mondialisation. L'existence d'une opinion publique internationale consciente de sa force est un phénomène nouveau. Il signifie qu'un peintre ou un écrivain a plus de chances qu'il y a quelques années de se

faire connaître du monde entier. Il est difficile de savoir s'il faut s'en réjouir ou s'en attrister. Pour les uns, la consommation de masse des produits culturels est suspecte, par principe. D'autres y voient au contraire le signe d'une démocratisation qui n'a pu se faire que pour le meilleur et pour le pire.

Faute d'accorder à la production culturelle les moyens dont elle a besoin, les États ont laissé la voie libre aux multinationales. Celles-ci ne se sont pas gênées pour organiser une sorte de foire mondiale aux âmes. Elles ont fait main basse sur les formes d'expression artistique rentables. Les autres, cyniquement jugées contre-productives, ont été laissées aux États. Peu soucieux de raffinement, les industriels ont surtout cherché à homogénéiser les goûts à l'échelle planétaire. Il en a résulté, par exemple, la mort par asphyxie des cinémas nationaux. À l'ère des superproductions, le talent du réalisateur n'est même plus tout à fait nécessaire à la carrière d'un film. C'est un cinéma aux recettes éprouvées, qui part du principe que les spectateurs sont tous de grands enfants à émerveiller.

Il en va de même pour ce que l'on nomme la « world music ». La différence est qu'ici les facilités de diffusion sont telles que le musicien doit chercher un compromis entre ses divers publics. Il lui suffit de ne pas trop s'éloigner de ses racines et de ne pas se laisser embarrasser par elles non plus. Ce n'est pas pour autant du grand art. Il s'agit simplement de faire tourner l'industrie cinématographique ou musicale. Si la comparaison n'était par trop désobligeante, on parlerait de produits culturels nourris aux hormones, à l'instar de certains volatiles de triste réputation.

En Europe, certains secteurs de l'opinion ont pris la mesure du danger. Cela se traduit par des réactions très violentes contre l'Amérique, perçue à juste titre comme le pays par qui le scandale arrive. De ce combat mené par des intellectuels de renom, il a résulté une plus grande attention des États européens à la culture. Mais les gouvernements ont toujours un peu de mal à lui donner la place qu'elle mérite. Pour les politiciens, les artistes ont surtout le tort d'œuvrer pour la postérité, qui est si éloignée de leurs propres échéances électorales.

La situation est naturellement pire au Sud. Pris à la gorge par d'insurmontables difficultés, les pays en développement considèrent la culture comme un luxe. Ils ne peuvent tout simplement pas se permettre de subventionner des troupes de théâtre ou des maisons d'édition. Et si l'ère où on jetait systématiquement les intellectuels en prison est révolue, on n'en est pas encore à les aider à critiquer les pouvoirs en place. Cependant il ne suffit pas de dire que le Sud n'a pas les moyens de ses ambitions dans le domaine de la culture et de l'éducation. Il faut surtout savoir qu'il ne lui est *même pas permis* d'y consacrer des ressources substantielles. Les rares pays qui ont tenté de le faire, en une sorte de pari quasi forcené sur le futur, ont vu d'autres décideurs du Nord – les messieurs de la Banque mondiale – froncer les sourcils d'un air sévère et les menacer de mort par lente strangulation.

Le résultat, assez gênant, de toute cette affaire, c'est que, si le Nord ne

finance pas l'amitié entre les peuples tant chez lui qu'à l'étranger, il ne se passe jamais rien. C'est pour cela que l'axe de coopération culturelle Sud-Sud est si faible, voire presque inexistant. Beaucoup d'artistes de ces pays peuvent sillonner les capitales du Nord et s'y produire dans des salles plus ou moins prestigieuses sans presque jamais avoir l'occasion de faire un échange d'expérience avec des artistes africains ou asiatiques. Quand cela a lieu, en Afrique ou bien plus souvent en Europe, c'est toujours grâce aux subsides de cette dernière. Il est impossible d'organiser un Salon du Livre à Abidjan ou une exposition d'art contemporain à Dakar sans l'intervention de bailleurs de fonds comme l'Union européenne ou de tel pays développé pris isolément. De nombreux écrivains ou cinéastes du Sud ont jugé plus simple de s'installer à Londres, Paris, New York ou Genève pour mieux gérer leur carrière. On aboutit à une situation paradoxale où un sculpteur talentueux, vénéré à l'étranger, est presque totalement inconnu chez lui. Chemin faisant, il en vient à perdre tout contact avec les sources d'inspiration de ses débuts.

Du point de vue artistique, les dégâts peuvent être considérables.

Si la censure politique ou un système de distribution inadéquat empêche un réalisateur de montrer ses films dans son pays, il aura de plus en plus tendance, souvent à son insu, à faire des films pour le seul public dont il dispose. Et ce public, on l'a compris, est exclusivement étranger. S'il manque de caractère, le cinéaste n'aura en tête que les jurys des festivals européens ou américains les plus courus, il accordera plus de crédit à l'avis de certains critiques occidentaux qu'à ceux de son pays et n'aura d'autre but que de faire des entrées là où on a encore assez d'argent pour se payer un ticket de cinéma. Certains producteurs européens de films africains ne l'ont que trop bien compris. Ayant une idée très précise du genre de scénario qui peut capter des subventions à défaut d'être rentable, ils suscitent des films d'un exotisme un peu bouffon et bourrés de clins d'œil ambigus au spectateur européen moyen. C'est une tendance de plus en plus nette du cinéma africain que de proposer des films complètement superficiels et qui laissent toujours un peu perplexes ceux qui connaissent bien l'Afrique. Penser qu'un continent n'a plus la maîtrise de l'image qu'il veut renvoyer au monde, cela peut rendre fou. C'est un processus étrange qui montre à quelles humiliations inattendues expose la pauvreté.

Réfléchir sur le sens – le mot signifie aussi *direction* – des échanges culturels Nord-Sud est une priorité. Le fait que les rencontres aient plus souvent lieu au Nord et presque exclusivement avec les financements de celui-ci, devrait susciter une réaction d'orgueil, ou tout simplement de lucidité, de ses partenaires. Ce déséquilibre confère au Nord un pouvoir immense : il devient l'unique instance de légitimation des acteurs culturels du Sud. Et on sait bien qu'il est dans la nature de tout pouvoir d'être exercé en totalité par celui qui le détient. La tentation est forte de réinvestir l'aide aux créateurs des pays en développement dans son propre rayonnement culturel. On s'en cache à peine, au demeurant. Il y a quelques années, le gouvernement français a eu

un geste assez sympathique à première vue : faciliter l'obtention de visas pour les intellectuels et les artistes d'Afrique francophone. La raison de cette générosité apparut vite au grand jour : il fallait endiguer le mouvement des chercheurs africains vers les universités américaines et donc vers la langue anglaise. Dans la logique des décideurs de la francophonie, c'était *shocking* et pas vraiment *politically correct*. Il est plus ou moins clairement espéré des pays du Sud une alliance contre l'Amérique qui, il est vrai, semble se donner un mal fou pour unir l'univers entier contre elle.

Personne ne souffre autant de la mondialisation que les pays du Sud. Elle les marginalise à l'extrême. Mais s'ils s'engagent dans la bataille contre la stupide américanisation du monde, ce doit être avant tout pour défendre leurs intérêts qui, sur des points majeurs, sont en conflit avec ceux de l'Europe. Certains nous parlent de diversité culturelle en nous demandant de faire nôtre leur cri de guerre : « Tous contre l'Oncle Sam ! » Les choses ne peuvent pas être aussi simples. Il y a une certaine arrogance à vouloir faire par exemple des Africains francophones une force supplétive contre l'Amérique, sur la base d'une langue qui les rapproche de leur ancien colonisateur mais les sépare des autres Africains. C'est quand même un problème, cela, et il faut lui trouver une solution. Nos États seraient certes en meilleure posture si leurs gouvernants avaient, en dépit du manque de moyens, assez de discernement pour percevoir les enjeux stratégiques de la culture. Il s'agit de surcroît, avant d'aller à la rencontre des autres, de veiller à « mettre nos âmes en lieu sûr ». Ce conseil du romancier Cheikh Hamidou Kane date d'il y a quarante ans. Il n'a jamais été aussi actuel. On ne peut attendre d'aucun État qu'il ait des intentions très pures. D'une certaine façon, l'échange culturel devrait être l'affaire des seuls créateurs. Ils ont encore la force d'être naïfs. Ils sont moins manichéens. Par leurs contacts avec les artistes américains par exemple, ils savent que ceux-ci méprisent autant qu'eux la standardisation. Tout créateur digne de ce nom peut admettre aisément que la qualité est avant tout dans la différence et que les réalisations culturelles doivent refléter l'âme des peuples et non les tendances du marché. La production en série, de manière toujours plus désinvolte – et dangereuse – pour faire toujours plus de profit, procède en effet autant du mépris des hommes que de la culture.

Chacun a sûrement noté, à la faveur des débats sur la mondialisation, une sorte de respect allant jusqu'à la fascination pour tout ce qui est ancien et artisanal. Le combat entre Roquefort et Burger King est une variante de l'éternelle lutte entre le Bien et le Mal. Il s'agit en fait moins d'alimentation que de respect du passé.

C'est peut-être pour cela que les rencontres culturelles font penser parfois à des rituels de mort. On y célèbre des objets qui, parce qu'ils n'ont plus aucune utilité pratique, semblent voués à la disparition, c'est-à-dire à l'oubli. C'est pourtant, ce qui est précieux, un éloge de la valeur artistique pure, une façon de saluer ce qui est gratuit et superflu, en réaction à une mondialisation qui réduit la création à un vulgaire ersatz de musique ou de

littérature, détruit l'identité des peuples et nivelle les sensibilités par le bas.

Il y a peut-être là un autre danger : la nostalgie des temps anciens peut faire oublier que la culture est l'expression d'une réalité humaine en mouvement. Quid dès lors des œuvres d'avant-garde, tournées vers le futur ?

Il est des artistes encore assez fiers pour hanter les chemins de traverse. Connus de rares initiés, ils méritent d'être entendus. Avec eux tout paraît possible. Ils sont si libres qu'ils n'ont plus tout à fait le sens du réel. D'ailleurs, c'est bien simple : ils ne se disent ni du Nord ni du Sud. Persuadés, pour parler comme tel philosophe, qu'il n'y a jamais eu d'autres hommes avant eux, ils sont affranchis de tous les préjugés. Leur attirance pour le vierge, l'absence et le vide en fait d'authentiques mutants.

Mais même avec eux, la partie n'est pas gagnée d'avance. C'est que rien de ce qui est humain n'est simple. Le temps n'est pas encore venu où l'étranger passera partout inaperçu. Je me souviendrai longtemps du tonitruant « Buon giorno, signore ! » qui m'a accueilli dès que j'ai poussé la porte du Ristorante della Posta, à Carona. Il était d'une chaleur toute méridionale, c'est-à-dire non feinte. Il n'en reste pas moins que mon arrivée a suscité un émoi certain, quoique discret. Pourtant la parole ne sait tracer son chemin qu'entre les humains. Il suffit d'être, comme Mandela à Robben Island, un guetteur d'aube. C'est affaire de patience et de passion. À Carona, j'ai fini par recevoir en partage la véridique histoire du cochon Charly.

Et il a bien raison, Roberto : ces choses-là arrivent aussi chez moi.

Il suffisait de se le dire.

Identité négro-africaine et globalisation

Au début des années 1990, le jeune réalisateur burkinabé Idrissa Ouédraogo lançait une phrase restée célèbre : « Je ne suis pas un cinéaste africain, je suis un cinéaste tout court. » Depuis lors il est devenu banal de voir des romanciers, peintres et musiciens africains de la nouvelle génération se présenter, pour ne plus être prisonniers de leur négritude, comme des citoyens du monde. La coïncidence avec la fin de la guerre froide n'est sûrement pas fortuite. Venant de créateurs négro-africains, ces déclarations rompaient très nettement avec les décennies antérieures au cours desquelles les intellectuels du continent n'ont paru avoir d'autre souci que la reconstruction d'une identité nègre malmenée par des siècles d'esclavage et de colonisation. Pourquoi leurs héritiers ont-ils brusquement eu envie de recracher leurs racines comme un fruit amer ? Le meurtre du Père relevait peut-être de l'instinct de survie. La chute du Mur de Berlin n'annonçait pas seulement l'effondrement du communisme mais aussi le passage, encore plus explicite, de relations commerciales inter-étatiques à une économie mondialisée. Peu désireux de rater ce tournant, les jeunes producteurs culturels africains refusaient de s'enfermer dans un discours jugé passéiste, pour ne pas dire complexé.

Ils étaient surtout dans l'air du temps. Tout se passant comme si la mort – toujours affirmée, jamais prouvée – des idéologies signifiait la mort de la pensée elle-même, la globalisation est devenue du jour au lendemain la mesure de toute réflexion, au point d'apparaître aux yeux de certains comme un « nouvel obscurantisme ».

Il serait cependant excessif d'y voir le mal absolu. Les artistes de tous les continents l'ont même crue capable de combler leur attente d'une humanité homogène et apaisée. Ils se sont mis à peindre, filmer ou écrire en pensant à leurs semblables dispersés aux quatre coins de la planète et cela a donné un sens nouveau et stimulant à la modernité artistique.

Et jamais sans doute la culture, devenue une industrie à part entière, n'a autant enrichi des créateurs et permis à des millions d'autres de gagner

correctement leur vie.

Mais cette ouverture sur l'extérieur masque mal des réalités bien moins reluisantes. Des managers invisibles se sont substitués aux authentiques créateurs et ont sacrifié la profondeur du propos, le caractère unique de l'œuvre d'art sur l'autel de la rentabilité. Pour faire tourner la machine à fabriquer des émotions, il a fallu inciter le client à consommer en hâte des produits éphémères sans cesse reproduits à l'identique.

En outre, la globalisation exclut tant d'individus et de nations pauvres qu'on est en droit de la suspecter d'être une illusion ou, pire encore, une imposture. En dépit de progrès indéniables, l'accès au savoir et aux savoir-faire reste très inégalement réparti. Sur une planète où 20% d'êtres humains se partagent 85% des ressources, 855 millions de personnes ne savent ni lire ni écrire et 820 millions ne mangent pas à leur faim. Il est absurde, voire insultant, de vanter les autoroutes de l'information à ceux qui n'ont même pas accès à l'électricité et à l'eau potable.

Si la France, pays riche, a si bruyamment revendiqué une « exception culturelle » pour protéger son cinéma, que peut-il en être pour le Mozambique, Madagascar ou le Nigeria ? Ces trois pays font partie d'un continent dont la part dans les exportations mondiales s'élevait en 2004, selon l'OMC, à 1% contre 18,1% pour l'Europe, 12,3% pour les États-Unis et 8,5% pour le seul Japon.

La lutte contre la misère empêche ces États de consacrer des crédits suffisants à la culture. Le vide ainsi créé est aussitôt comblé par les multinationales. Dès lors, les artistes africains sont tentés de ruser avec leur âme pour vendre leurs productions sur le marché mondial.

Ils n'ont d'ailleurs pas toujours lieu de s'en plaindre. La musique africaine, par exemple, a su tirer un réel profit de la nouvelle donne. En raison de ses facilités de diffusion et de son caractère tout à la fois populaire et universel, elle est à l'origine de réussites personnelles exemplaires. Certes le prix à payer est lourd, car la notoriété internationale de quelques musiciens oblige les autres à marcher sur leurs traces en adaptant les sonorités africaines aux goûts d'une clientèle mondiale qui est surtout occidentale. Le fait est que ces grands musiciens africains ne sont admirés dans leurs pays que s'ils sont d'abord cautionnés par un public étranger. Leur forte présence dans ce que Jean-Pierre Warnier nomme la « zone de captage des médias¹ » suffit à leur assurer la gloire et la fortune. La règle du jeu est connue de tous et dans cette affaire où il s'agit moins d'art que d'argent, le musicien lui-même n'est pas le moins cynique. Il sait bien que dans le dosage pas forcément subtil qu'implique la « world music », il est important pour lui de cibler un client universel moyen surtout friand d'exotisme. On ne sait s'il faut s'en désoler ou s'en réjouir : après tout, l'industrie musicale fait travailler et rêver des milliers de jeunes Africains et donne à des millions d'entre eux le sentiment d'être les acteurs d'une certaine modernité planétaire. L'aspect le plus agréable de la globalisation est du reste l'aisance avec laquelle les jeunes du monde entier se

parlent à travers un langage musical quasi inaccessible aux adultes.

Les dommages causés au cinéma africain sont beaucoup plus graves. Au lendemain des Indépendances, chaque État africain se faisait fort d'avoir sa propre politique cinématographique et produisait tant bien que mal des films dont il assurait la distribution. Les cinéastes – Sembène Ousmane, Lakhdar Amina ou Med Hondo – exprimaient, jusque dans leurs dissidences, une vision de l'avenir pour des nations en voie de re-formation. Les superproductions hollywoodiennes mais aussi les films français, omniprésents sur le petit écran, n'ont eu aucun mal à contrarier cette dynamique². Les programmes d'ajustement structurel, se traduisant par des coupes sombres dans le secteur culturel, ont bouleversé les règles de la production cinématographique. Entre 1992 et 1999, 18 salles de cinéma ont disparu au Sénégal sur un total de 38. En Algérie, où seuls trois films ont été réalisés depuis 1995, on est passé de 400 salles en 1986 à une vingtaine en 2000.

Le cinéma africain est aujourd'hui presque totalement contrôlé par des intérêts étrangers. Dans ses anciennes colonies, la France continue à financer des films, par le biais du ministère de la Coopération. Sous le même prétexte de solidarité francophone, des producteurs privés, canadiens ou français, ont la haute main sur ce secteur. Cela a changé du tout au tout la thématique et l'approche esthétique des cinéastes africains les plus médiatisés du moment. Leurs films, conçus pour être projetés dans des festivals occidentaux, ne sont presque jamais vus à Yaoundé ou à Libreville. Ils renvoient, bien que signés par des Africains, un regard étranger sur le continent. Dans certains cas, on peut parler d'une confiscation de l'imaginaire, puisque le réalisateur, progressivement dépossédé de son scénario initial, a fini par devenir un simple alibi. Même « son » équipe de tournage est souvent constituée en majorité de techniciens européens ou canadiens imposés par le producteur.

Cette situation inconfortable n'est certes pas propre aux réalisateurs africains, mais ici l'enjeu est plus culturel que commercial. Par la mainmise sur les images d'un continent, on s'en assure le contrôle politique et social.

L'industrie du livre, elle, ne donne pas l'impression, à première vue, d'avoir bien résisté à la globalisation. Ainsi le Sénégal, qui est avec la Côte-d'Ivoire l'un des rares pays francophones d'Afrique où la situation est encore relativement viable, ne compte depuis plus d'une décennie que deux librairies dignes de ce nom. Les Nouvelles Éditions africaines du Sénégal et les Nouvelles Éditions ivoiriennes ont été rachetées par Havas et Hachette.

Il n'en faut pas moins garder à l'esprit un fait essentiel : si la mondialisation a aggravé la crise du livre en Afrique, elle n'en est pas la cause. Son impact est beaucoup plus faible sur le marché du manuel scolaire que sur la littérature générale. Écrite dans des langues dites internationales, celle-ci aurait mérité un public plus vaste. Il n'en est rien. La clientèle occidentale, très réduite, lit souvent les textes africains plus pour découvrir un univers social que par attirance pour un auteur. Or un Norvégien ou un Italien intéressé par le continent abordera plus volontiers la culture africaine par la

musique, le théâtre, la danse et les films des festivals que par des romans ou de la poésie.

Qu'il soit difficile pour un auteur africain de pénétrer le marché mondial n'est pas forcément une mauvaise chose. Étant assuré de ne pas pouvoir vivre de sa plume, il peut s'autoriser toutes les audaces esthétiques et inscrire son propos dans la durée. On ne doit pas pour autant se satisfaire d'une situation qui est en fait un recul. Il est fascinant de constater à quel point la crise du livre a affaibli la circulation des idées en Afrique. Le fait que l'on n'entende plus de grandes voix africaines, comme du temps de la revue *Présence africaine*, est significatif. Le Nobel de Soyinka en 1986 semble avoir marqué la fin d'une époque. Le marché du livre africain était bien plus vaste quand une même anthologie pouvait regrouper les noms de Mongo Beti, Amos Tutuola, Mario de Andrade et Langston Hughes. Les textes étaient très vite traduits et Senghor, Achebe et Richard Wright étaient des noms connus à travers toute l'Afrique. Aujourd'hui, les intellectuels francophones ne savent presque rien de Pepetela, Chenjerai Hove ou Ayi Kwei Armah, et il serait vain de chercher des points communs entre Patrick Chamoiseau, Gloria Naylor et Tanella Boni.

En délégitimant la solidarité fondée sur la couleur de la peau et sur des épreuves historiques communes, la mondialisation a morcelé le public de l'auteur africain. Elle a rétréci un bassin de lecteurs déjà fortement érodé par la baisse généralisée du pouvoir d'achat. Aussi publie-t-on en Afrique davantage de romans que de poésie en ciblant un public étranger, seul encore capable d'acheter des livres. Le Renaudot 2000, Ahmadou Kourouma, n'hésitait pas à dire en 1998, à propos de son livre *En attendant le vote des bêtes sauvages* : « J'ai privilégié le lecteur européen : à plusieurs reprises, j'explique la logique de la magie, qui ne correspond pas à ce qu'est la logique européenne. » Une telle option a conduit un grand nombre d'auteurs africains à s'établir à Londres, New York ou Paris. Si certains ont dû fuir des régimes sanguinaires, d'autres ont simplement choisi de se trouver près de leur véritable public. Ces auteurs qui parlent d'une Afrique dont ils ne savent plus rien sont malheureusement les seuls à pouvoir se faire entendre du reste du monde et donc à être écoutés... en Afrique. Il est frappant de constater que les grands auteurs africains vivants, pourtant reconnus comme des classiques dont les œuvres sont lues et commentées dans les écoles, n'ont plus aucune présence médiatique, en particulier dans l'espace francophone. Ils continuent pourtant à écrire mais leurs œuvres ne correspondent pas à l'idée que l'institution littéraire occidentale, toute-puissante, souhaite donner de nos jours de l'univers africain. Leur « tort » est d'avoir une trop grande force de caractère et de ne pas se plier aux contraintes thématiques en vogue.

L'impact de la littérature africaine varie en fonction des aires linguistiques et des arrière-pensées des ex-puissances coloniales. La France, à l'inverse de l'Angleterre, reste obsédée par la défense de sa langue et voit en tout auteur francophone un complice dans la lutte contre... la mondialisation

de la langue anglaise. Les écrivains anglophones ne sont pas piégés par ce combat d'arrière-garde : leur langue de travail leur vaut un public potentiel très large et le droit de se prévaloir d'un cosmopolitisme quasi naturel. Pourtant même eux ne peuvent pas prétendre conquérir le monde en enjambant le continent.

Qu'il s'agisse du cinéma, de la littérature ou de la musique, une bonne réponse à la mondialisation est de retourner ses armes contre elle en constituant un marché africain. Si cela doit surtout être l'affaire des privés nationaux, la volonté politique ne peut en être absente. La misère et l'ignorance se nourrissent l'une de l'autre. C'est là un cercle vicieux. Une perception correcte de la dimension culturelle du développement peut aider à en sortir.

En fait, de nouvelles stratégies sont déjà testées. Sembène Ousmane s'est mis en partenariat avec une compagnie pétrolière pour son film *Faat Kiné*, et d'autres réalisateurs essaient de chercher des fonds en Afrique du Sud ou au Nigeria.

Les Nouvelles Éditions ivoiriennes d'Abidjan ont lancé en 1998 la collection « Adoras ». Conçue sur le modèle de la littérature rose occidentale, elle est alimentée par des auteurs ivoiriens écrivant sous pseudonyme. Vendus à des prix très modiques, ces courts récits à l'eau de rose ont eu un réel succès et certains d'entre eux ont été adaptés pour la télévision par Canal France International. De même, les littératures populaires des fameux marchés d'Onitsha et de Kinshasa ont été dopées par la mondialisation. Au Nigeria, ces romans sont écrits en yoruba ou en haoussa, et sont donc exclusivement destinés à un public local. À Dakar, grâce aux « librairies par terre », on peut se payer tout Shakespeare à des prix défiant toute concurrence.

La mondialisation est donc constamment soumise à réinterprétation, les sociétés qu'elle semble exclure trouvent toujours le moyen de s'exprimer et de survivre sans nécessairement se plier à ses exigences. La vraie culture est une réponse de l'esprit humain à l'aveuglement des dictatures, qu'elles soient politiques ou économiques. Elle n'a rien à voir avec le tumulte et le clinquant. Elle s'élabore dans de secrètes profondeurs. Ce n'est pas en se reniant mais en « persévérant dans leur être » (Cheikh Hamidou Kane) que les créateurs pourront faire face aux défis d'un monde de plus en plus complexe et impitoyable. Un artiste n'est rien et n'a rien à dire s'il n'accepte pas d'abord d'être lui-même.

1.

In Jean-Pierre Warnier, *La Mondialisation de la culture*, « Repères », La Découverte, 1999.

2.

On peut y ajouter depuis quatre ou cinq ans les *telenovelas* brésiliennes ou mexicaines devenues de véritables phénomènes de société.

Les villes invisibles et le voyageur immobile

En son temps, *Le Petit Livre rouge* avait rendu à moitié fous des millions de jeunes gens du monde entier. L'extraordinaire popularité du maoïsme, bien difficile à expliquer aujourd'hui, a naturellement suscité la jalousie des voisins de la Chine populaire. C'est ainsi que, vers la fin des années 1970, le régime nord-coréen a décidé de faire enfin savoir à toutes les nations de la terre que Kim Il-Sung, « leader bien-aimé du peuple coréen », était, quoi qu'on dise, nettement plus infaillible que Mao Tsé-toung. Ce dernier n'avait, après tout, que le bien modeste titre de Grand Timonier...

Je me suis donc retrouvé à Pyongyang avec un nommé Daniel D..., professeur de philosophie barbu et membre, à l'époque, de la direction du Parti communiste français. Notre travail consistait à réviser les traductions françaises des œuvres du Maréchal Inégalé.

Nos hôtes se sont bien entendu donné un mal fou pour nous persuader que nous étions dans le meilleur des mondes. C'est une chance que l'on n'a qu'une fois dans sa vie. J'ai bien peur de n'avoir pas su la saisir. Je ne me suis intéressé ni aux ouvriers modèles ni à cet arbre sur lequel Kim Il-Sung, décidément prédestiné, serait monté à cinq ans pour attraper l'arc-en-ciel. De voir des vieilles femmes en bleu donner un coup de balai sur un talus immaculé après le passage, toutes les trente minutes environ, de chaque véhicule m'a certes paru étrange sans vraiment m'impressionner. J'aurais volontiers échangé toutes les bouleversantes thèses du Djoutché¹ contre le sourire d'un inconnu. Il ne m'a pas été possible, je crois, d'adresser la parole à plus de trois personnes en Corée du Nord. Malgré tous mes efforts, je n'ai jamais pu arracher le moindre mot à notre chauffeur, un monsieur au visage fermé, rendu plus sévère par d'épaisses lunettes noires. S'il nous a gratifiés un jour d'un vague signe de la tête, je ne m'en souviens plus. Il n'y avait pas que lui : une jeune personne se glissait dans nos maisons en notre absence pour y faire le ménage. Elle avait manifestement reçu l'ordre de ne jamais s'y trouver

en même temps que les deux étrangers. À force de perfidie, j'ai eu le bonheur d'entrevoir un jour sa frêle silhouette.

Mais tout cela n'est rien à côté de l'affaire Wang, du nom d'un de nos deux traducteurs.

Je ne saurai sans doute jamais ce qu'il est advenu de ce jeune homme trapu, toujours en chemise blanche, aux yeux pétillants et au français chaotique. Tout ce que je peux dire, vingt ans après, c'est que Wang a disparu le jour où il a pris sur lui de nous faire admirer de trop près des gymnastes répétant leurs mouvements collectifs dans un stade. Les milliers d'adolescents surpris en plein entraînement n'étaient pas censés nous croiser une seule fois au cours de leur existence. La plupart n'avaient sans doute jamais vu, même à la télé, un Noir. Leur émoi fut très vif et ce détour coûta la liberté ou peut-être même la vie au malheureux Wang. Nous ne le revîmes plus, en tout cas.

D'une saison à Pyongyang, je garde surtout le souvenir des innombrables choses que je n'y ai pas vues. La Corée du Nord n'est pas le genre de pays où on peut poser des questions à qui que ce soit et sa capitale m'a semblé si irréaliste, si désespérément hors du temps et du monde, que je doute parfois d'y avoir jamais mis les pieds. J'y repense comme à une vaste scène de théâtre où s'esquivalent des ombres silencieuses et terrifiées.

La sensation d'être piégé dans un univers opaque et fermé n'est pas l'apanage des sociétés totalitaires : je l'ai de nouveau fortement éprouvée dans un endroit aussi agréable et prospère que le canton d'Argovie, en Suisse alémanique. Le soir de mon arrivée, j'ai aperçu des lumières à une centaine de mètres du lieu où je m'étais installé pour écrire *Le Cavalier et son ombre*. On m'a assuré que c'était là le cœur ardent de Boswil, localité d'environ trois mille âmes. Il m'a paru naturel de chercher à en savoir plus sur le village où j'allais séjourner six mois. Pendant deux ou trois semaines, j'ai parcouru Boswil dans tous les sens. Je n'y ai presque jamais rencontré âme qui vive. Croiser de temps à autre un cycliste ou un paysan au regard méfiant, ce n'est pas suffisant pour échapper à l'ennui de ruelles désertes et glaciales. Derrière les volets clos, je me sentais plus souvent observé qu'il ne m'était donné de le faire, moi, l'étranger. Finalement, quand Max et Francine Krummenacher sont venus me voir de Zurich, je leur ai demandé sur un ton malicieux : « Mais où est-il donc, ce village ? » Ayant déjà séjourné au Sénégal, ces deux amis m'ont immédiatement compris. Dans n'importe quel quartier de Dakar, une dizaine de personnes peuvent vous faire un raffut de tous les diables. À Boswil, j'avais du mal à comprendre que les gens s'y mettent à trois mille pour ne même pas exister dans un village quasi imaginaire.

Il arrive, certes, qu'une ville sache s'offrir au regard du nouveau venu. Mais si j'ai aimé Fès, je n'ai été fasciné au Liban que par Baalbek et la Ville phénicienne exhumée par des maçons tout près du port de Beyrouth. Ces ruines millénaires m'ont bien plus parlé que les rues, si semblables, de Montréal ou de Berlin.

Faute d'avoir su vivre ces villes lointaines, il reste à les rêver une fois

revenu au pays. Rêver : raconter aux autres. Faire de leurs yeux éblouis le miroir de ce que l'on n'a même pas entrevu. Dès la sortie de l'aéroport de Dakar, la sueur vous colle à la peau, un vent chaud vous fouette le visage, mais le récit n'attend que l'occasion de dérouler ses mensonges. J'imagine mes proches prêts à vibrer à de folles aventures dans des contrées exotiques. Je n'hésiterai pas à en rajouter. On est romancier ou on ne l'est pas. Et puis, c'est tellement mesquin de ne pas mentir à des amis si désireux d'être étonnés...

Ce n'est hélas pas si simple. Dans ce roman-là, le narrateur n'est pas celui que l'on croit. C'est plutôt à moi d'écouter les autres. Les Sénégalais pensent que leur pays est le plus beau du monde et je sens très vite qu'on me plaint d'en être resté si longtemps éloigné. Avec tous les événements grandioses que j'ai ratés, il doit y avoir plein de trous dans ma tête et Ndiack, l'alter ego, ou un autre, essaie de les combler. Les divorces, les décès, les mariages, tout y passe. On me dit que tel politicien a une fois de plus retourné sa veste et que d'obscur controverses ont tenu le pays en haleine pendant plusieurs semaines. Et le mariage du fils du Président, en ai-je au moins entendu parler là-bas ? Un scandale ! Pour le repas de noces, ils ont fait venir trente cuisiniers de Paris ! Par avion spécial, en plus ! Mes yeux brillent de colère et je me surprends à murmurer : « Ah ! Les salauds ! » Je dois bien l'avouer : j'aime ça, j'aime qu'on me dise les petites misères de notre pauvre vie. Cette indignation prouve d'ailleurs que je suis bien de retour au Sénégal, là où mon cœur bat le plus fort. À Chicoutimi ou Moscou, rien de ce qui se passait ne me concernait vraiment.

Au bout d'une semaine, la foule du centre-ville me ramène soudain à ma vérité. En Europe ou en Amérique, les passants défilent en ordre sur les trottoirs pour se rendre en des lieux précis. À Dakar, Ndjaména ou Abidjan – c'est aussi chez moi, le Tchad et la Côte-d'Ivoire –, j'ai toujours l'impression d'une colossale panique. On court dans tous les sens, des cris fusent de partout et il ne faut pas s'étonner, dans ce manège affolé, de se heurter aux mêmes visages hallucinés en des endroits différents. Le passage des lignes douces et droites du monde riche à ce tourbillon est presque un nouveau voyage. Venant de pays heureux qui savent où ils vont, on voit le sien avec d'autres yeux. Ici, la peur du lendemain met les nerfs à vif et on tourne en rond dans la fumée et la poussière.

Il n'importe. Au fil des jours, je me suis pour ainsi dire remembré. Drôle de pays où tout va de travers. Les rues sont sales, les dirigeants tout ensemble farfelus et corrompus, et la misère humiliante. C'est pourtant en ce lieu que je me sens encore le mieux. C'est le seul endroit au monde où je n'ai pas besoin de me sentir tout le temps moi-même par crainte d'être un autre. C'est d'ici seulement que je peux me projeter vers le futur, si incertain soit-il.

Mais pour m'en rendre compte, il m'a fallu me perdre parfois à l'autre bout de la planète...

1.

Idéologie nationaliste – et idéologie d'État – fondée par Kim Il-Sung.